

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45351]

12 JUILLET 2023. — Décret portant des dispositions fiscales diverses et transposant la directive 2021/514/UE du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

Article 1^{er}. Dans l'article 46bis, § 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par le décret du 13 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de 20 000 euros » sont remplacés par les mots « conformément aux alinéas suivants »;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le montant de l'abattement dont question à l'alinéa 1^{er} est déterminé comme suit :

1° lorsque la base imposable excède 500 000€ : 20 000€;

2° lorsque la base imposable est comprise entre 350 000 et 500 000€ :

40 000€ - (20 000€ x (base imposable - 350 000)/150 000);

3° lorsque la base imposable n'excède pas 350 000€ : 40 000€.

Par dérogation à l'alinéa 2, en cas d'acquisition d'un terrain à bâtir ou d'une habitation en construction ou sur plan, le montant de l'abattement dont question à l'alinéa 1^{er} est déterminé comme suit :

1° lorsque la base imposable excède 250 000€ : 20 000€;

2° lorsque la base imposable est comprise entre 175 000 et 250 000€ : 40 000€ - (20 000€ x (base imposable - 175 000)/75 000);

3° lorsque la base imposable n'excède pas 175 000€ : 40 000€. ».

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

Art. 2. Dans l'article 5 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, est remplacé par ce qui suit :

« 4° les véhicules munis d'une marque d'immatriculation « nationale », « essai » ou « professionnelle », lorsqu'ils sont utilisés exclusivement dans les conditions définies par l'arrêté royal du 8 janvier 1996 portant réglementation de l'immatriculation des plaques commerciales et nationales pour véhicules à moteur et remorques; »;

2° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 25 janvier 1999 et modifié en dernier lieu par le décret du 28 novembre 2013, est complété par les mots « , et les cyclomoteurs et les motocyclettes pourvus exclusivement d'un moteur électrique d'une puissance maximale inférieure ou égale à onze kilowatts »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 3, inséré par le décret du 28 novembre 2013 et modifié par le décret du 22 décembre 2021, les mots « à le Service public de Wallonie Finances » sont remplacés par les mots « au Service public de Wallonie Finances ».

Art. 3. Dans l'article 10 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « plaques d'immatriculation

» sont remplacés par les mots « marques d'immatriculation »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot « automobile » est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 12 du même Code, rétabli par la loi du 11 avril 1983, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par la loi-programme du 27 décembre 2005 et en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, les mots « , y compris les camionnettes visées à l'article 4, § 3 » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 2, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les mots « 4°, » sont abrogés.

Art. 5. Dans l'article 97quinquies, alinéa 2, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, le mot « plaques » est remplacé par le mot « marques ».

CHAPITRE 3. — *Modifications du Code des impôts sur les revenus 1992*

Art. 6. Dans l'article 253 du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'applicable en Région wallonne, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, lors de l'évaluation de la condition que les biens immobiliers sont improductifs par eux-mêmes, il n'est pas tenu compte du fait que ces biens immobiliers sont utilisés pour l'installation de technologies produisant toute source d'énergie renouvelable au sens de l'article 2, 9°, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. ».

CHAPITRE 4. — *Modifications du décret du 6 mai 1999*

relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Art. 7. Les articles 19, 53, 1°, 55 à 86, du présent chapitre transposent la directive (UE) 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal.

Art. 8. L'article 4 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Le Gouvernement détermine le mode à suivre pour les déclarations, la formation et la notification des rôles, les paiements et quittances. ».

Art. 9. Dans l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 17 décembre 2020, est complété par les mots « ou par communication électronique équivalente »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire, les mots « ou par communication électronique équivalente » sont insérés entre les mots « sur support papier » et les mots « , sont calculés »;

b) au 1°, les mots « ou par courrier recommandé avec accusé de réception; » sont remplacés par les mots « ou par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, ou le premier jour qui suit celui de la communication électronique équivalente; »;

c) le 2° est complété par les mots « à la poste, ou depuis le troisième jour ouvrable qui suit celui de la communication électronique équivalente »;

3° au paragraphe 4, modifié par le décret du 30 avril 2009, le mot « wallon » est abrogé.

Art. 10. Dans le chapitre 1^{er} du même décret, il est inséré un article 5*bis* rédigé comme suit :

« Art. 5*bis*. § 1^{er}. Par « communication électronique équivalente » au sens du présent décret, on entend toute procédure de communication par voie électronique en application du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes, et qui produit les mêmes effets juridiques dans le chef des parties que la procédure non électronique prévue par l'article concerné du présent décret.

La communication électronique équivalente est utilisée uniquement si le redevable marque son accord sur cette procédure de communication.

§ 2. Lorsque le redevable ou son mandataire ne dispose plus des moyens informatiques nécessaires au maintien de la procédure de communication électronique équivalente, il en informe immédiatement le Service public de Wallonie Finances. À défaut, la procédure de communication électronique équivalente maintient ses effets juridiques et reste opposable au redevable ou à son mandataire. ».

Art. 11. Dans l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 4, modifié par le décret du 28 novembre 2013, le mot « wallon » est abrogé;

2° à l'alinéa 5, modifié par le décret du 28 novembre 2013, les mots « et d'eurovignette » sont abrogés.

Art. 12. Dans l'article 9*bis* du même décret, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, le mot « wallon » est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, les mots « ou par communication électronique équivalente, » sont insérés entre les mots « par écrit » et « dans le délai ».

Art. 14. Dans l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, le mot « wallon » est chaque fois abrogé;

2° le paragraphe 4, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, est abrogé.

Art. 15. Dans l'article 11*bis* du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire, les modifications suivantes sont apportées :

1) les mots « § 1^{er} » sont remplacés par les mots « paragraphe 1^{er} »;

2) le mot « , eurovignette » est abrogé;

b) le d) est remplacé par ce qui suit :

« d) dresser procès-verbal en application de l'article 12*bis*, § 2, et se faire acquitter immédiatement entre leurs mains, par le conducteur du véhicule, les montants impayés ou éludés qui y sont mentionnés.

À défaut de paiement immédiat, le fonctionnaire visé à l'alinéa 1^{er} peut prendre une ou plusieurs des mesures suivantes :

- la retenue des documents de bord;

- la retenue du certificat d'immatriculation;

- le placement d'un sabot;

- l'enlèvement du véhicule en infraction vers un lieu d'entreposage; le stationnement du véhicule.

Le véhicule ne peut pas être déplacé ou, le cas échéant, aliéné sans l'autorisation du fonctionnaire visé à l'alinéa 1^{er}.

Si les sommes dues ne sont pas acquittées dans un délai de sept jours suivant le jour de la constatation de l'infraction, le fonctionnaire chargé du recouvrement des créances fiscales visé à l'article 34*bis* peut décerner une contrainte et, éventuellement, procéder à la saisie du véhicule conformément aux articles 34*bis* et suivants, dans les deux jours ouvrables suivant l'expiration du délai de sept jours susmentionné. Ces poursuites sont engagées à l'encontre de la personne physique ou morale qui est ou doit être reprise au certificat d'immatriculation, ou à défaut au propriétaire, à l'exploitant ou au détenteur du véhicule. Les risques et frais éventuels résultant de la mesure de rétention et des poursuites éventuelles sont à charge de la personne physique ou morale qui est ou doit être reprise au certificat d'immatriculation, ou à défaut au propriétaire, à l'exploitant ou au détenteur du véhicule.

À l'expiration du délai de sept jours mentionné à l'alinéa précédent :

- s'il est procédé dans les deux jours ouvrables à des poursuites, seul le fonctionnaire chargé du recouvrement des créances fiscales visé à l'article 34*bis* peut mettre fin aux mesures de rétention;

- s'il n'est pas procédé dans les deux jours ouvrables à des poursuites, le fonctionnaire visé à l'alinéa 1^{er} met fin aux mesures de rétention; »;

c) un point rédigé comme suit est inséré entre le point f) et le point g) qui devient le point h) :

« g) procéder à des constatations à l'aide de moyens audiovisuels ou de dispositifs automatisés de contrôle fixes et mobiles, notamment des caméras intelligentes au sens de la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance; »;

2° au paragraphe 4, alinéa 3, modifié par le décret du 28 novembre 2013, le mot « wallon » est abrogé;

3° au paragraphe 5, modifié par le décret du 28 novembre 2013, le mot « wallon » est abrogé.

Art. 16. Dans l'article 11ter, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « wallon » est abrogé;

2° le mot « contribuable » est remplacé par le mot « redevable ».

Art. 17. Dans le chapitre II, section 2, du même décret, il est inséré un article 11quinquies rédigé comme suit :

« Art. 11quinquies. Les fonctionnaires chargés du recouvrement disposent de tous les pouvoirs d'investigations prévus par le présent décret en vue d'établir la situation patrimoniale du redevable et des personnes sur les biens desquelles les impôts et les taxes, dus en principal et additionnels, les amendes fiscales, les intérêts de retard et les frais sont mis en recouvrement conformément à l'article 35ter, pour assurer le recouvrement des impôts et des taxes, dus en principal et additionnels, des amendes fiscales, des intérêts de retard et des frais. ».

Art. 18. Dans l'article 12bis du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° le texte actuel de l'article 12bis formera le paragraphe 1^{er};

2° à l'alinéa 4 actuel, le mot « et » est inséré entre les mots « législation concernée, » et les mots « pour dresser », et les mots « et percevoir immédiatement le montant éludé de la taxe en cause, majoré de l'amendé fiscale » sont abrogés;

3° à l'alinéa 5 actuel, le mot « wallon » est abrogé;

4° l'article 12bis est complété par le paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Les procès-verbaux dressés en application du paragraphe 1^{er}, alinéa 4, au nom du conducteur du véhicule contrôlé sur la voie publique, reprennent impérativement le décompte fiscal des sommes dues au titre des taxes éludées ou impayées, des amendes fiscales et des frais ainsi que l'indication des mesures de rétention appliquées en exécution de l'article 11bis, § 4, d). ».

Art. 19. Dans l'article 12ter, § 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, les mots « soit dans le cadre de l'assistance mutuelle menée conformément au chapitre IXbis, » sont insérés entre les mots « d'un services désignés à l'article 11, §§ 2 et 3, » et les mots « peut être invoqué par la Région wallonne ».

Art. 20. Dans l'article 13 du même décret, modifié par le décret du 22 mars 2007, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « pli recommandé à la poste ou par communication électronique équivalente, ».

Art. 21. Dans l'article 14, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 22 mars 2007, les mots « ou par communication électronique équivalente, » sont insérés entre les mots « par écrit » et les mots « sur la rectification ».

Art. 22. Dans l'article 15, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, le mot « wallon » est abrogé.

Art. 23. Dans l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 22 mars 2007, les mots « lettre recommandée à la poste, » sont remplacés par les mots « pli recommandé à la poste ou par communication électronique équivalente, ».

2° l'alinéa 2, modifié par le décret du 30 avril 2009, est complété par les mots « ou par communication électronique équivalente ».

Art. 24. Dans l'article 17bis du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) la phrase liminaire, modifiée par le décret du 17 janvier 2008, est remplacée par « Toute somme de taxes est uniquement perçue des redevables : »;

b) le d., modifié par le décret du 28 novembre 2013, est remplacé par « d. soit en vertu du décompte fiscal visé à l'article 12bis, § 2. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, sixième tiret, inséré par le décret du 28 novembre 2013, les mots « à défaut de paiement conformément à la transaction intervenue; » sont remplacés par les mots « à défaut du paiement immédiat visé à l'article 11bis, § 4, d), lorsque celles-ci n'ont pas déjà fait l'objet d'un rôle; »;

3° le paragraphe 3, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, est abrogé.

Art. 25. Dans l'article 18bis, § 2, alinéa 3, du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, le mot « wallon » est abrogé.

Art. 26. Dans l'article 21 du même décret, remplacé par le décret du 17 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par les mots « par pli ordinaire à la poste ou par communication électronique équivalente ».

2° au paragraphe 2, les mots « par pli ordinaire à la poste ou par communication électronique équivalente, » sont insérés entre les mots « est également notifié » et « en copie ».

Art. 27. Dans l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 12 décembre 2014, les mots « la taxe portée dans un rôle spécial à la suite d'une procédure de rectification de la déclaration ou de taxation d'office visée à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, premier, deuxième, septième et huitième tirets, et la taxe wallonne sur l'abandon de déchets visée à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, quatrième tiret, ainsi que les taxes et provisions visées à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, septième et huitième tirets » sont remplacés par les mots « ainsi que la taxe ou la provision portée dans un rôle spécial visé à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, premier, deuxième, quatrième, septième ou huitième tirets, »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 10 décembre 2009, les mots « à défaut de paiement dans le délai prévu par la législation applicable, telle que visée » sont remplacés par le mot « visé »;

3° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 10 décembre 2009, les mots « à défaut de paiement dans le délai prévu par l'invitation à payer ou le décompte fiscal, telle que visée » sont remplacés par le mot « visé »

4° l'article 23 est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. La taxe portée dans un rôle spécial visé à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, sixième tiret, est exigible à la date à laquelle le rôle a été rendu exécutoire.

Elle doit être acquittée immédiatement. ».

Art. 28. Dans l'article 25, alinéa 1^{er} du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, les mots « ou par communication électronique équivalente, » sont insérés entre les mots « par écrit » et « contre la taxe ».

Art. 29. Dans l'article 28 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le texte actuel de l'article 28, modifié en dernier lieu par le décret du 10 décembre 2009, formera le paragraphe 1^{er};

2° l'article 28 est complété par le paragraphe 2 comme suit :

« § 2. Dans les recours judiciaires visés au paragraphe 1^{er}, la comparution en personne au nom de la Région wallonne peut être assurée par tout fonctionnaire du Service public de Wallonie Finances. ».

Art. 30. Dans l'article 28bis du même décret, inséré par le décret du 17 janvier 2008, les mots « ou par communication électronique équivalente, » sont insérés entre les mots « écrit et motivée, » et les mots « présentée auprès ».

Art. 31. Dans l'article 29 du même décret, les mots « d'une taxe ou d'une provision portée dans un rôle » sont insérés entre les mots « l'article 23 » et « , un intérêt ».

Art. 32. Dans l'article 30, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001, les mots « du délai fixé à l'article 23 » sont insérés entre les mots « celui de l'échéance » et « , soit du premier jour ».

Art. 33. Dans l'article 31 du même décret, les mots « Le Gouvernement ou son délégué » sont remplacés par les mots « Le fonctionnaire désigné par le Gouvernement ».

Art. 34. Dans le chapitre VII, section 1e, du même décret, il est inséré un article 34bis rédigé comme suit :

« Art. 34bis. Toute somme de taxes peut faire l'objet de mesures d'exécution forcée par le fonctionnaire chargé du recouvrement des créances fiscales au bénéfice de la Région wallonne, ci-après dénommé le receveur, uniquement si ces mesures sont précédées d'une reprise de cette somme de taxes dans un rôle rendu exécutoire.

Le receveur est également chargé du recouvrement de toute autre somme attribuée à la Région par décision judiciaire coulée en force de chose jugée. ».

Art. 35. Dans l'article 35 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les mots « le fonctionnaire chargé du recouvrement des créances fiscales au bénéfice de la Région wallonne, ci-après dénommé le receveur, » sont remplacés par les mots « le receveur »;

2° dans le paragraphe 2, modifié par le décret du 17 décembre 2020, les mots « à la poste, ou par communication électronique équivalente, » sont insérés entre les mots « notifiée par pli ordinaire » et les mots « à chaque indivisaire non nommément repris au rôle »;

3° le paragraphe 3, modifié par le décret du 17 décembre 2020, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement sont compétents pour accorder termes et délais. Si les termes et délais sollicités sont refusés, ils doivent motiver leurs décisions. »;

4° l'article 35 est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les frais de poursuite sont déterminés suivant les règles établies pour les actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale. ».

Art. 36. Dans l'article 35quater, § 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, le mot « wallon » est abrogé.

Art. 37. Dans l'article 35septies, alinéa 2, du même décret, inséré par le décret du 17 décembre 2020, les mots « tout fonctionnaire chargé du recouvrement » sont remplacés par les mots « le receveur ».

Art. 38. Dans l'article 37 du même décret, les mots « , sauf les dérogations prévues ci-après » sont abrogés.

Art. 39. Les articles 38 à 42 du même décret sont abrogés.

Art. 40. Dans l'article 44 du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° à l'alinéa 2, dont le texte actuel formera l'alinéa 1^{er}, les mots « Ministre ayant les Finances dans ses attributions » sont remplacés par les mots « fonctionnaire désigné par le Gouvernement ».

Art. 41. Dans l'article 48 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « pli recommandé à la poste ou par communication électronique équivalente »;

2° l'alinéa 3, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, est complété par les mots « ou par communication électronique équivalente »;

3° l'alinéa 4, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Le redevable peut faire opposition à la saisie-arrêt par pli recommandé adressé au receveur compétent, ou par communication électronique équivalente, dans les quinze jours du dépôt à la poste de la dénonciation de la saisie ou dans les quinze jours de la dénonciation de la saisie par communication électronique équivalente. ».

Art. 42. Dans l'article 49 du même décret, les mots « Cette saisie » sont remplacés par les mots « La saisie visée à l'article 48 ».

Art. 43. Dans l'article 50 du même décret, les mots « cette saisie » sont remplacés par les mots « la saisie visée à l'article 48 ».

Art. 44. Dans l'article 51 du même décret, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « pli recommandé à la poste ou par communication électronique équivalente ».

Art. 45. Dans l'article 52 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 10 décembre 2009, les mots « la saisie, visée à l'article 48, » sont remplacés par les mots « la saisie visée à l'article 48 »;

2° à l'alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste par le receveur » sont remplacés par les mots « par le receveur par pli recommandé à la poste ou par communication électronique équivalente, ».

Art. 46. Dans l'article 52*bis*, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les mots « , ainsi que de toute autre somme visée à l'article 34*bis*, alinéa 2, » sont insérés entre les mots « des intérêts et des frais » et les mots « recouvrables à charge de cette personne ».

Art. 47. Dans l'article 53 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « n'est considérée comme une dette liquide et certaine pouvant être recouvrée par toutes voies d'exécution, que » sont remplacés par les mots « est considérée comme une dette liquide et certaine pouvant être recouvrée par toutes voies d'exécution, uniquement »;

2° à l'alinéa 4, les mots « , toute taxe en matière de déchets » sont remplacés par les mots « contre une imposition en matière de déchets, la taxe contestée ».

Art. 48. Dans l'article 57 du même décret, les modifications suivants sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, modifié en dernier lieu par le décret du 13 décembre 2017, les mots « par recommandé, » sont remplacés par les mots « par pli recommandé à la poste ou par communication électronique équivalente, »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, modifié en dernier lieu par le décret du 13 décembre 2017, les mots « par envoi recommandé au procureur du Roi de Bruxelles. » sont remplacés par les mots « par pli recommandé à la poste, ou par communication électronique équivalente, au procureur du Roi de Namur. »;

3° au paragraphe 2, alinéa 4, remplacé par le décret du 30 avril 2009, le mot « contribuable » est remplacé par le mot « redevable ».

Art. 49. Dans l'article 58 du même décret, remplacé par le décret du 13 décembre 2017 et modifié par le décret du 22 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ainsi que de toute autre somme visée à l'article

34*bis*, alinéa 2, » sont insérés entre les mots « et des frais, » et les mots « la Région »;

2° à l'alinéa 2, les mots « enrôlées au nom du redevable » sont remplacés par les mots « , des intérêts et des frais, ainsi que de toute autre somme visée à l'article 34*bis*, alinéa 2, »;

3° à l'alinéa 3, les mots « enrôlées au nom du redevable » sont remplacés par les mots « , des intérêts et des frais, ainsi que de toute autre somme visée à l'article 34*bis*, alinéa 2, ».

Art. 50. Dans l'article 62*bis* du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste. » sont remplacés par les mots « pli recommandé à la poste ou par communication électronique équivalente. »;

2° au paragraphe 2, modifié par le décret du 22 décembre 2021, les mots « lettre recommandée à la poste, » sont remplacés par les mots « pli recommandé à la poste ou par communication électronique équivalente, »;

3° dans le paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 3, les mots « lettre recommandée déposée à la poste » sont remplacés par les mots « pli recommandé déposé à la poste ou par communication électronique équivalente, »;

b) l'alinéa 4 est complété par les mots « , ou de la communication électronique équivalente »;

4° au paragraphe 6, le mot « wallon » est chaque fois abrogé.

Art. 51. Dans l'article 62*quinquies* du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « lettre recommandée à la poste. » sont remplacés par les mots « pli recommandé à la poste ou par communication électronique équivalente. »;

2° au paragraphe 2, premier tiret, les mots « lettre recommandée à la poste, » sont remplacés par les mots « pli recommandé à la poste, ou par communication électronique équivalente, »;

3° au paragraphe 3, les mots « , ou de la communication électronique équivalente, » sont insérés entre les mots « du dépôt à la poste » et les mots « de la notification »;

4° au paragraphe 5, le mot « wallon » est chaque fois abrogé.

Art. 52. Dans l'article 62*sexies* du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste. » sont remplacés par les mots « pli recommandé à la poste ou par communication électronique équivalente. »;

2° au paragraphe 2, modifié par le décret du 22 décembre 2021, les mots « lettre recommandée à la poste, » sont remplacés par les mots « pli recommandé à la poste, ou par communication électronique équivalente, »; 3° au paragraphe 5, le mot « wallon » est chaque fois abrogé.

Art. 53. Dans l'article 63 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, 6°, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} octobre

2020, les mots « pour toute infraction aux articles 64*quinquies*/4 à 64*quinquies*/7, qui consiste à ne pas remplir les obligations de déclaration y énoncées, et pour toute infraction à l'article 64*quinquies*/3, § 1^{er}, point A., 4°, b), et § 2, 1° et 7°, qui consiste à ne pas se conformer à l'obligation d'enregistrement y prévue ou lorsque l'enregistrement a été révoqué, » sont insérés entre les mots « des informations visées à l'article 64*quinquies*/2, paragraphe 14, » et les mots « une amende fiscale de 2 500 euros à 25 000 euros est appliquée »;

2° le paragraphe 3, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Sous réserve de l'article 11*bis*, § 4, d), les amendes fiscales prévues aux paragraphes 1^{er} et 2 sont établies, contestées et recouvrées de la même manière que la taxe à laquelle elles se rapportent, qu'elles soient enrôlées avec celle-ci ou qu'elles soient enrôlées distinctement. ».

Art. 54. Dans l'article 64, § 2, du même décret, remplacé par le décret du 13 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 22 décembre 2021, les mots « ou par communication électronique équivalente, » sont insérés entre les mots « écrit motivé » et les mots « auprès du service »;

2° à l'alinéa 2, le 2° est complété comme suit :

« , ou; »;

3° l'alinéa 2 est complété par le 3° rédigé comme suit :

« 3° la phase contentieuse judiciaire n'est pas clôturée. ».

Art. 55. Dans l'article 64*bis*, § 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 19 septembre 2013 et modifié par les décrets du 14 avril 2016, du 12 juillet 2017 et du 1^{er} octobre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « 64*novies* » sont remplacés par les mots « 64*duodecies* »;

2° à l'alinéa 4 :

a) dans la phrase liminaire, les mots « 64*novies* » sont remplacés par les mots « 64*duodecies* »;

b) au 4°, le mot « wallon » entre les mots « le Gouvernement » et « pour échanger » est abrogé;

c) au 5°, le mot « wallon » entre les mots « le Gouvernement » et « à échanger » est abrogé;

d) le 11° est remplacé par la disposition suivante :

« 11° « échange automatique » :

a) aux fins de l'article 64*quinquies*, § 1^{er}, de l'article 64*quinquies*/1, de l'article 64*quinquies*/2, et des articles 64*quinquies*/3 à 64*quinquies*/8, la communication systématique à un autre État membre, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés. Aux fins de l'article 64*quinquies*, § 1^{er}, les informations disponibles concernent des informations figurant dans les dossiers fiscaux de l'État membre qui communique les informations et pouvant être consultées conformément aux procédures de collecte et de traitement des informations applicables dans cet État membre;

b) aux fins des dispositions du présent chapitre IX*bis* autres que l'article 64*quinquies*, § 1^{er}, l'article 64*quinquies*/1, l'article 64*quinquies*/2, et les articles 64*quinquies*/3 à 64*quinquies*/8, la communication systématique des informations prédéfinies prévues au a) du présent 11°; »;

e) il est ajouté un 27°, rédigé comme suit :

« 27° « contrôle conjoint » : une enquête administrative menée conjointement par les autorités compétentes de deux États membres ou plus, et liée à une ou plusieurs personnes présentant un intérêt commun ou complémentaire pour les autorités compétentes de ces États membres; »;

f) il est ajouté un 28°, rédigé comme suit :

« 28° « redevances » : les paiements de toute nature reçus à titre de rémunération pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les logiciels informatiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secret, ainsi que pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique. Les paiements reçus pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit concernant des équipements industriels, commerciaux ou scientifiques sont considérés comme des redevances. ».

Art. 56. L'article 64*ter* du même décret, inséré par le décret du 19 septembre 2013 et modifié par le décret du 1^{er} octobre 2020, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 64*ter*. § 1^{er}. L'autorité compétente belge peut, dans un cas particulier, demander à une autorité compétente étrangère de lui communiquer toutes les informations visées à l'article 64*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dont celle-ci dispose ou qu'elle a obtenues à la suite d'une enquête administrative. La demande peut comprendre une demande motivée portant sur une enquête administrative.

Pour obtenir les informations demandées, l'autorité compétente belge suit les mêmes procédures que si elle agissait d'initiative ou à la demande d'une autre instance belge.

L'autorité compétente belge peut demander à l'autorité requise de lui communiquer les documents originaux.

§ 2. L'autorité compétente belge communique à une autorité compétente étrangère qui les lui demande dans un cas particulier, toutes les informations visées à l'article 64bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dont elle dispose ou qu'elle a obtenues suite à l'exécution d'une enquête administrative nécessaire à l'obtention de ces informations.

Le cas échéant, si l'autorité compétente belge estime qu'aucune enquête administrative n'est nécessaire, elle en communique immédiatement les raisons à l'autorité requérante.

Pour procéder à l'enquête administrative demandée, l'autorité compétente belge suit les mêmes procédures que si elle agissait d'initiative ou à la demande d'une autre instance belge.

En cas de demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité compétente belge communique à l'autorité requérante les documents originaux sauf si les dispositions belges s'y opposent.

§ 3. Aux fins d'une demande visée au paragraphe 1^{er} ou au paragraphe 2, les informations demandées sont vraisemblablement pertinentes lorsque, au moment où la demande est formulée, l'autorité requérante estime que, conformément à son droit national, il existe une possibilité raisonnable que les informations demandées soient pertinentes pour les affaires fiscales d'un ou plusieurs contribuables, identifiés par leur nom ou autrement, et justifiées aux fins de l'enquête.

Dans le but de démontrer la pertinence vraisemblable des informations demandées, l'autorité requérante fournit au moins les informations suivantes à l'autorité requise :

- 1° la finalité fiscale des informations demandées; et
- 2° la spécification des informations nécessaires à l'administration ou à l'application de son droit national.

§ 4. Dans les cas où une demande visée au paragraphe 1^{er} ou au paragraphe 2 concerne un groupe de contribuables qui ne peuvent pas être identifiés individuellement, l'autorité requérante fournit au moins les informations suivantes à l'autorité requise :

- 1° une description détaillée du groupe;
- 2° une explication du droit applicable et des faits sur la base desquels il existe des raisons de penser que les contribuables du groupe n'ont pas respecté le droit applicable;
- 3° une explication de la manière dont les informations demandées contribueraient à déterminer le respect, par les contribuables du groupe, de leurs obligations; et
- 4° le cas échéant, les faits et circonstances relatifs à l'intervention d'un tiers qui a activement contribué au non-respect potentiel du droit applicable par les contribuables du groupe. ».

Art. 57. Dans l'intitulé de la section 3 du chapitre IXbis du même décret, le mot « Délais » est remplacé par les mots « Délais de l'échange d'informations sur demande ».

Art. 58. Dans l'article 64quater du même décret, inséré par le décret du 19 septembre 2013, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'autorité compétente belge fournit les informations visées à l'article 64ter, § 2, le plus rapidement possible, et au plus tard trois mois à compter de la date de réception de la demande. Toutefois, lorsque l'autorité compétente belge n'est pas en mesure de répondre à la demande dans le délai prévu, elle informe l'autorité requérante immédiatement, et en tout état de cause dans les trois mois suivant la réception de la demande, des motifs qui expliquent le non-respect de ce délai, ainsi que de la date à laquelle elle estime pouvoir répondre. Ce délai ne peut excéder six mois à compter de la date de réception de la demande. »;

- 2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Toutefois, lorsque l'autorité compétente belge est déjà en possession desdites informations, les informations sont communiquées dans un délai de deux mois suivant cette date. »;

- 3° l'alinéa 6 est abrogé;

4° à l'alinéa 7, dont le texte actuel formera l'alinéa 6, les mots « l'article 64octies, § 3, » sont remplacés par les mots « l'article 64octies, § 3 et § 4, ».

Art. 59. Dans le chapitre IXbis, section 4 du même décret, il est inséré une sous-section 1ère, comportant l'article 64quinquies, et intitulée comme suit :

« Champ d'application et conditions de l'échange automatique et obligatoire d'informations ».

Art. 60. L'article 64quinquies du même décret, inséré par le décret du 19 septembre 2013 et modifié par le décret du 14 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 64quinquies. § 1^{er}. L'autorité compétente belge communique à l'autorité compétente d'un autre État membre, dans le cadre de l'échange automatique, toutes les informations dont elle dispose au sujet de résidents de cet autre État membre et qui concernent les catégories suivantes spécifiques de revenu et de capital au sens de la législation belge :

- 1° revenus d'emploi;
- 2° tantièmes et jetons de présence;
- 3° produits d'assurance sur la vie non couverts par d'autres actes juridiques de l'Union concernant l'échange d'informations et d'autres mesures similaires;
- 4° pensions;
- 5° propriété et revenus de biens immobiliers; 6° redevances.

Pour les périodes imposables débutant le 1^{er} janvier 2024 ou après cette date, l'autorité compétente belge s'efforce d'inclure, dans la communication des informations visées à l'alinéa 1^{er}, le numéro d'identification fiscale, en abrégé « NIF », de résidents qui a été délivré par l'État membre de résidence.

§ 2. La communication des informations est effectuée au moins une fois par an et, au plus tard, six mois après la fin de l'exercice fiscal au cours duquel les informations sont devenues disponibles. ».

Art. 61. Dans le chapitre IXbis, section 4 du même décret, il est inséré une sous-section 2, comportant l'article 64quinquies/1, et intitulée comme suit :

« Champ d'application et conditions de l'échange automatique et obligatoire d'informations sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ».

Art. 62. Dans l'article 64quinquies/1 du même décret, inséré par le décret du 12 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, le 1° est remplacé par :

« 1° pour les informations échangées en application du § 1^{er} : sans tarder après l'émission, la modification ou le renouvellement des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière et au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ont été émises, modifiées ou renouvelées; »;

2° au paragraphe 5, le 2° est remplacé par :

« 2° un résumé de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, y compris une description des activités commerciales, opérations ou séries d'opérations concernées et toute autre information qui pourrait aider l'autorité compétente à évaluer un risque fiscal potentiel, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public; »;

3° au paragraphe 7, le mot « wallon » est abrogé.

Art. 63. Dans le chapitre IXbis, section 4, du même décret, il est inséré une sous-section 3, comportant l'article 64quinquies/2, et intitulée comme suit :

« Champ d'application et conditions de l'échange automatique et obligatoire d'informations relatives aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ».

Art. 64. Dans l'article 64quinquies/2 du même décret, inséré par le décret du 1^{er} octobre 2020, le paragraphe 17 est abrogé.

Art. 65. Dans le chapitre IXbis, section 4, du même décret, il est inséré une sous-section 4, comportant les articles 64quinquies/3 à 64quinquies/8, et intitulée comme suit :

« Champ d'application et conditions de l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de Plateformes ».

Art. 66. Dans la sous-section 4 de la section 4 du chapitre IXbis du même décret, insérée par l'article 65 du présent décret, il est inséré un article 64quinquies/3 rédigé comme suit :

« Art. 64quinquies/3. § 1^{er}. Aux fins des articles 64quinquies/4 à 64quinquies/8, on entend par :

A. Opérateurs de Plateformes déclarants

1° « Plateforme » : tout logiciel, y compris tout ou partie d'un site internet, ainsi que les applications, y compris les applications mobiles, qui sont accessibles aux utilisateurs et qui permettent aux Vendeurs d'être connectés à d'autres utilisateurs afin d'exercer, directement ou indirectement, une Activité concernée destinée à ces autres utilisateurs. Il inclut également tout mécanisme de perception et de paiement d'une Contrepartie pour l'Activité concernée.

Le terme « Plateforme » n'englobe pas les logiciels qui, sans intervenir autrement dans l'exercice d'une Activité concernée, permettent exclusivement :

- a) de traiter les paiements liés à l'Activité concernée;
- b) aux utilisateurs, de répertorier une Activité concernée ou d'en faire la publicité;
- c) de rediriger ou de transférer les utilisateurs vers une Plateforme;

2° « Opérateur de Plateforme » : une Entité concluant un contrat avec des Vendeurs pour mettre à la disposition de ces derniers tout ou partie d'une Plateforme;

3° « Opérateur de Plateforme exclu » : un Opérateur de Plateforme qui a démontré d'avance et démontre sur une base annuelle que l'ensemble du modèle commercial de ladite Plateforme est tel qu'il ne compte aucun Vendeur à déclarer, et ce à la satisfaction de l'autorité compétente de l'État membre auquel, conformément aux règles énoncées à l'article 64quinquies/6, § 1^{er}, 1° à 3°, il aurait dû communiquer des informations;

4° « Opérateur de Plateforme déclarant » : tout Opérateur de Plateforme, autre qu'un Opérateur de Plateforme exclu, se trouvant dans l'une des situations suivantes :

a) il est résident fiscal en Région wallonne ou, lorsque ledit Opérateur de Plateforme n'a pas de résidence fiscale dans un État membre, remplit l'une des conditions suivantes :

- il est constitué ou régi par le droit de la Région wallonne;
- son siège de direction (y compris son siège de direction effective) se trouve sur le territoire de la Région wallonne;
- il possède un établissement stable sur le territoire de la Région wallonne et n'est pas un Opérateur de Plateforme qualifié hors Union.

Si un Opérateur de Plateforme est résident fiscal dans plus d'un État membre ou possède un établissement stable dans plus d'un État membre, il choisit l'un de ces États membres pour s'acquitter des obligations de déclaration qui lui incombent et qui sont visées par l'Annexe V, Section III, à la directive. L'Opérateur de Plateforme notifie son choix à l'ensemble des autorités compétentes de ces États membres. Lorsque cet Opérateur de Plateforme choisit de s'acquitter en Belgique de ses obligations précitées de déclaration, il est considéré comme un Opérateur de Plateforme déclarant au sens des articles 64quinquies/4 à 64quinquies/8;

b) il n'est ni résident fiscal d'un État membre, ni constitué ou géré dans un État membre, ni ne possède d'établissement stable dans un État membre, mais il facilite l'exercice d'une Activité concernée par des Vendeurs à déclarer ou une Activité concernée consistant en la location de biens immobiliers situés dans un État membre et n'est pas un Opérateur de Plateforme qualifié hors Union. Dans ce cas, cet Opérateur de Plateforme est tenu de s'enregistrer dans l'Union et, lorsque cet Opérateur de Plateforme choisit de s'enregistrer auprès de l'autorité compétente belge, l'autorité compétente belge attribue un numéro d'identification individuel à cet Opérateur de Plateforme et il est considéré comme un Opérateur de Plateforme déclarant au sens des articles 64quinquies/4 à 64quinquies/8.

Un Opérateur de Plateforme déclarant peut choisir de s'enregistrer auprès de l'autorité compétente d'un seul État membre, suivant les règles de procédure du § 2 lorsqu'il choisit de s'enregistrer en Belgique.

Un tel Opérateur de Plateforme déclarant dont l'enregistrement a été révoqué conformément au § 2, 7°, ne peut être autorisé à se réenregistrer qu'à la condition de fournir à l'autorité compétente belge des garanties suffisantes de son engagement à remplir les obligations en matière de déclaration au sein de l'Union, y compris celles auxquelles il ne s'est pas encore conformé;

5° « Opérateur de Plateforme qualifié hors Union » : un Opérateur de Plateforme facilitant des Activités concernées qui sont toutes également des Activités concernées qualifiées et qui est résident fiscal d'une Juridiction qualifiée hors Union ou, s'il n'a pas de résidence fiscale dans une Juridiction qualifiée hors Union, qui remplit l'une des conditions suivantes :

- a) il est constitué conformément à la législation d'une Juridiction qualifiée hors Union; ou
- b) son siège de direction (y compris son siège de direction effective) se trouve dans une Juridiction qualifiée hors Union;

6° « Juridiction qualifiée hors Union » : une juridiction hors Union qui a conclu un accord éligible en vigueur entre autorités compétentes avec les autorités compétentes de tous les États membres identifiés comme étant des juridictions devant faire l'objet d'une déclaration dans une liste publiée par la juridiction hors Union;

7° « Accord éligible en vigueur entre autorités compétentes » : un accord entre les autorités compétentes d'un État membre et une juridiction hors Union et qui impose l'échange automatique et obligatoire d'informations équivalentes à celles spécifiés à l'article 64quinquies/6, § 2, confirmé par un acte d'exécution conformément à l'article 8bisquater, § 7, de la directive;

8° « Activité concernée » : une activité exercée en échange d'une Contrepartie et consistant en :

- a) la location de biens immobiliers, y compris à usage résidentiel et commercial, ainsi que tout autre bien immeuble et emplacement de stationnement;
- b) un Service personnel;
- c) la vente de Biens;
- d) la location de tout mode de transport.

Le terme « Activité concernée » n'inclut pas les activités exercées par un Vendeur agissant en qualité d'employé de l'Opérateur de Plateforme déclarant ou d'une Entité liée à l'Opérateur de Plateforme;

9° « Activité concernée qualifiée » : toute Activité concernée soumise à l'échange automatique en vertu d'un Accord éligible en vigueur entre autorités compétentes;

10° « Contrepartie » : une compensation, sous quelque forme que ce soit, hors frais, commissions ou taxes retenus ou prélevés par l'Opérateur de Plateforme déclarant, qui est versée ou créditée à un Vendeur dans le cadre de l'Activité concernée, dont le montant est connu ou peut être raisonnablement connu de l'Opérateur de Plateforme;

11° « Service personnel » : un service correspondant à un travail à l'heure ou à la tâche qui est exécuté par une ou plusieurs personnes physiques agissant soit de manière indépendante soit pour le compte d'une Entité, et qui est fourni à la demande d'un utilisateur, soit en ligne soit physiquement hors ligne, après avoir été facilité par l'intermédiaire d'une Plateforme.

B. Vendeurs à déclarer

1° « Vendeur » : un utilisateur de Plateforme, qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une Entité, qui est enregistré sur la Plateforme à tout moment au cours de la Période de déclaration et qui exerce l'Activité concernée;

2° « Vendeur actif » : tout Vendeur qui fournit une Activité concernée au cours de la Période de déclaration ou à qui est versée ou créditée une Contrepartie pour une Activité concernée au cours de la Période de déclaration;

3° « Vendeur à déclarer » : tout Vendeur actif, autre qu'un Vendeur exclu, qui est résident d'un État membre ou qui a donné en location des biens immobiliers situés dans un État membre; 4° « Vendeur exclu » : tout Vendeur : a) qui est une Entité publique;

b) qui est une Entité dont les actions font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé ou une Entité liée à une Entité dont les actions font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé;

c) qui est une Entité pour laquelle l'Opérateur de la Plateforme a facilité, au moyen de la location de biens immobiliers, plus de 2 000 Activités concernées en lien avec un Lot au cours de la Période de déclaration; ou

d) pour lequel l'Opérateur de Plateforme a facilité, au moyen de la vente de Biens, moins de 30 Activités concernées, pour lesquelles le montant total de la Contrepartie versée ou créditée n'a pas dépassé 2 000 euros au cours de la Période de déclaration.

C. Autres définitions

1° « Entité » : une personne morale ou une construction juridique, telle qu'une société de capitaux, une société de personnes, un trust ou une fondation. Une Entité est une Entité liée à une autre Entité si l'une des deux Entités contrôle l'autre ou si ces deux Entités sont placées sous un contrôle conjoint. À ce titre, le contrôle comprend la participation directe ou indirecte supérieure à 50% des droits de vote ou de la valeur d'une Entité. Dans le cas d'une participation indirecte, le respect de l'exigence relative à la détention de plus de 50% du droit de propriété dans le capital de l'autre Entité est déterminé en multipliant les taux de détention successivement aux différents niveaux. Une personne détenant plus de 50% des droits de vote est réputée détenir 100% de ces droits;

2° « Entité publique » : le Gouvernement d'un État membre ou d'une autre juridiction, une subdivision politique d'un État membre ou d'une autre juridiction (ce qui comprend un État, une province, un comté ou une municipalité) ou tout établissement ou organisme détenu intégralement par les entités précitées (chacun constituant une « Entité publique »);

3° « NIF » : acronyme qui désigne un numéro d'identification fiscale, émis par un État membre, ou son équivalent fonctionnel en l'absence de numéro d'identification fiscale;

4° « Numéro d'identification T.V.A. » : le numéro unique qui identifie un assujetti ou une entité juridique non assujettie qui sont enregistrés aux fins de la taxe sur la valeur ajoutée;

5° « Adresse principale » : l'adresse de la résidence principale d'un Vendeur ayant la qualité de personne physique et l'adresse du siège social d'un Vendeur ayant la qualité d'Entité;

6° « Période de déclaration » : l'année civile pour laquelle la déclaration est effectuée conformément à l'article 64quinquies/6;

7° « Lot » : toutes les unités immobilières situées à la même adresse, appartenant au même propriétaire et proposées à la location sur une Plateforme par le même Vendeur;

8° « Identifiant du compte financier » : le numéro ou la référence d'identification unique du compte bancaire, ou de tout autre compte de services de paiement similaire, sur lequel la Contrepartie est versée ou créditée, dont dispose l'Opérateur de Plateforme;

9° « Bien » : tout bien corporel.

§ 2. Aux fins du paragraphe 1^{er}, point A., 4°, b), lorsque l'Opérateur de Plateforme y visé choisit de s'enregistrer auprès de l'autorité compétente belge, la procédure administrative pour l'enregistrement unique de cet Opérateur de Plateforme est la suivante :

1° l'Opérateur de Plateforme s'enregistre auprès de l'autorité compétente belge, lorsqu'il débute son activité d'Opérateur de Plateforme;

2° l'Opérateur de Plateforme déclarant communique à l'autorité compétente belge les informations suivantes :

a) nom;

b) adresse postale;

c) adresses électroniques, sites internet inclus;

d) tout NIF délivré à l'Opérateur de Plateforme déclarant;

e) déclaration comprenant des informations concernant l'identification du dit Opérateur de Plateforme déclarant à la T.V.A. au sein de l'Union, conformément au titre XII, chapitre 6, sections 2 et 3, de la directive européenne 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée;

f) les États membres desquels les Vendeurs à déclarer sont résidents, conformément à l'article 64quinquies/5, point D;

3° l'Opérateur de Plateforme déclarant notifie à l'autorité compétente belge toute modification des informations prévues au 2°;

4° l'autorité compétente belge attribue un numéro d'identification individuel à l'Opérateur de Plateforme déclarant et le notifie aux autorités compétentes de tous les États membres par voie électronique;

5° l'autorité compétente belge demande à la Commission européenne de radier l'Opérateur de Plateforme déclarant du registre central dans les cas suivants:

a) l'Opérateur de Plateforme notifie à l'autorité compétente belge qu'il n'exerce plus aucune activité en tant qu'Opérateur de Plateforme;

b) en l'absence de notification en vertu du a), il existe des raisons de supposer que l'activité de l'Opérateur de Plateforme a cessé;

c) l'Opérateur de Plateforme ne remplit plus les conditions établies au paragraphe 1^{er}, point A., 4°, b);

d) l'autorité compétente belge a révoqué l'enregistrement conformément au 7°;

6° l'autorité compétente belge notifie immédiatement la Commission européenne de tout Opérateur de Plateforme, au sens du paragraphe 1^{er}, point A., 4°, b), qui commence son activité en tant qu'Opérateur de Plateforme sans s'être enregistré conformément au présent paragraphe;

7° lorsqu'un Opérateur de Plateforme déclarant ne satisfait pas à l'obligation de déclaration prévue à l'article 64quinquies/6, § 1^{er}, 3°, après deux rappels adressés par l'autorité compétente belge, l'autorité compétente belge prend, sans préjudice de l'article 63, § 2, 6°, les mesures nécessaires pour révoquer l'enregistrement de l'opérateur de la plateforme déclarant effectué conformément au présent paragraphe. L'enregistrement est révoqué au plus tard après l'expiration d'un délai de nonante jours, mais pas avant l'expiration d'un délai de trente jours après le deuxième rappel. ».

Art. 67. Dans la sous-section 4 de la section 4 du chapitre IXbis du même décret, insérée par l'article 65 du présent décret, il est inséré un article 64quinquies/4 rédigé comme suit :

« Art. 64quinquies/4. § 1^{er}. Les Opérateurs de Plateformes déclarants accomplissent les procédures de diligence raisonnable et remplissent les obligations de déclaration énoncées aux articles 64quinquies/5 et 64quinquies/6, en conformité avec les articles 64quinquies/7 et 64quinquies/8 réglant leur mise en œuvre effective.

§ 2. Conformément aux procédures de diligence raisonnable et aux obligations de déclaration figurant aux articles 64quinquies/5 et 64quinquies/6, l'autorité compétente d'un État membre dans lequel la déclaration conformément au paragraphe 1^{er} a été effectuée communique, au moyen d'un échange automatique et dans le délai fixé au paragraphe 3, à l'autorité compétente de l'État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident, déterminé conformément à l'article 64quinquies/5, point D., et, dans les cas où le Vendeur à déclarer fournit des services de location de biens immobiliers, en tout état de cause à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel les biens immobiliers sont situés, les informations suivantes concernant chaque Vendeur à déclarer :

a) le nom, l'adresse du siège social, le NIF et, le cas échéant, le numéro d'identification individuelle attribué conformément à l'article 64quinquies/3, § 1^{er}, point A., 4°, b), alinéa 2, de l'Opérateur de Plateforme déclarant, ainsi que la ou les raisons commerciales de la ou des Plateformes pour lesquelles l'Opérateur de Plateforme déclarant effectue la déclaration;

b) le prénom et le nom du Vendeur à déclarer s'il s'agit d'une personne physique, et la dénomination sociale du Vendeur à déclarer ayant la qualité d'Entité;

c) l'Adresse principale;

d) tout NIF du Vendeur à déclarer, comprenant la mention de chaque État-membre d'émission, ou en l'absence de NIF, le lieu de naissance du Vendeur à déclarer ayant la qualité de personne physique;

e) le numéro d'immatriculation d'entreprise du Vendeur à déclarer ayant la qualité d'Entité;

f) le numéro d'identification T.V.A. du Vendeur à déclarer, le cas échéant;

g) la date de naissance du Vendeur ayant la qualité de personne physique;

h) l'Identifiant du compte financier sur lequel la Contrepartie est versée ou créditée, dans la mesure où celui-ci est disponible pour l'Opérateur de Plateforme déclarant et où l'autorité compétente de l'État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident au sens de l'article 64quinquies/5, point D., n'a pas notifié aux autorités compétentes de tous les autres États membres qu'elle n'a pas l'intention d'utiliser l'Identifiant du compte financier à cette fin;

i) lorsqu'il diffère du nom du Vendeur à déclarer, en plus de l'Identifiant du compte financier, le nom du titulaire du compte financier sur lequel la Contrepartie est versée ou créditée, dans la mesure où l'Opérateur de Plateforme déclarant en dispose, ainsi que toute autre information d'identification financière dont dispose l'Opérateur de Plateforme déclarant en ce qui concerne le titulaire de ce compte;

j) chaque État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident, déterminé conformément à l'article 64quinquies/5, point D.;

k) le montant total de la Contrepartie versée ou créditée au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration et le nombre d'Activités concernées pour lesquelles elle a été versée ou créditée;

l) tous frais, commissions ou taxes retenus ou prélevés par la Plateforme déclarante au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration.

Lorsque le Vendeur à déclarer fournit des services de location de biens immobiliers, les informations supplémentaires suivantes sont communiquées :

a) l'adresse de chaque Lot, déterminée sur la base des procédures prévues à l'article 64quinquies/5, point E., et le numéro d'enregistrement foncier correspondant ou son équivalent dans le droit national de l'État membre où il se situe, s'il est disponible;

b) le montant total de la Contrepartie versée ou créditée au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration et le nombre d'Activités concernées réalisées en lien avec chaque Lot;

c) le cas échéant, le nombre de jours de location pour chaque Lot au cours de la Période de déclaration et le type correspondant à chacun de ces Lots.

§ 3. La communication prévue au paragraphe 2 est effectuée à l'aide du format informatique standard conçu pour faciliter cet échange automatique adopté par la Commission européenne, conformément aux articles 20, § 4, et 26, § 2, de la directive, dans les deux mois qui suivent la fin de la Période de déclaration à laquelle se rapportent les obligations de déclaration applicables à l'Opérateur de Plateforme déclarant. Les premières informations sont communiquées pour les Périodes devant faire l'objet d'une déclaration à partir du 1^{er} janvier 2023.

§ 4. Lorsqu'un Opérateur de Plateforme est considéré comme un Opérateur de Plateforme exclu, l'autorité compétente de l'État membre dans lequel la démonstration visée à l'article 64quinquies/3, § 1^{er}, point A., 3^o, a été fournie, en informe les autorités compétentes de tous les autres États membres, ainsi que de toute modification ultérieure. ».

Art. 68. Dans la sous-section 4 de la section 4 du chapitre IXbis du même décret, insérée par l'article 65 du présent décret, il est inséré un article 64quinquies/5 rédigé comme suit :

« Art. 64quinquies/5. § 1^{er}. Les procédures de diligence raisonnable décrites ci-après s'appliquent aux fins de l'identification des Vendeurs à déclarer.

A. Vendeurs non soumis à examen

Afin de déterminer si un Vendeur ayant la qualité d'Entité peut être considéré comme un Vendeur exclu visé par l'article 64quinquies/3, § 1^{er}, point B., 4^o, a) et b), l'Opérateur de Plateforme déclarant peut s'appuyer sur les informations publiquement accessibles ou sur une confirmation émanant du Vendeur ayant la qualité d'Entité.

Afin de déterminer si un Vendeur peut être considéré comme un Vendeur exclu visé par l'article 64quinquies/3, § 1^{er}, point B., 4^o, c) et d), un Opérateur de Plateforme déclarant peut s'appuyer sur les registres dont il dispose.

B. Collecte des informations relatives au Vendeur

1^o pour chaque Vendeur personne physique n'ayant pas la qualité de Vendeur exclu, l'Opérateur de Plateforme déclarant collecte toutes les informations suivantes :

a) les nom et prénom;

b) l'Adresse principale;

c) tout NIF délivré à ce Vendeur, accompagné de la mention de chaque État membre de délivrance, et, en l'absence de NIF, le lieu de naissance dudit Vendeur;

d) le numéro d'identification T.V.A. de ce Vendeur, le cas échéant;

e) la date de naissance;

2^o pour chaque Vendeur ayant la qualité d'Entité sans être un Vendeur exclu, l'Opérateur de Plateforme déclarant collecte toutes les informations suivantes :

a) la dénomination sociale;

b) l'Adresse principale;

c) tout NIF délivré à ce Vendeur, accompagné de la mention de chaque État membre de délivrance;

d) le numéro d'identification T.V.A. de ce Vendeur, le cas échéant;

e) le numéro d'immatriculation d'entreprise;

f) l'existence de tout établissement stable par l'intermédiaire duquel les Activités concernées sont exercées dans l'Union, le cas échéant, avec indication de chaque État membre dans lequel se trouve un établissement stable;

3^o nonobstant le 1^o et le 2^o, l'Opérateur de Plateforme déclarant n'est pas tenu de collecter les informations visées au 1^o, b) à e), et au 2^o, b) à f), lorsqu'il s'appuie sur une confirmation directe de l'identité et de la résidence du Vendeur obtenue par l'intermédiaire d'un service d'identification mis à disposition par un État membre ou par l'Union afin d'établir l'identité et la résidence fiscale du Vendeur;

4^o nonobstant le 1^o, c), et le 2^o, c) et e), l'Opérateur de Plateforme déclarant n'est pas tenu de recueillir le NIF ou le numéro d'immatriculation d'entreprise, selon le cas, dans les situations suivantes :

a) l'État membre de résidence du Vendeur ne délivre pas de NIF ni de numéro d'immatriculation d'entreprise au Vendeur;

b) l'État membre de résidence du Vendeur n'exige pas que soit recueilli le NIF délivré au Vendeur.

C. Vérification des informations relatives aux Vendeurs

1^o l'Opérateur de Plateforme déclarant détermine si les informations recueillies en application du point A., du point B., 1^o, du point B., 2^o, a) à e), et du point E. sont fiables, en exploitant l'ensemble des informations et des documents dont il dispose dans ses registres, ainsi que toute interface électronique mise à disposition gratuitement par un État membre ou par l'Union en vue de vérifier la validité du NIF et/ou du numéro d'identification T.V.A.;

2° nonobstant le 1°, aux fins de l'accomplissement des procédures de diligence raisonnable conformément au point F, 2°, l'Opérateur de Plateforme déclarant peut déterminer si les informations collectées en application du point A., du point B., 1°, du point B., 2°, a) à e), et du point E. sont fiables en exploitant les informations et documents dont il dispose dans ses registres interrogeables en ligne;

3° nonobstant les 1° et 2°, en application du point F, 3°, b), dans les cas où l'Opérateur de Plateforme déclarant a tout lieu de savoir qu'un des éléments d'information décrits au point B. ou au point E. est susceptible d'être inexact en raison des informations fournies par l'autorité compétente d'un État membre dans une demande concernant un Vendeur précis, il demande au Vendeur de corriger les éléments d'information qui se sont révélés incorrects et de fournir des documents justificatifs, des données ou des informations fiables et émanant d'une source indépendante, tels que :

- a) un document d'identification délivré par les autorités nationales, en cours de validité;
- b) un certificat de résidence fiscale récent.

D. Détermination de l'État membre ou des États membres de résidence du Vendeur

1° l'Opérateur de Plateforme déclarant considère le Vendeur comme résident de l'État membre dans lequel le Vendeur a son Adresse principale. Lorsque l'État membre de résidence est différent de celui où le Vendeur a son Adresse principale, l'Opérateur de Plateforme déclarant considère que le Vendeur est également résident de l'État membre de délivrance du NIF. Lorsque le Vendeur a fourni des informations relatives à l'existence d'un établissement stable en vertu du point B., 2°, f), l'Opérateur de Plateforme déclarant considère que le Vendeur est également résident de l'État membre correspondant indiqué par le Vendeur;

2° nonobstant le 1°, l'Opérateur de Plateforme déclarant considère le Vendeur comme résident de chaque État membre confirmé par un service d'identification électronique mis à disposition par un État membre ou par l'Union conformément au point B., 3°.

E. Collecte d'informations sur les biens immobiliers loués

Lorsqu'un Vendeur exerce une Activité concernée consistant en la location de biens immobiliers, l'Opérateur de Plateforme déclarant recueille l'adresse correspondant à chaque Lot et, lorsqu'il a été délivré, le numéro d'enregistrement foncier correspondant ou son équivalent dans le droit national de l'État membre dans lequel les biens immobiliers sont situés. Lorsqu'un Opérateur de Plateforme déclarant a facilité plus de deux-mille Activités concernées au moyen de la location d'un Lot pour le même Vendeur ayant la qualité d'Entité, l'Opérateur de Plateforme déclarant recueille les documents justificatifs, les données ou les informations attestant que le Lot appartient au même propriétaire.

F. Calendrier et validité des procédures de diligence raisonnable

1° l'Opérateur de Plateforme déclarant s'acquiesce des procédures de diligence raisonnable décrites aux points A. à E. au plus tard le 31 décembre de la Période de déclaration;

2° nonobstant le 1°, en ce qui concerne les Vendeurs qui étaient déjà enregistrés sur la Plateforme au 1^{er} janvier 2023 ou à la date à laquelle une Entité devient un Opérateur de Plateforme déclarant, les procédures de diligence raisonnable décrites aux points A. à E. doivent être accomplies au plus tard le 31 décembre de la deuxième Période de déclaration par l'Opérateur de Plateforme déclarant;

3° nonobstant le 1°, l'Opérateur de Plateforme déclarant peut s'appuyer sur les procédures de diligence raisonnable mises en œuvre en ce qui concerne les Périodes devant faire l'objet d'une déclaration précédentes, à condition que :

- a) les informations relatives au Vendeur exigées au point B., 1° et 2°, aient été soit collectées et vérifiées, soit confirmées au cours des trente-six derniers mois; et
- b) l'Opérateur de Plateforme déclarant n'ait pas tout lieu de savoir que les informations collectées conformément aux points A., B. et E. ne sont pas ou ne sont plus fiables ou correctes.

G. Application des procédures de diligence raisonnable exclusivement aux Vendeurs actifs

L'Opérateur de Plateforme déclarant peut choisir d'accomplir les procédures de diligence raisonnable prévues aux points A. à F. pour les Vendeurs actifs uniquement.

H. Accomplissement des procédures de diligence raisonnable par des tiers

1° l'Opérateur de Plateforme déclarant peut s'appuyer sur un prestataire de services tiers pour remplir les obligations en matière de diligence raisonnable prévues dans le présent article, étant entendu que ces obligations demeurent de la responsabilité de l'Opérateur de Plateforme déclarant;

2° lorsqu'un Opérateur de Plateforme remplit les obligations en matière de diligence raisonnable pour un Opérateur de Plateforme déclarant en ce qui concerne la même plateforme conformément au 1°, cet Opérateur de Plateforme met en œuvre les procédures de diligence raisonnable conformément aux règles établies dans le présent article. Les obligations en matière de diligence raisonnable demeurent de la responsabilité de l'Opérateur de Plateforme déclarant. ».

Art. 69. Dans la sous-section 4 de la section 4 du chapitre IXbis du même décret, insérée par l'article 65 du présent décret, il est inséré un article 64quinquies/6 rédigé comme suit :

« Art. 64quinquies/6. § 1^{er}. Le calendrier et les modalités de déclaration des informations visées par l'article 64quinquies/4, § 1^{er}, sont les suivants :

1° l'Opérateur de Plateforme déclarant visé par l'article 64quinquies/3, § 1^{er}, point A., 4°, a), alinéa 1^{er}, communique à l'autorité compétente belge, les informations indiquées au paragraphe 2 concernant la Période de déclaration, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'année civile pendant laquelle le Vendeur est identifié comme étant un Vendeur à déclarer. Lorsqu'il y a plusieurs Opérateurs de Plateformes déclarants, chacun d'entre eux est dispensé de communiquer les informations s'il dispose de la preuve, conformément au droit applicable sur le territoire de la Région wallonne, que les mêmes informations ont été communiquées par un autre Opérateur de Plateforme déclarant;

2° l'Opérateur de Plateforme visé par l'article 64quinquies/3, § 1^{er}, point A., 4°, a), alinéa 2, choisit l'un de ces États membres pour s'y acquiesce des obligations de déclaration prévues au présent article. Lorsqu'il choisit de s'acquiesce des obligations de déclaration prévues au présent article, conformément à l'article 64quinquies/3, § 1^{er}, point A., 4°, a), alinéa 2, l'Opérateur de Plateforme déclarant communique les informations énumérées au paragraphe 2, en ce qui concerne la Période de déclaration, à l'autorité compétente belge, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'année civile pendant laquelle le Vendeur est identifié comme étant un Vendeur à déclarer. En présence de plusieurs Opérateurs de Plateformes déclarants, chacun d'entre eux est dispensé de communiquer les informations s'il dispose

de la preuve, conformément au droit national, que les mêmes informations ont été communiquées par un autre Opérateur de Plateforme déclarant dans un autre État membre;

3° l'Opérateur de Plateforme visé par l'article 64quinquies/3, § 1^{er}, point A., 4°, b), communique les informations indiquées au paragraphe 2, concernant la Période de déclaration, à l'autorité compétente belge lorsqu'il est enregistré auprès de cette autorité compétente belge conformément à l'article 64quinquies/3, § 1^{er}, point A., 4°, b), alinéa 2, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'année civile pendant laquelle le Vendeur est identifié comme étant un Vendeur à déclarer;

4° nonobstant le 3°, un Opérateur de Plateforme déclarant visé par l'article 64quinquies/3, § 1^{er}, point A., 4°, b), n'est pas tenu de fournir les informations visées au paragraphe 2 en ce qui concerne les Activités concernées qualifiées couvertes par un accord éligible en vigueur entre autorités compétentes qui prévoit déjà l'échange automatique d'informations équivalentes avec un État membre concernant les Vendeurs à déclarer qui résident dans cet État membre;

5° l'Opérateur de Plateforme déclarant fournit également les informations indiquées au paragraphe 2, 2° et 3°, au Vendeur à déclarer auquel elles se rapportent, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'année civile pendant laquelle le Vendeur est identifié comme étant un Vendeur à déclarer;

6° les informations relatives à la Contrepartie versée ou créditée en monnaie fiduciaire sont communiquées dans la monnaie dans laquelle elle a été versée ou créditée. Lorsque la Contrepartie a été versée ou créditée autrement qu'en monnaie fiduciaire, ces informations sont communiquées dans la monnaie locale, convertie ou valorisée de manière systématique par l'Opérateur de Plateforme déclarant;

7° les informations relatives à la Contrepartie et aux autres montants sont communiquées pour le trimestre de la Période de déclaration au cours duquel la Contrepartie a été versée ou créditée.

§ 2. Chaque Opérateur de Plateforme déclarant communique les informations suivantes :

1° le nom, l'adresse du siège social, le NIF et, le cas échéant, le numéro d'identification individuel attribué conformément à l'article 64quinquies/3, § 1^{er}, point A., 4°, b), alinéa 2, de l'Opérateur de Plateforme déclarant, ainsi que la ou les raisons commerciales de la ou des Plateformes pour laquelle ou lesquelles l'Opérateur de Plateforme déclarant effectue la déclaration;

2° en ce qui concerne chaque Vendeur à déclarer qui a exercé une Activité concernée autre que la location de biens immobiliers :

a) les éléments d'information devant être collectés conformément à l'article 64quinquies/5, point B.;

b) l'Identifiant du compte financier, dans la mesure où celui-ci est disponible pour l'Opérateur de Plateforme déclarant et où l'autorité compétente de l'État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident au sens de l'article 64quinquies/5, point D., n'a pas notifié publiquement qu'elle n'a pas l'intention d'utiliser l'Identifiant du compte financier à cette fin;

c) lorsqu'il diffère du nom du Vendeur à déclarer, en plus de l'Identifiant du compte financier, le nom du titulaire du compte financier sur lequel la Contrepartie est versée ou créditée, dans la mesure où l'Opérateur de Plateforme déclarant en dispose, ainsi que toute autre information d'identification financière dont dispose l'Opérateur de Plateforme déclarant en ce qui concerne le titulaire de ce compte;

d) chaque État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident aux fins

des articles 64bis à 64duodecies, au sens de l'article 64quinquies/5, point D.;

e) le montant total de la Contrepartie versée ou créditée au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration et le nombre d'Activités concernées pour lesquelles elle a été versée ou créditée;

f) tous frais, commissions ou taxes retenus ou prélevés par l'Opérateur de Plateforme déclarant au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration;

3° en ce qui concerne chaque Vendeur à déclarer qui a exercé une Activité concernée consistant en la location de biens immobiliers :

a) les éléments d'information devant être collectés conformément à l'article 64quinquies/5, point B.;

b) l'Identifiant du compte financier, dans la mesure où celui-ci est disponible pour l'Opérateur de Plateforme déclarant et où l'autorité compétente de l'État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident au sens de l'article 64quinquies/5, point D., n'a pas notifié publiquement qu'elle n'a pas l'intention d'utiliser l'Identifiant du compte financier à cette fin;

c) lorsqu'il diffère du nom du Vendeur à déclarer, en plus de l'Identifiant du compte financier, le nom du titulaire du compte financier sur lequel la Contrepartie est versée ou créditée, dans la mesure où l'Opérateur de Plateforme déclarant en dispose, ainsi que toute autre information d'identification financière dont dispose l'Opérateur de Plateforme déclarant en ce qui concerne le titulaire de ce compte;

d) chaque État membre duquel le Vendeur à déclarer est résident aux fins des articles 64bis à 64duodecies, au sens de l'article 64quinquies/5, point D.;

e) l'adresse de chaque Lot, déterminée sur la base des procédures prévues à l'article 64quinquies/5, point E., et le numéro d'enregistrement foncier correspondant ou son équivalent dans le droit national de l'État membre où il est situé, le cas échéant;

f) le montant total de la Contrepartie versée ou créditée au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration et le nombre d'Activités concernées réalisées en lien avec chaque Lot;

g) tous frais, commissions ou taxes retenus ou prélevés par l'Opérateur de Plateforme déclarant au cours de chaque trimestre de la Période de déclaration;

h) le cas échéant, le nombre de jours de location pour chaque Lot au cours de la Période de déclaration et le type correspondant à chaque Lot. ».

Art. 70. Dans la sous-section 4 de la section 4 du chapitre IXbis du même décret, insérée par l'article 65 du présent décret, il est inséré un article 64quinquies/7 rédigé comme suit :

« Art. 64quinquies/7. Lorsqu'un Vendeur ne fournit pas les informations requises au titre de l'article 64quinquies/5 après deux rappels effectués à la suite de la demande initiale transmise par l'Opérateur de Plateforme déclarant, mais pas avant l'expiration d'un délai de soixante jours, l'Opérateur de Plateforme déclarant ferme le compte du Vendeur et empêche celui-ci de s'enregistrer à nouveau sur la Plateforme ou retient le paiement de la Contrepartie destinée au Vendeur tant que le Vendeur n'a pas fourni les informations demandées. ».

Art. 71. Dans la sous-section 4 de la section 4 du chapitre *IXbis* du même décret, insérée par l'article 65 du présent décret, il est inséré un article *64quinquies/8* rédigé comme suit :

« Art. *64quinquies/8*. Le Gouvernement arrête les règles et procédures administratives pour assurer la mise en œuvre effective et le respect des procédures de diligence raisonnable et des obligations de déclaration énoncées aux articles *64quinquies/3* à *64quinquies/7*, dont notamment :

1° les mesures nécessaires pour exiger des Opérateurs de plateformes déclarants qu'ils assurent le respect des obligations de collecte et de vérification prévues à l'article *64quinquies/5* pour ce qui concerne leurs Vendeurs;

2° les mesures nécessaires pour exiger des Opérateurs de Plateformes déclarants qu'ils tiennent des registres des démarches entreprises et de toute information utilisée en vue d'assurer l'exécution des procédures de diligence raisonnable et des obligations de déclaration décrites aux articles *64quinquies/5* et *64quinquies/6*. Ces registres restent disponibles suffisamment longtemps et, en tout état de cause, pour une période minimale de 5 ans et maximale de dix ans à l'issue de la Période de déclaration sur laquelle ils portent;

3° les mesures nécessaires, notamment la possibilité d'adresser une injonction de déclaration aux Opérateurs de Plateformes déclarants, pour garantir que toutes les informations nécessaires sont transmises à l'autorité compétente, de sorte que cette dernière puisse se conformer à l'obligation de communication d'informations conformément à l'article *64quinquies/4*, § 2;

4° les procédures administratives permettant de vérifier que les Opérateurs de Plateformes déclarants respectent les procédures de diligence raisonnable et les obligations de déclaration prévues aux articles *64quinquies/5* et *64quinquies/6*;

5° les procédures permettant d'assurer un suivi des Opérateurs de Plateformes déclarants lorsque les informations communiquées sont incomplètes ou inexacts. ».

Art. 72. Dans le chapitre *IXbis*, section 6 du même décret, il est inséré une sous-section 1e, comportant l'article *64septies*, et intitulée comme suit :

« Présence dans les bureaux administratifs et participation aux enquêtes administratives ».

Art. 73. Dans la sous-section 1e de la section 6 du chapitre *IXbis* du même décret, insérée par l'article 72 du présent décret, l'article *64septies*, inséré par le décret du 19 septembre 2013 et modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit :

« Art. *64septies*. § 1^{er}. L'autorité compétente belge peut convenir avec une autorité compétente étrangère, aux fins de l'échange d'informations visées à l'article *64bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, que les fonctionnaires habilités par l'autorité compétente belge peuvent, conformément aux modalités de procédure définies par l'autorité compétente étrangère :

1° être présents dans les bureaux où les autorités administratives de l'État membre requis exécutent leurs tâches;

2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire de l'État membre requis;

3° participer aux enquêtes administratives menées par l'État membre requis en utilisant des moyens de communication électroniques, le cas échéant.

L'autorité requise répond à une demande présentée conformément à l'alinéa 1^{er} dans un délai de soixante jours suivant la réception de la demande, afin de confirmer son accord ou de signifier à l'autorité compétente belge son refus en le motivant.

Lorsque les informations demandées figurent dans des documents auxquels les fonctionnaires de l'autorité requise ont accès, les fonctionnaires habilités par l'autorité compétente belge en reçoivent des copies.

Dans les cas où des fonctionnaires habilités par l'autorité compétente belge assistent aux enquêtes administratives ou y participent en recourant à des moyens de communication électroniques, ils peuvent interroger des personnes et examiner des documents, sous réserve des modalités de procédure définies par l'État membre requis.

Tout refus d'une personne faisant l'objet d'une enquête de se conformer aux mesures d'inspection des fonctionnaires habilités par l'autorité compétente belge est considéré par l'autorité requise comme un refus opposé à ses propres fonctionnaires.

Les fonctionnaires habilités par l'autorité compétente belge, présents dans un autre État membre conformément au présent paragraphe, doivent toujours être en mesure de présenter un mandat écrit précisant leur identité et leur qualité officielle.

§ 2. L'autorité compétente belge peut convenir avec une autorité compétente étrangère, aux fins de l'échange d'informations visées à l'article *64bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, que des fonctionnaires habilités par l'autorité compétente étrangère peuvent, conformément aux modalités de procédure définies par le présent décret :

1° être présents, en Région wallonne, dans les bureaux du service du Service public de Wallonie Finances qui exécutent ces tâches;

2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire wallon;

3° participer aux enquêtes administratives menées par des fonctionnaires du Service public de Wallonie Finances en utilisant des moyens de communication électroniques, le cas échéant.

L'autorité compétente belge répond à une demande présentée conformément à l'alinéa 1^{er} dans un délai de soixante jours suivant la réception de la demande, afin de confirmer son accord ou de signifier à l'autorité requérante son refus en le motivant.

Lorsque les informations demandées figurent dans des documents auxquels les fonctionnaires du Service public de Wallonie Finances ont accès, les fonctionnaires habilités par l'autorité requérante en reçoivent des copies.

Dans les cas où des fonctionnaires habilités par l'autorité requérante assistent aux enquêtes administratives ou y participent en recourant à des moyens de communication électroniques, ils peuvent interroger des personnes et examiner des documents, sous réserve des modalités de procédure définies par le présent décret.

Tout refus d'une personne faisant l'objet d'une enquête de se conformer aux mesures d'inspection des fonctionnaires habilités par l'autorité requérante est considéré par l'autorité compétente belge comme un refus opposé aux fonctionnaires du Service public de Wallonie Finances.

Les fonctionnaires habilités par l'autorité requérante, présents sur le territoire de la Région wallonne conformément au présent paragraphe, doivent toujours être en mesure de présenter un mandat écrit précisant leur identité et leur qualité officielle. ».

Art. 74. Dans le chapitre *IXbis*, section 6 du même décret, il est inséré une sous-section 2, comportant l'article 64septies/1, et intitulée comme suit :

« Contrôles simultanés ».

Art. 75. Dans la sous-section 2 de la section 6 du chapitre *IXbis* du même décret, insérée par l'article 74 du présent décret, il est inséré un article 64septies/1 rédigé comme suit :

« Art. 64septies/1. § 1^{er}. Lorsque la Région wallonne convient avec un ou plusieurs États membres de procéder, chacun sur leur propre territoire, à des contrôles simultanés en ce qui concerne une ou plusieurs personnes présentant pour eux un intérêt commun ou complémentaire, en vue d'échanger les informations ainsi obtenues, les paragraphes 2 à 4 s'appliquent.

§ 2. L'autorité compétente belge identifie de manière indépendante les personnes qu'elle a l'intention de proposer pour un contrôle simultané. Elle informe l'autorité compétente étrangère des États membres concernés de tous les dossiers pour lesquels elle propose un contrôle simultané, en motivant son choix. Elle indique le délai dans lequel le contrôle doit être réalisé.

§ 3. Lorsqu'un contrôle simultané a été proposé à l'autorité compétente belge, celle-ci décide si elle souhaite participer au contrôle simultané. Elle confirme son accord à l'autorité compétente étrangère ayant proposé le contrôle ou lui signifie son refus en le motivant, dans un délai de soixante jours à compter de la réception de la proposition.

§ 4. L'autorité compétente belge désigne un représentant chargé de superviser et de coordonner le contrôle. ».

Art. 76. Dans le chapitre *IXbis*, section 6 du même décret, il est inséré une sous-section 3, comportant l'article 64septies/2, et intitulée comme suit :

« Notification administrative ».

Art. 77. Dans la sous-section 3 de la section 6 du chapitre *IXbis* du même décret, insérée par l'article 76 du présent décret, il est inséré un article 64septies/2 rédigé comme suit :

« Art. 64septies/2. § 1^{er}. L'autorité compétente belge peut demander à une autorité compétente étrangère de notifier, conformément aux règles régissant la notification des actes correspondants dans l'État membre requis, au destinataire, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives wallonnes et concernant l'application en Région wallonne de la législation relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Région wallonne ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales.

La demande de notification indique le nom et l'adresse du destinataire ainsi que tout autre renseignement susceptible de faciliter son identification et mentionne l'objet de l'acte ou de la décision à notifier.

L'autorité compétente belge n'adresse une demande de notification que lorsqu'elle n'est pas en mesure de notifier conformément aux règles belges applicables en Région wallonne, ou lorsqu'une telle notification entraînerait des difficultés disproportionnées. L'autorité compétente belge peut notifier un document, par envoi recommandé ou par voie électronique, directement à une personne établie sur le territoire d'un État membre.

§ 2. A la demande d'une autorité compétente étrangère, l'autorité compétente belge notifie au destinataire, conformément aux règles applicables en Région wallonne, régissant la notification des actes correspondants, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives de l'État membre requérant et concernant l'application sur le territoire wallon de la législation relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Région wallonne ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales.

L'autorité compétente belge informe immédiatement l'autorité requérante de la suite qu'elle a donnée à la demande et en particulier de la date à laquelle la décision ou l'acte a été notifié au destinataire. ».

Art. 78. Dans le chapitre *IXbis*, section 6 du même décret, il est inséré une sous-section 4, comportant l'article 64septies/3, et intitulée comme suit :

« Retour d'informations ».

Art. 79. Dans la sous-section 4 de la section 6 du chapitre *IXbis* du même décret, insérée par l'article 78 du présent décret, il est inséré un article 64septies/3 rédigé comme suit :

« Art. 64septies/3. § 1^{er}. Lorsqu'une autorité compétente étrangère a communiqué des informations en application de l'article 64ter, § 1^{er}, ou de l'article 64sexies et qu'un retour d'informations est demandé, l'autorité compétente belge qui a reçu les informations, le fournit, sans préjudice des règles relatives au secret professionnel et à la protection des données applicables en Région wallonne, à l'autorité compétente étrangère qui les a communiquées, le plus rapidement possible et au plus tard trois mois après que les résultats de l'exploitation des informations reçues sont connus.

L'autorité compétente belge fournit une fois par an aux États membres concernés un retour d'informations sur l'échange automatique, selon les modalités pratiques convenues de manière bilatérale.

§ 2. L'autorité compétente belge qui a communiqué des informations en application de l'article 64ter, § 2, ou de l'article 64sexies, peut demander à l'autorité compétente étrangère qui les a reçues, de lui donner son avis en retour sur celles-ci.

§ 3. Lorsqu'un service de liaison wallon ou un fonctionnaire compétent wallon reçoit une demande de coopération qui ne relève pas de la compétence qui lui est attribuée conformément à la législation belge ou à la politique belge, il la transmet sans délai au bureau central de liaison et en informe l'autorité compétente étrangère requérante. En pareil cas, la période prévue à l'article 64quater commence le jour suivant celui où la demande est transmise au bureau central de liaison. ».

Art. 80. Dans le chapitre *IXbis*, section 6 du même décret, il est inséré une sous-section 5, comportant l'article 64septies/4, et intitulée comme suit :

« Contrôles conjoints ».

Art. 81. Dans la sous-section 5 de la section 6 du chapitre *IXbis* du même décret, insérée par l'article 80 du présent décret, il est inséré un article 64septies/4 rédigé comme suit :

« Art. 64septies/4. § 1^{er}. L'autorité compétente d'un ou de plusieurs États membres peut demander à l'autorité compétente belge, le cas échéant avec d'autres États membres, de mener un contrôle conjoint. L'autorité compétente belge et, le cas échéant, les autorités compétentes requises des autres États membres répondent à la demande de contrôle conjoint dans un délai de soixante jours à compter de la réception de celle-ci. L'autorité compétente belge et, le cas échéant, les autorités compétentes requises des autres États membres peuvent rejeter une demande de contrôle conjoint présentée par une autorité compétente d'un État membre pour des motifs justifiés.

§ 2. L'autorité compétente belge peut demander à l'autorité compétente d'un autre État membre, le cas échéant avec d'autres États membres, de mener un contrôle conjoint. Les autorités compétentes requises répondent à la demande de contrôle conjoint dans un délai de soixante jours à compter de la réception de celle-ci. Les autorités compétentes requises peuvent rejeter une demande de contrôle conjoint présentée par l'autorité compétente belge pour des motifs justifiés.

§ 3. Les contrôles conjoints prévus aux paragraphes 1^{er} et 2 sont menés de manière convenue au préalable et coordonnée, y compris en ce qui concerne le régime linguistique, par les autorités compétentes de l'État membre requérant et de l'État membre ou des États membres requis, et conformément à la législation et aux exigences procédurales de l'État membre dans lequel les activités de contrôle conjoint sont menées. Dans chaque État membre dans lequel se déroulent les activités d'un contrôle conjoint, l'autorité compétente dudit État membre désigne un représentant chargé de superviser et de coordonner le contrôle conjoint dans cet État membre.

Les droits et obligations des fonctionnaires des États membres qui participent au contrôle conjoint, lorsqu'ils sont présents lors d'activités menées dans un autre État membre, sont déterminés conformément à la législation de l'État membre dans lequel se déroulent les activités du contrôle conjoint. Tout en respectant la législation de l'État membre dans lequel se déroulent les activités du contrôle conjoint, les fonctionnaires d'un autre État membre n'exercent aucun pouvoir qui irait au-delà des pouvoirs qui leur sont conférés par la législation de leur État membre.

§ 4. Sans préjudice du paragraphe 3, lorsque les activités du contrôle conjoint ont lieu sur le territoire de la Région wallonne et sont menées avec des fonctionnaires du Service public de Wallonie Finances :

1° les fonctionnaires d'autres États membres qui participent aux activités du contrôle conjoint sont autorisés à interroger des personnes et à examiner des documents en coopération avec les fonctionnaires du Service public de Wallonie Finances, sous réserve des modalités de procédure prévues par le présent décret;

2° les éléments de preuve recueillis au cours des activités du contrôle conjoint sont évalués, y compris en ce qui concerne leur recevabilité, dans les mêmes conditions juridiques que celles qui s'appliqueraient dans le cas d'un contrôle effectué sur le territoire de la Région wallonne, avec la seule participation des fonctionnaires du Service public de Wallonie Finances, y compris au cours d'une procédure de réclamation, de réexamen ou de recours;

3° la ou les personnes faisant l'objet d'un contrôle conjoint ou affectées par celui-ci jouissent des mêmes droits et ont les mêmes obligations que ceux qui s'appliqueraient dans le cas d'un contrôle qui se déroulerait avec la seule participation des fonctionnaires du Service public de Wallonie Finances, y compris au cours de toute procédure de réclamation, de réexamen ou de recours.

§ 5. Lorsque les autorités compétentes de deux États membres ou plus mènent un contrôle conjoint, elles s'efforcent de convenir des faits et des circonstances pertinents pour le contrôle conjoint et de parvenir à un accord concernant la position fiscale de la ou des personnes ayant fait l'objet du contrôle sur la base des résultats de ce dernier. Les conclusions du contrôle conjoint sont intégrées dans un rapport final. Les questions sur lesquelles les autorités compétentes sont d'accord figurent dans les conclusions du rapport final et sont prises en compte dans les instruments appropriés émis par les autorités compétentes des États membres participants à la suite de ce contrôle conjoint.

Sous réserve de l'alinéa 1^{er}, les mesures prises par les autorités compétentes d'un État membre ou par l'un de ses fonctionnaires à la suite d'un contrôle conjoint, ainsi que toute autre procédure qui aurait lieu dans cet État membre, telle qu'une décision des autorités fiscales, une procédure de recours ou de règlement y relative, se déroulent conformément au droit national de cet État membre.

§ 6. La ou les personnes ayant fait l'objet d'un contrôle sont informées des résultats du contrôle conjoint et reçoivent une copie du rapport final, dans les soixante jours suivant l'émission du rapport final. ».

Art. 82. Dans l'article 64*octies* du même décret, inséré par le décret du 19 septembre 2013 et modifié par le décret du 14 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « des précédents articles sont couvertes par l'obligation de secret et bénéficient de la protection de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. » sont remplacés par les mots « des articles 64*bis* à 64*duodécies* sont couvertes par l'obligation de secret et bénéficient de la protection du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE. »;

b) à l'alinéa 2, le 1. est remplacé par ce qui suit :

« 1. à l'établissement et à l'administration des taxes et impôts visés par la législation wallonne relative aux taxes et impôts visés à l'article 2 de la directive et d'autres taxes indirectes; »;

c) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Avec l'autorisation de l'autorité compétente étrangère qui a communiqué les informations conformément à la directive et pour autant que cela soit autorisé par le droit applicable en Région wallonne, les informations et documents reçus de cette autorité peuvent être utilisés à des fins autres que celles visées à l'alinéa 2. L'autorité compétente belge qui reçoit les informations et les documents peut toutefois utiliser les informations et documents reçus sans obtenir l'autorisation susvisée pour l'une des finalités énumérées par l'État membre qui communique les informations, lorsque l'autorité compétente de ce dernier État membre a communiqué aux autorités compétentes de tous les autres États membres une liste des finalités autres que celles visées à l'alinéa 2, pour lesquelles, conformément à son droit national, des informations et documents peuvent être utilisés. »; 2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Préalablement à la demande d'informations visée à l'article 64*ter*, § 1^{er}, l'autorité compétente belge doit d'abord avoir exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché.

Préalablement à la demande d'informations visée à l'article 64*ter*, § 2, l'autorité compétente étrangère doit d'abord avoir exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché. »;

3° le paragraphe 7 est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Les demandes d'informations et d'enquêtes administratives introduites en vertu de l'article 64*ter*, § 1^{er}, ainsi que les réponses correspondantes, les accusés de réception, les demandes de renseignements de caractère général et les déclarations d'incapacité ou de refus au titre de l'article 64*quater* sont, dans la mesure du possible, transmis au moyen d'un formulaire type adopté par la Commission. Les formulaires types peuvent être accompagnés de rapports, d'attestations et de tous autres documents, ou de copies certifiées conformes ou extraits de ces derniers.

L'autorité compétente belge peut, dans la mesure où ils sont connus et conformément à l'évolution de la situation internationale, fournir les noms et adresses de toutes les personnes dont il y a lieu de penser qu'elles sont en possession des informations demandées, ainsi que tout élément susceptible de faciliter la collecte des informations par l'autorité requise. Les informations échangées spontanément et l'accusé de réception les concernant, au titre, respectivement, de l'article 64sexies, alinéas 1^{er} et 4, les demandes de notification administrative au titre de l'article 64septies/2, les retours d'information au titre de l'article 64septies/3, les communications au titre du paragraphe 1^{er}, alinéas 3, 4 et 5, et les communications au titre de l'article 64novies, alinéa 2, sont transmis à l'aide du formulaire type adopté par la Commission.

Les échanges automatiques d'informations au titre de l'article 64quinquies et de l'article 64quinquies/4 sont effectués dans un format informatique standard conçu pour faciliter cet échange automatique et basé sur le format informatique existant en vertu de l'article 9 de la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, qui est utilisé pour tous les types d'échanges automatiques d'informations et qui est adopté par la Commission européenne. ».

Art. 83. Le chapitre IXbis du même décret est complété par une section 9 intitulée comme suit :

« Protection des données ».

Art. 84. Dans la section 9 du chapitre IXbis du même décret, insérée par l'article 83 du présent décret, il est inséré un article 64decies rédigé comme suit :

« Art. 64decies. § 1^{er}. Tous les échanges d'informations au titre du présent chapitre IXbis sont soumis au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, ci-après dénommé Règlement Général sur la Protection des Données.

§ 2. Les responsables du traitement des données à caractère personnel pour l'application du présent chapitre IXbis, sont les intermédiaires, les Opérateurs de Plateformes déclarants et l'autorité compétente belge visée à l'article 64bis, § 1^{er}, alinéa 4, 6^o, lorsque, agissant seuls ou conjointement, ils déterminent les finalités et les moyens d'un traitement de données à caractère personnel au sens du Règlement Général sur la Protection des Données, en leur qualité de responsable du traitement visé à l'article 4, 7), dudit Règlement.

Les catégories suivantes de données à caractère personnel, sont traitées dans le cadre de l'alinéa 1^{er} :

1^o les données d'identification personnelles, le numéro du registre national ou le numéro d'identification de la sécurité sociale et d'autres données d'identification telles que le numéro d'identification fiscal;

2^o les particularités financières;

3^o les caractéristiques personnelles;

4^o les modes de vies;

5^o la composition du ménage.

§ 3. Dans le cadre de l'article 64quinquies/2, la finalité de ce traitement est l'échange de ces informations entre États membres aux fins de permettre aux administrations fiscales d'avoir un aperçu en amont des planifications fiscales à caractère potentiellement agressif, de permettre la détection de risque de certains dossiers et de créer un effet dissuasif à l'égard de la planification successorale, le tout dans le cadre fiscal.

Dans le cadre des dispositions du présent chapitre IXbis autres que l'article 64quinquies/2, la finalité de ce traitement est l'échange de ces informations entre États membres aux fins d'exécuter les missions légales du Service public de Wallonie Finances, en ce qui concerne l'établissement, les investigations, les contrôles, le contentieux, la perception et le recouvrement en matière de taxes visées par l'article 1^{er}.

§ 4. Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement Général sur la Protection des Données, les données à caractère personnel qui résultent des traitements prévus au présent chapitre IXbis ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées avec une durée maximale de conservation qui n'excède pas un an après la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement et, le cas échéant, la cessation définitive des procédures et recours administratifs, judiciaires et extrajudiciaires découlant du traitement de ces données, ainsi que du paiement intégral de tous les montants y liés.

§ 5. Chaque intermédiaire ou Opérateur de Plateformes déclarant, selon le cas, qui relève du territoire de la Région wallonne :

1^o informe chaque personne physique concernée que des informations le concernant seront recueillies et transférées conformément au présent décret;

2^o transmet à chaque personne physique concernée toutes les informations auxquelles elle peut avoir accès qui proviennent du responsable du traitement dans un délai suffisant pour lui permettre d'exercer ses droits en matière de protection des données et, en tout état de cause, avant que les informations soient communiquées.

Nonobstant l'alinéa 1^{er}, 2^o, les Opérateurs de Plateformes déclarants doivent informer les Vendeurs à déclarer de la Contrepartie déclarée. ».

Art. 85. Dans la section 9 du chapitre IXbis du même décret, insérée par l'article 83 du présent décret, il est inséré un article 64undecies rédigé comme suit :

« Art. 64undecies. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 64decies, § 1^{er}, et aux articles 13 et 14, du Règlement Général sur la Protection des Données, le droit d'information peut être retardé, limité ou exclu s'agissant des traitements de données à caractère personnel dont le Service public de Wallonie Finances est le responsable du traitement afin de garantir les objectifs d'intérêt public dans le domaine budgétaire, monétaire et fiscal et pour autant que l'article 14, § 5, d), dudit Règlement ne soit pas invoqué dans le cas d'espèce.

Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les services compétents du Service public de Wallonie Finances, en ce compris les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative ou sanction administrative.

§ 2. Ces dérogations valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci effectués par les services précités dans le cadre de l'exécution de leurs missions légales ainsi que durant la période durant laquelle sont traités les pièces provenant de ces services, en vue d'exercer les poursuites en la matière.

Ces dérogations valent dans la mesure où l'application de ce droit nuirait aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires ou risque de violer le secret de l'enquête pénale ou la sécurité des personnes.

La durée des actes préparatoires, visés à l'alinéa 2, pendant laquelle les articles 13 et 14 du Règlement Général sur la Protection des Données ne sont pas applicables, n'excède pas un an à partir de la réception d'une demande concernant la communication d'informations à fournir en application des articles 13 et 14 précités.

L'exception visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus ou la limitation d'information.

§ 3. Dès réception d'une demande concernant la communication d'informations à fournir visée au paragraphe 2, alinéa 3, le délégué à la protection des données du responsable du traitement en accuse réception.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation d'information, ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque le Service public de Wallonie Finances a fait usage de l'exception telle que déterminée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7, la règle de l'exception est immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le délégué à la protection des données du responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée sont rétablis seulement après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, et, le cas échéant, après que le service compétent ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire sont communiqués seulement avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à un autre service du Service public de Wallonie Finances ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits sont rétablis seulement après que ce service ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête. ».

Art. 86. Dans la section 9 du chapitre *IXbis* du même décret, insérée par l'article 83 du présent décret, il est inséré un article *64duodecies* rédigé comme suit :

« Art. *64duodecies*. § 1^{er}. Par dérogation à l'article *64decies*, § 1^{er}, et à l'article 15 du Règlement Général sur la Protection des Données, le droit d'accès aux données à caractère personnel la concernant peut être retardé, limité entièrement ou partiellement s'agissant des traitements de données à caractère personnel dont le Service public de Wallonie Finances est le responsable du traitement afin de garantir les objectifs d'intérêt public dans le domaine budgétaire, monétaire et fiscal.

Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les services compétents du Service public de Wallonie Finances, en ce compris les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative ou sanction administrative.

§ 2. Ces dérogations valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'un contrôle, d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci, effectués par les services précités dans le cadre de l'exécution de ses missions légales ainsi que durant la période durant laquelle sont traités les documents provenant de ces services en vue d'exercer les poursuites en la matière.

Ces dérogations valent dans la mesure où l'application de ce droit risque de nuire aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires ou de violer le secret de l'enquête pénale ou la sécurité des personnes physiques.

La durée des actes préparatoires, visés à l'alinéa 2, pendant laquelle l'article 15 du Règlement Général sur la Protection des Données n'est pas applicable, n'excède pas un an à partir de la réception de la demande introduite en application de l'article 15 précité.

L'exception visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus ou la limitation d'accès.

§ 3. Dès réception d'une demande d'accès, le délégué à la protection des données du responsable du traitement en accuse réception.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation à son droit d'accès aux données la concernant, ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le délégué à la protection des données du responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque le Service public de Wallonie Finances a fait usage de l'exception visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7, la règle de l'exception est immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le délégué à la protection des données du responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée sont rétablis seulement après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, et, le cas échéant, après que le service compétent ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire sont communiqués seulement avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à un autre service du Service public de Wallonie Finances ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits sont rétablis seulement après que ce service ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête. ».

CHAPITRE 5. — *Modification du décret du 16 juillet 2015
instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes*

Art. 87. Dans l'article 24 du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes, les mots « 17bis, 18, 18bis, 21 » sont remplacés par les mots « 17bis à 20bis, 21 à 23 ».

CHAPITRE 6. — *Modifications du décret du 6 avril 2023
adaptant certaines dispositions régionales au Code des sociétés et des associations*

Art. 88. Dans l'article 60bis, § 3, 3^o, du Code des droits de succession, sub article 3, 2^o, du décret du 6 avril 2023 adaptant certaines dispositions régionales au Code des sociétés et des associations, les mots « au cours des cinq premières années » sont insérés entre les mots « visés au paragraphe 1^{er}, 1^o, ne diminuent pas à la suite de prélèvements » et les mots « à compter de la date du décès du de cujus ou ».

Art. 89. Dans l'article 140quinquies, § 1^{er}, 3^o, du Code des droits d'enregistrements, d'hypothèque et de greffe, sub article 11 du décret du 6 avril 2023 adaptant certaines dispositions régionales au Code des sociétés et des associations, les mots « au cours des cinq premières années » sont insérés entre les mots « visés à l'article 140bis, § 1^{er}, 1^o, ne diminuent pas à la suite de prélèvements » et les mots « à compter de la date de l'acte authentique de la donation ou ».

CHAPITRE 7. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 90. L'article 1^{er} s'applique aux actes qui ont reçu une date certaine à partir du 1^{er} juillet 2023.

L'article 6 s'applique à partir de l'exercice d'imposition 2024.

Les articles 88 et 89 entrent en vigueur le même jour que le décret du 6 avril 2023 adaptant certaines dispositions régionales au Code des sociétés et des associations.

Art. 91. Les articles 55, 2^o, e), 80 et 81 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 12 juillet 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2022-2023.*

Documents du Parlement wallon, 1363 (2022-2023) N^{os} 1, 1bis à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 12 juillet 2023.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/45351]

12. JULI 2023 — Dekret über verschiedene steuerrechtliche Bestimmungen und zur Umsetzung der Richtlinie 2021/514/EU des Rates vom 22. März 2021 zur Änderung der Richtlinie 2011/16/EU über die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden im Bereich der Besteuerung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — Abänderungen des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches

Artikel 1 - Artikel 46bis § 1 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "um 20.000 Euro" durch die Wortfolge "gemäß den folgenden Absätzen" ersetzt;

2° zwei Absätze mit folgendem Wortlaut werden zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Die Höhe der in Absatz 1 genannten Ermäßigung wird wie folgt festgelegt:

1° wenn die Besteuerungsgrundlage 500.000€ übersteigt: 20.000€;

2° wenn die Besteuerungsgrundlage zwischen 350.000€ und 500.000€ liegt:

40.000€ - (20.000€ x (Besteuerungsgrundlage - 350.000)/150.000);

3° wenn die Besteuerungsgrundlage 350.000€ nicht übersteigt: 40.000€.

In Abweichung von Absatz 2 wird beim Erwerb eines Baugrundstücks oder einer Wohnung im Bau oder ab Plan die Höhe der in Absatz 1 genannten Ermäßigung wie folgt bestimmt:

1° wenn die Besteuerungsgrundlage 250.000€ übersteigt: 20.000€;

2° wenn die Besteuerungsgrundlage zwischen 175.000€ und 250.000€ liegt: 40.000€ - (20.000€ x (Besteuerungsgrundlage - 175.000)/75.000);

3° wenn die Besteuerungsgrundlage 175.000€ nicht übersteigt: 40.000€."

KAPITEL 2 — Abänderungen des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern

Art. 2 - Artikel 5 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4, ersetzt durch das Gesetz vom 25. Januar 1999, wird durch Folgendes ersetzt:

"4° Fahrzeuge, die mit einem nationalen Kennzeichen, einem Probefahrerkennzeichen oder einem Berufskennzeichen versehen sind, wenn sie ausschließlich unter den Bedingungen verwendet werden, die im Königlichen Erlass vom 8. Januar 1996 zur Regelung der Eintragung der Handelskennzeichen und der nationalen Kennzeichen für Motorfahrzeuge und Anhänger festgelegt sind;"

2° Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 7 Absatz 1, ersetzt durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird ergänzt durch die Wortfolge ", sowie Kleinkraftmädrer und Motorräder, die ausschließlich mit einem Elektromotor mit einer Höchstleistung von elf Kilowatt oder weniger ausgestattet sind";

3° in Paragraph 3 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 28. November 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird in der französischen Fassung die Wortfolge "à le Service public de Wallonie Finances" durch die Wortfolge "au Service public de Wallonie Finances" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 10 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 wird das Wort "Nummernschilder" durch das Wort "Zulassungskennzeichen" ersetzt;

2° in Paragraph 3 Absatz 1 wird das Wort "Kraftfahrzeug" durch das Wort "Fahrzeug" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 12 desselben Gesetzbuches, wieder aufgenommen durch das Gesetz vom 11. April 1983, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1, abgeändert durch das Programmgesetz vom 27. Dezember 2005 und zuletzt durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000, wird die Wortfolge "einschließlich der in Artikel 4 § 3 des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern erwähnten Lieferwagen," aufgehoben;

2° in Paragraph 2, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird der Begriff "4°," aufgehoben.

Art. 5 - In Artikel 97quinquies Absatz 2 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird das Wort "Nummernschilder" durch das Wort "Zulassungskennzeichen" ersetzt.

KAPITEL 3 — Abänderungen des Einkommensteuergesetzbuches 1992

Art. 6 - In Artikel 253 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 in der in der Wallonischen Region geltenden Fassung wird zwischen den Absätzen 1 und 2 ein wie folgt formulierter Absatz eingefügt:

"Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 wird bei der Bewertung der Bedingung, dass die unbeweglichen Güter selbst kein Einkommen erzeugen, nicht berücksichtigt, dass diese unbeweglichen Güter für die Installation von Technologien genutzt werden, die jede erneuerbare Energiequelle im Sinne von Artikel 2 Ziffer 9 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erzeugen."

KAPITEL 4 — Abänderungen des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben

Art. 7 - Durch die Artikel 19, 53 Ziffer 1, 55 bis 86 dieses Kapitels wird die Richtlinie (EU) 2021/514 des Rates vom 22. März 2021 zur Änderung der Richtlinie 2011/16/EU über die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden im Bereich der Besteuerung umgesetzt.

Art. 8 - Artikel 4 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 4 - Die Regierung bestimmt das zu beachtende Verfahren für die Erklärungen, die Ausbildung und die Bekanntgabe der Heberollen, die Zahlungen und Quittungen."

Art. 9 - Artikel 5 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, wird durch die Wortfolge "oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" ergänzt;

2° Paragraf 3 Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird wie folgt abgeändert:

d) im einleitenden Satz wird die Wortfolge "oder einer gleichwertigen elektronischen Mitteilung" zwischen der Wortfolge "Zustellung auf Papier" und der Wortfolge "zu laufen beginnen" eingefügt;

e) in Ziffer 1 wird die Wortfolge "oder per Einschreiben mit Empfangsbestätigung" durch die Wortfolge "oder mit einem Einschreibebrief mit Rückschein oder am ersten Tag nach dem Tag der gleichwertigen elektronischen Mitteilung" ersetzt;

f) Ziffer 2 wird die Wortfolge "per einfaches Schreiben" durch die Wortfolge "per einfaches bei der Post aufgegebenes Schreiben oder ab dem dritten Werktag nach dem Tag der gleichwertigen elektronischen Mitteilung";

3° in Paragraf 4, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird das Wort "Wallonischen" bzw. "wallonischen" jeweils aufgehoben.

Art. 10 - In Kapitel I desselben Dekrets wird ein Artikel *5bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *5bis* - § 1. Unter "gleichwertiger elektronischer Mitteilung" im Sinne des vorliegenden Dekrets ist jedes elektronische Mitteilungsverfahren in Anwendung des Dekrets vom 27. März 2014 über die Mitteilungen auf elektronischem Weg zwischen den Benutzern und den wallonischen öffentlichen Behörden zu verstehen, das für die Parteien die gleichen Rechtsfolgen hat wie das nicht elektronische Verfahren gemäß dem betreffenden Artikel des vorliegenden Dekrets.

Die gleichwertige elektronische Mitteilung wird nur verwendet, wenn der Abgabepflichtige diesem Mitteilungsverfahren zustimmt.

§ 2. Verfügt der Abgabepflichtige oder sein Bevollmächtigter nicht mehr über die für die Aufrechterhaltung des gleichwertigen elektronischen Mitteilungsverfahrens erforderlichen Informatikmittel, so teilt er dies dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen unverzüglich mit. Andernfalls behält das gleichwertige elektronische Mitteilungsverfahren seine Rechtsfolgen und bleibt gegenüber dem Abgabepflichtigen oder seinem Bevollmächtigten wirksam."

Art. 11 - Artikel 7 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 4, abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird das Wort "Wallonischen" aufgehoben.

2° in Absatz 5, abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird die Wortfolge "und die Eurovignette" aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel *9bis* desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, wird das Wort "Wallonische" aufgehoben.

Art. 13 - In Artikel 10 Absatz 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, wird zwischen das Wort "schriftlich" und die Wortfolge "zu übermitteln" die Wortfolge "oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" eingefügt.

Art. 14 - Artikel 11 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 2, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, wird das Wort "Wallonischen" jeweils aufgehoben;

2° Paragraf 4, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird aufgehoben.

Art. 15 - Artikel *11bis* desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 4 Absatz 1, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird wie folgt abgeändert:

a) im einleitenden Satz werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1) "§ 1" wird durch "Paragraf 1" ersetzt;

2) das Wort "Eurovignette" wird aufgehoben;

b) Buchstabe d) wird durch Folgendes ersetzt:

"d) ein Protokoll gemäß Artikel *12bis* § 2 zu erstellen und sich die darin genannten nicht gezahlten oder hinterzogenen Beträge vom Fahrer des Fahrzeugs sofort persönlich auszahlen zu lassen.

Erfolgt keine sofortige Zahlung, kann der in Absatz 1 genannte Beamte eine oder mehrere der folgenden Maßnahmen ergreifen:

- der Einzug der mitzuführenden Papiere;

- der Einzug der Zulassungsbescheinigung;

- das Anbringen einer Radkralle;

- das Entfernen des Fahrzeuges, das gegen die Bestimmungen verstößt, an einen Lagerort;

- das Abstellen des Fahrzeuges.

Das Fahrzeug darf ohne die Genehmigung des in Absatz 1 genannten Beamten nicht bewegt oder gegebenenfalls veräußert werden.

Werden die geschuldeten Beträge nicht innerhalb von sieben Tagen nach dem Tag der Feststellung des Verstoßes beglichen, kann der in Artikel *34bis* genannte Beamte für die Beitreibung von Steuerforderungen innerhalb von zwei Werktagen nach Ablauf der oben genannten Frist von sieben Tagen einen Zwangsbefehl erlassen und gegebenenfalls das Fahrzeug gemäß den Artikeln *34bis* ff. beschlagnahmen. Diese Verfolgungen werden gegen die natürliche oder juristische Person eingeleitet, die in der Zulassungsbescheinigung aufgeführt ist oder aufgeführt werden muss, oder in Ermangelung dessen gegen den Eigentümer, den Betreiber oder den Halter des Fahrzeugs. Die Risiken und Kosten, die sich aus der Zurückbehaltung und den möglichen Verfolgungen ergeben, gehen zu Lasten der natürlichen oder

juristischen Person, die in der Zulassungsbescheinigung aufgeführt ist oder aufgeführt werden muss, oder in Ermangelung dessen gegen den Eigentümer, den Betreiber oder den Halter des Fahrzeugs.

Nach Ablauf der im vorherigen Absatz genannten Frist von sieben Tagen:

- wenn innerhalb von zwei Werktagen eine Verfolgung eingeleitet wird, kann nur der in Artikel 34*bis* genannte mit der Beitreibung von Steuerforderungen beauftragte Beamte die Zurückbehaltungsmaßnahmen beenden;

- wird innerhalb von zwei Arbeitstagen keine Verfolgung eingeleitet, beendet der in Absatz 1 genannte Beamte die Zurückbehaltungsmaßnahmen;“;

c) zwischen Buchstabe f) und Buchstabe g), der zu Buchstabe h) wird, wird ein Buchstabe mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“g) Feststellungen mithilfe von audiovisuellen Mitteln oder ortsfesten und zeitweilig ortsfest angebrachten automatisierten Kontrollvorrichtungen, insbesondere intelligenter Kameras im Sinne des Gesetzes vom 21. März 2007 zur Regelung der Installation und des Einsatzes von Überwachungskameras, treffen;“;

2° in Paragraf 4, Absatz 3, abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird das Wort “Wallonische” aufgehoben;

3° in Paragraf 5, abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird das Wort “Wallonische” aufgehoben.

Art. 16 - Artikel 11*ter* Absatz 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort “Wallonische” wird aufgehoben;

2° das Wort “Steuerpflichtigen” wird durch das Wort “Abgabepflichtigen” ersetzt.

Art. 17 - In Kapitel II Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Artikel 11*quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 11*quinquies* - Die mit der Beitreibung beauftragten Beamten verfügen über alle im vorliegenden Dekret vorgesehenen Untersuchungsbefugnisse zur Ermittlung der Vermögenslage des Abgabepflichtigen und der Personen, auf deren Güter die fälligen Steuern und Abgaben (Hauptbetrag und Zuschlagsteuern), die steuerrechtlichen Geldbußen, die Verzugszinsen und Kosten in Übereinstimmung mit Artikel 35*ter* zurückzufordern sind, um die Beitreibung der fälligen Steuern und Abgaben (Hauptbetrag und Zuschlagsteuern), der steuerrechtlichen Geldbußen, der Verzugszinsen und Kosten sicherzustellen.“.

Art. 18 - Artikel 12*bis* desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° Der gegenwärtige Wortlaut von Artikel 12*bis* wird Paragraf 1 bilden;

2° im gegenwärtigen Absatz 4 wird zwischen das Wort “aufzudecken” und die Wortfolge “um, allein oder gemeinsam,” das Wort “und” eingefügt und die Wortfolge “und unverzüglich den hinterzogenen Betrag der betreffenden Steuer zuzüglich der steuerrechtlichen Geldbuße einzunehmen” aufgehoben;

3° im gegenwärtigen Absatz 5 wird das Wort “Wallonischen” aufgehoben;

4° Artikel 12*bis* wird durch den Paragrafen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 2. Die Protokolle, die in Anwendung von Paragraf 1 Absatz 4 für den Fahrer des auf öffentlichen Straßen kontrollierten Fahrzeugs aufgenommen werden, enthalten zwingend die steuerliche Abrechnung der Beträge, die für hinterzogene oder nicht gezahlte Steuern, steuerrechtlichen Geldbußen und Kosten geschuldet werden, sowie die Angabe der in Ausführung von Artikel 11*bis* § 4 Buchstabe d angewandten Zurückhaltungsmaßnahmen.“.

Art. 19 - In Artikel 12*ter* § 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013 wird die Wortfolge “oder über eine der in Artikel 11, § 2 und 3 erwähnten Dienststellen” durch die Wortfolge “, über eine der in Artikel 11, § 2 und 3 erwähnten Dienststellen oder im Rahmen der gemäß Kapitel IX*bis* durchgeführten gegenseitigen Amtshilfe” ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 13 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, wird die Wortfolge “per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief” durch die Wortfolge “per Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung” ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 14 Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, wird zwischen das Wort “schriftlich” und die Wortfolge “gegeben” die Wortfolge “oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung” eingefügt.

Art. 22 - In Artikel 15 Absatz 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird das Wort “Wallonische” aufgehoben.

Art. 23 - Artikel 16 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

In Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, wird die Wortfolge “per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief” durch die Wortfolge “per Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung” ersetzt;

2° in Absatz 2, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird die Wortfolge “schriftlich gelten zu lassen” durch die Wortfolge “schriftlich oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung vorzubringen” ersetzt.

Art. 24 - Artikel 17*bis* desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 Absatz 1 wird wie folgt abgeändert:

c) der einleitende Satz, abgeändert durch das Dekret vom 17. Januar 2008, wird ersetzt durch “Jegliche Summe von Abgaben wird nur von den Abgabepflichtigen erhoben;“;

d) Buchstabe d., abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird ersetzt durch “d. oder auf der Grundlage der Steuerabrechnung gemäß Artikel 12*bis* § 2.“;

2° in Paragraf 2 Absatz 2 sechster Gedankenstrich, eingefügt durch das Dekret vom 28. November 2013, wird die Wortfolge “in Ermangelung einer Zahlung gemäß des stattgefundenen Vergleichs;” ersetzt durch die Wortfolge “in Ermangelung der unverzüglichen Zahlung gemäß Artikel 11*bis* § 4 Buchstabe d), wenn diese nicht bereits Gegenstand einer Heberolle waren;“;

3° Paragraf 3, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird aufgehoben.

Art. 25 - In Artikel 18*bis* § 2 Absatz 3 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird das Wort "Wallonische" aufgehoben.

Art. 26 - Artikel 21 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird zwischen die Wortfolge "durch die Zustellung von Steuerbescheiden" und das Wort "notifiziert" die Wortfolge "per Einschreiben oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" eingefügt.

2° in Paragraf 2 wird zwischen die Wortfolge "in Kopie" und dem Wort "zugestellt" die Wortfolge "per Einschreiben oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" eingefügt.

Art. 27 - Artikel 23 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird die Wortfolge "die in eine Sonderheberolle aufgrund eines Verfahrens zur Berichtigung der Erklärung oder zur Besteuerung von Amts wegen in Artikel 17*bis*, § 2, Absatz 2, Striche 1, 2, 7 und 8 erwähnte, eingetragene Abgabe und die wallonische Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen, die in Artikel 17*bis*, § 2 Absatz 2 vierter Strich erwähnt wird, sowie die Steuern und Abgaben im Sinne von Artikel 17*bis*, § 2, Absatz 2, Striche 7 und 8" durch die Wortfolge "sowie die in eine Sonderheberolle eingetragene Steuer oder Abgabe im Sinne von Artikel 17*bis* § 2 Absatz 2 Gedankenstriche 1, 2, 7 und 8," ersetzt;

2° in Paragraf 2 Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird die Wortfolge "die in Ermangelung einer Zahlung innerhalb der durch die anwendbare Gesetzgebung vorgesehenen Frist in eine Sonderheberolle eingetragen wird, so wie in Artikel 17*bis*, § 2, Absatz 2, dritter Strich erwähnt," ersetzt durch die Wortfolge "die in eine Sonderheberolle gemäß Artikel 17*bis* § 2 Absatz 2 dritter Gedankenstrich" eingetragen wird" ersetzt;

3° in Paragraf 3 Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 wird die Wortfolge "Die Abgabe bzw. Steuer, die in Ermangelung einer Zahlung innerhalb der durch die Zahlungsaufforderung oder den Steuerbescheid vorgesehenen Frist in eine Sonderheberolle eingetragen wird, so wie in Artikel 17*bis*, § 2, Absatz 2, fünfter Strich erwähnt," ersetzt durch die Wortfolge "die in eine Sonderheberolle gemäß Artikel 17*bis* § 2 Absatz 2 dritter Gedankenstrich" eingetragen wird" ersetzt;

4° Artikel 23 wird durch den Paragrafen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Die in eine Sonderheberolle gemäß Artikel 17*bis* § 2 Absatz 2 sechster Gedankenstrich eingetragene Abgabe bzw. Steuer ist an dem Datum fällig, an dem die Heberolle vollstreckbar gemacht wurde.

Sie muss sofort entrichtet werden."

Art. 28 - In Artikel 25 Absatz 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. September 2009, wird die Wortfolge "eine schriftliche Beschwerde" durch die Wortfolge "schriftlich oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung eine Beschwerde" eingefügt.

Art. 29 - Artikel 28 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° der gegenwärtige Text von Artikel 28, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird Paragraf 1 bilden;

2° Artikel 28 wird durch einen Paragraf 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 2. In den in Paragraf 1 genannten Rechtsmitteln kann das persönliche Erscheinen im Namen der Wallonischen Region von jedem Beamten des Öffentlichen Dienstes der Wallonien Finanzen übernommen werden."

Art. 30 - Artikel 28*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Januar 2008, erhält folgende Fassung: "Wenn unbeschadet von Artikel 25 Absatz 3 eine Abgabe nicht in Anwendung von Artikel 17*bis* § 1 festgesetzt worden ist, werden die unberechtigterweise bezogenen Abgaben und die negativen Beträge der Abgaben dem Abgabepflichtigen auf schriftlichen und begründeten Antrag oder durch eine gleichwertige elektronische Mitteilung, der bzw. die bei dem gemäß Artikel 27 für die Beschlussfassung bezüglich der Anträge auf Nachlass zuständigen Beamten innerhalb von drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahres, zu dem die Steuer gehört, deren Erstattung beantragt wird, eingereicht wird, erstattet."

Art. 31 - In Artikel 29 desselben Dekrets wird hinter das Wort "Nichtzahlung" die Wortfolge "einer in eine Heberolle eingetragenen Steuer oder Abgabe" eingefügt.

Art. 32 - In Artikel 30 Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001, wird zwischen die Wortfolge "des auf die Fälligkeit" und die Wortfolge "folgenden Monats" die Wortfolge "der in Artikel 23 festgelegten Frist" eingefügt.

Art. 33 - In Artikel 31 desselben Dekrets wird die Wortfolge "Die Regierung oder die durch sie beauftragte Person" durch die Wortfolge "Der von der Regierung bezeichnete Beamte" ersetzt.

Art. 34 - In Kapitel VII Abschnitt 1 desselben Dekrets wird ein Artikel 34*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 34*bis* - Jegliche Summe von Abgaben kann nur dann Gegenstand von Zwangsvollstreckungsmaßnahmen durch den Beamten für die Beitreibung von Steuerforderungen zugunsten der Wallonischen Region, im Folgenden als Einnehmer bezeichnet, sein, wenn diesen Maßnahmen eine Eintragung in die für vollstreckbar erklärte Heberolle vorhergeht.

Der Einnehmer ist ebenfalls mit der Beitreibung jedes weiteren Betrags beauftragt, der der Region durch eine formell rechtskräftig gewordene gerichtliche Entscheidung zugesprochen wurde."

Art. 35 - Artikel 35 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird die Wortfolge "der mit der Beitreibung von Steuerforderungen zugunsten der Wallonischen Region beauftragte Beamte, im Folgenden als Einnehmer bezeichnet," durch die Wortfolge "der Einnehmer" ersetzt;

2° in Paragraf 2, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, wird die Wortfolge "mit einfacher Post" durch die Wortfolge "mit gewöhnlicher Post oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" ersetzt;

3° Paragraf 3, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Die von der Regierung bezeichneten Beamten sind für die Gewährung von Zeiträumen und Fristen zuständig. Werden die beantragten Zeiträume und Fristen abgelehnt, so sind sie verpflichtet, ihre Entscheidungen zu begründen.;"

4° Artikel 35 wird durch den Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 4. Die Verfolgungskosten werden nach den für durch Gerichtsvollzieher ausgeführte Handlungen in Zivil- und Handelsangelegenheiten festgelegten Regeln bestimmt.”.

Art. 36 - In Artikel 35^{quater} § 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird das Wort “Wallonische” aufgehoben.

Art. 37 - In Artikel 35^{septies} Absatz 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, wird die Wortfolge “der mit der Beitreibung beauftragte Beamte” durch die Wortfolge “der Einnehmer” ersetzt.

Art. 38 - In Artikel 37 desselben Dekrets wird die Wortfolge “außer in den weiter unten stehenden Abweichungen” aufgehoben.

Art. 39 - Die Artikel 38 bis 42 desselben Dekrets werden aufgehoben.

Art. 40 - Artikel 44 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird aufgehoben;

2° In Absatz 2, dessen gegenwärtiger Text Absatz 1 bilden wird, wird die Wortfolge “des Ministers sein, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören.” durch die Wortfolge “des von der Regierung bezeichneten Beamten sein” ersetzt.

Art. 41 - Artikel 48 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird die Wortfolge “bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief” durch die Wortfolge “per Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung” ersetzt;

2° Absatz 3, ersetzt durch das Dekret vom 30. Dezember 2009, wird zwischen das Wort “Einschreibebrief” und die Wortfolge “mitgeteilt werden” die Wortfolge “oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung vorzubringen” eingefügt;

3° Absatz 4, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

“Der Abgabepflichtige kann innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Hinterlegung der Mitteilung der Pfändung bei der Post oder innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Mitteilung der Pfändung durch eine gleichwertige elektronische Mitteilung mit einem Einschreiben an den zuständigen Einnehmer oder durch eine gleichwertige elektronische Mitteilung Einspruch gegen die Drittpfändung einlegen.”.

Art. 42 - In Artikel 49 desselben Dekrets wird die Wortfolge “Diese Pfändung” durch die Wortfolge “Die in Artikel 48 angeführte Pfändung” ersetzt.

Art. 43 - In Artikel 50 desselben Dekrets wird die Wortfolge “diese Pfändung” durch die Wortfolge “die in Artikel 48 angeführte Pfändung” ersetzt.

Art. 44 - In Artikel 51 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, wird die Wortfolge “per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief” durch die Wortfolge “per Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung” ersetzt.

Art. 45 - Artikel 52 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in der französischen Fassung von Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird die Wortfolge “la saisie, visée à l'article 48,” durch die Wortfolge “la saisie visée à l'article 48” ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge “die durch den Einnehmer per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief vorgenommen worden ist” durch die Wortfolge “die durch den Einnehmer per Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung vorgenommen worden ist” ersetzt.

Art. 46 - In Artikel 52^{bis} Absatz 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird die Wortfolge “der eintreibbaren Zinsen und Kosten zu Lasten dieser Person” durch die Wortfolge “der Zinsen und Kosten sowie jeder anderen in Artikel 34^{bis} Absatz 2 genannten Summe, die zu Lasten dieser Person eintreibbar sind,” ersetzt.

Art. 47 - Artikel 53 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in der französischen Fassung von Absatz 1 wird die Wortfolge “n'est considérée comme une dette liquide et certaine pouvant être recouvrée par toutes voies d'exécution, que” durch die Wortfolge “est considérée comme une dette liquide et certaine pouvant être recouvrée par toutes voies d'exécution, uniquement” ersetzt;

2° in Absatz 4 wird die Wortfolge “wird jede Abgabe in Sachen Abfälle” durch die Wortfolge “gegen eine Besteuerung in Sachen Abfälle wird die beanstandete Abgabe” ersetzt.

Art. 48 - Artikel 57 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, wird die Wortfolge “per Einschreiben” durch die Wortfolge “per Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung” ersetzt;

1° in Paragraph 1 Absatz 2, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, wird die Wortfolge “per Einschreiben an den Prokurator des Königs von Brüssel” durch die Wortfolge “per Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung an den Prokurator des Königs von Namur” ersetzt.”;

3° in der französischen Fassung von Paragraph 2 Absatz 4, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009, wird das Wort “contribuable” durch das Wort “redevable” ersetzt.

Art. 49 - Artikel 58 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge “Abgaben, Zinsen und Kosten” und das Wort “betrifft,” die Wortfolge “sowie jeder anderen in Artikel 34^{bis} Absatz 2 genannten Summe” eingefügt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "der auf den Namen des Abgabepflichtigen in die Heberolle eingetragenen Abgaben, Geldbußen und Zuschläge" durch die Wortfolge "der Abgaben, Geldbußen und Zuschläge, Zinsen und Kosten sowie jeder anderen in Artikel 34bis Absatz 2 genannten Summe" ersetzt;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge "der auf den Namen des Abgabepflichtigen in die Heberolle eingetragenen Abgaben, Geldbußen und Zuschläge" durch die Wortfolge "der Abgaben, Geldbußen und Zuschläge, Zinsen und Kosten sowie jeder anderen in Artikel 34bis Absatz 2 genannten Summe" ersetzt.

Art. 50 - Artikel 62bis desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief" durch die Wortfolge "Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" ersetzt. »;

2° In Paragraf 2, abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird die Wortfolge "per Einschreibebrief" durch die Wortfolge "per Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" ersetzt;

3° Paragraf 3 wird wie folgt abgeändert:

c) in Absatz 3 wird die Wortfolge "bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief" durch die Wortfolge "aufgegebenen Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" ersetzt;

d) In Absatz 4 wird die Wortfolge "nach der Aufgabe bei der Post der im vorigen Absatz vorgesehenen Mitteilung" durch die Wortfolge "nach Aufgabe der im vorigen Absatz vorgesehenen Mitteilung bei der Post oder der gleichwertigen elektronischen Mitteilung" ersetzt;

4° in Paragraf 6 wird das Wort "Wallonische" jeweils aufgehoben.

Art. 51 - Artikel 62quinquies desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird die Wortfolge "bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief" durch die Wortfolge "Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" ersetzt.;"

2° in Paragraf 2 erster Gedankenstrich wird das Wort "Einschreibebrief" durch die Wortfolge "Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" ersetzt;

3° in Paragraf 3 wird die Wortfolge "nach der Aufgabe bei der Post der in § 2 erwähnten Mitteilung" durch die Wortfolge "nach Aufgabe der in § 2 vorgesehenen Mitteilung bei der Post oder der gleichwertigen elektronischen Mitteilung" ersetzt;

4° in Paragraf 5 wird das Wort "Wallonische" jeweils aufgehoben.

Art. 52 - Artikel 62sexies desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief" durch die Wortfolge "Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" ersetzt.;"

2° In Paragraf 2, abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird die Wortfolge "per Einschreibebrief" durch die Wortfolge "per Einschreibebrief oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" ersetzt;

3° in Paragraf 5 wird das Wort "Wallonische" jeweils aufgehoben.

Art. 53 - Artikel 63 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 2 Ziffer 6, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 1. Oktober 2020, wird zwischen die Wortfolge "die in Artikel 64quinquies/2 Paragraf 14 genannten Informationen nicht bzw. unvollständig bzw. verspätet mitzuteilen," und die Wortfolge "wird eine steuerrechtliche Geldbuße in Höhe von 2 500 bis 25 000 Euro verhängt" die Wortfolge "jeden Verstoß gegen Artikel 64quinquies/4 bis 64quinquies/7, der darin besteht, dass die dort festgelegten Eintragungspflichten nicht erfüllt werden, und für jeden Verstoß gegen Artikel 64quinquies/3 § 1 A. Ziffer 4° Buchstabe b) und § 2 Ziffern 1 und 7, der darin besteht, dass der dort festgelegten Eintragungspflicht nicht nachgekommen wird, oder wenn die Eintragung widerrufen wurde," eingefügt;

2° Paragraf 3, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 11bis § 4 Buchstabe d werden die in den Paragrafen 1 und 2 vorgesehenen steuerrechtlichen Geldbußen auf dieselbe Weise wie die Abgabe, auf welche sie sich beziehen, festgesetzt, beanstandet und eingezogen, unabhängig davon, ob sie zusammen mit dieser oder getrennt davon in die Heberolle eingetragen werden."

Art. 54 - Artikel 64 § 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird hinter die Wortfolge "durch ein mit Gründen versehenes Schreiben" die die Wortfolge "oder durch gleichwertige elektronische Mitteilung" eingefügt;

2° In Absatz 2 Ziffer 2 wird der Schlusspunkt durch ", oder;" ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° das gerichtliche Streitverfahren nicht abgeschlossen ist."

Art. 55 - Artikel 64bis § 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013 und abgeändert durch die Dekrete vom 14. April 2016, vom 12. Juli 2017 und vom 1. Oktober 2020, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird der Begriff "64novies" durch den Begriff "64duodecies" ersetzt;

2° Absatz 4 wird wie folgt abgeändert:

g) im einleitenden Satz wird der Begriff "64novies" durch den Begriff "64duodecies" ersetzt;

h) in Ziffer 4 wird die Wortfolge "von der Wallonischen Regierung" durch die Wortfolge "von der Regierung" ersetzt;

i) in Ziffer 5 wird die Wortfolge "von der Wallonischen Regierung" durch die Wortfolge "von der Regierung" ersetzt;

j) Ziffer 11 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“11° ” automatischer Austausch“:

a) für die Zwecke die Zwecke von Artikel 64*quinquies* § 1, Artikel 64*quinquies*/1, Artikel 64*quinquies*/2 und Artikel 64*quinquies*/3 bis 64*quinquies*/8 die systematische Übermittlung zuvor festgelegter Informationen an einen anderen Mitgliedstaat ohne dessen vorheriges Ersuchen in regelmäßigen, im Voraus bestimmten Abständen. Für die Zwecke von Artikel 64*quinquies* § 1 sind verfügbare Informationen solche, die in den Steuerakten des die Informationen übermittelnden Mitgliedstaats enthalten sind und die im Einklang mit den Verfahren für die Erhebung und Verarbeitung von Informationen des betreffenden Mitgliedstaats abgerufen werden können;

b) für die Zwecke der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels IXbis mit Ausnahme von Artikel 64*quinquies* § 1, Artikel 64*quinquies*/1, Artikel 64*quinquies*/2 und Artikel 64*quinquies*/3 bis 64*quinquies*/8 die systematische Übermittlung der in Buchstabe a) der vorliegenden Ziffer 11 vorgesehenen zuvor festgelegten Informationen;“;

k) es wird eine Ziffer 27 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“27° ”gemeinsame Prüfung“: behördliche Ermittlungen, die gemeinsam von den zuständigen Behörden von zwei oder mehr Mitgliedstaaten und in Bezug auf eine oder mehrere Personen von gemeinsamem oder ergänzendem Interesse für die zuständigen Behörden dieser Mitgliedstaaten durchgeführt werden;“;

l) es wird eine Ziffer 28 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“28° ”Lizenzgebühren“: Vergütungen jeder Art, die für die Benutzung oder für das Recht auf Benutzung von Urheberrechten an literarischen, künstlerischen oder wissenschaftlichen Werken, einschließlich kinematografischer Filme und Software, von Patenten, Marken, Mustern oder Modellen, Plänen, geheimen Formeln oder Verfahren oder für die Mitteilung gewerblicher, kaufmännischer oder wissenschaftlicher Erfahrungen gezahlt werden; Zahlungen für die Benutzung oder das Recht auf Benutzung gewerblicher, kaufmännischer oder wissenschaftlicher Ausrüstungen gelten als Lizenzgebühren.“.

Art. 56 - Artikel 64*ter* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 1. Oktober 2020, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 64*ter* - § 1. Die belgische zuständige Behörde kann in einem besonderen Fall eine ausländische zuständige Behörde darum ersuchen, ihr alle in Artikel 64*bis* § 1 Absatz 1 genannten Informationen, die sie besitzt oder die sie im Anschluss an behördliche Ermittlungen erhalten hat, zu übermitteln. Das Ersuchen kann ein begründetes Ersuchen um eine behördliche Ermittlung enthalten.

Zur Beschaffung der erbetenen Informationen geht die belgische zuständige Behörde nach denselben Verfahren vor, die sie anwenden würde, wenn sie von sich aus oder auf Ersuchen einer anderen belgischen Behörde handeln würde.

Die belgische zuständige Behörde kann bei der ersuchten Behörde die Übermittlung der Originaldokumente beantragen.

§ 2. Die belgische zuständige Behörde übermittelt einer ausländischen zuständigen Behörde, die sie in einem besonderen Fall darum ersucht, alle in Artikel 64*bis* § 1 Absatz 1 genannten Informationen, die sie besitzt oder die sie im Anschluss an die Durchführung von behördlichen Ermittlungen erhalten hat, die zur Beschaffung dieser Informationen erforderlich waren.

Ist die zuständige belgische Behörde der Auffassung, dass keine behördlichen Ermittlungen erforderlich sind, so teilt sie der ersuchenden Behörde unverzüglich die Gründe hierfür mit.

Zur Durchführung der erbetenen behördlichen Ermittlungen geht die belgische zuständige Behörde nach denselben Verfahren vor, die sie anwenden würde, wenn sie von sich aus oder auf Ersuchen einer anderen belgischen Behörde handeln würde.

Wenn die ersuchende Behörde eigens darum bittet, übermittelt die belgische zuständige Behörde der ersuchenden Behörde die Originaldokumente, außer wenn die geltenden belgischen Rechtsvorschriften dem entgegenstehen.

§ 3. Für die Zwecke eines Ersuchens gemäß Paragraf 1 oder Paragraf 2 sind die erbetenen Informationen voraussichtlich erheblich, wenn die ersuchende Behörde zum Zeitpunkt des Ersuchens der Ansicht ist, dass ihrem nationalen Recht zufolge die realistische Möglichkeit besteht, dass die erbetenen Informationen für die Steuerangelegenheiten eines oder mehrerer anhand des Namens oder anderer Kriterien identifizierter Steuerpflichtiger erheblich und für die Zwecke der Ermittlung gerechtfertigt sein werden.

Zum Nachweis der voraussichtlichen Erheblichkeit der erbetenen Informationen übermittelt die ersuchende Behörde der ersuchten Behörde mindestens die folgenden Informationen:

1° der steuerliche Zweck, zu dem die Informationen beantragt werden, und

2° eine Spezifizierung der für Verwaltungszwecke oder die Durchsetzung des nationalen Rechts erforderlichen Informationen.

§ 4. Bezieht sich das Ersuchen gemäß Paragraf 1 oder Paragraf 2 auf eine Gruppe von Steuerpflichtigen, die nicht einzeln identifiziert werden können, übermittelt die ersuchende Behörde der ersuchten Behörde mindestens die folgenden Informationen:

1° eine ausführliche Beschreibung der Gruppe,

2° eine Erläuterung des anwendbaren Rechts und des Sachverhalts, der Anlass zu der Vermutung gibt, dass die Steuerpflichtigen dieser Gruppe das anwendbare Recht nicht eingehalten haben,

3° eine Erläuterung, wie die erbetenen Informationen dazu beitragen würden, die Einhaltung des anwendbaren Rechts durch die Steuerpflichtigen der Gruppe festzustellen, und

4° sofern relevant, Sachverhalt und Umstände in Bezug auf die Beteiligung eines Dritten, der aktiv zur potenziellen Nichteinhaltung des anwendbaren Rechts durch die Steuerpflichtigen der Gruppe beigetragen hat.“.

Art. 57 - In der Überschrift von Kapitel IXa Abschnitt 3 desselben Dekrets wird das Wort “Fristen” durch die Worte “Fristen für den Informationsaustausch auf Ersuchen” ersetzt.

Art. 58 - Artikel 64^{quater} desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 19. Dezember 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“Die belgische zuständige Behörde stellt die in Artikel 64^{ter} § 2 genannten Informationen möglichst rasch, spätestens jedoch drei Monate nach dem Tag des Eingangs des Ersuchens zur Verfügung. Ist die belgische zuständige Behörde jedoch nicht in der Lage, auf ein Ersuchen fristgerecht zu antworten, so unterrichtet sie die ersuchende Behörde unverzüglich, spätestens jedoch innerhalb von drei Monaten nach Erhalt des Ersuchens, über die Gründe, die einer fristgerechten Antwort entgegenstehen, sowie über den Zeitpunkt, an dem sie dem Ersuchen voraussichtlich nachkommen kann. Die diesbezügliche Frist beträgt höchstens sechs Monate ab dem Tag des Eingangs des Ersuchens.”;

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“Ist die belgische zuständige Behörde jedoch bereits im Besitz dieser Informationen, so werden sie innerhalb von zwei Monaten ab jenem Tag zur Verfügung gestellt.”;

3° Absatz 6 wird aufgehoben;

4° in Absatz 7, dessen gegenwärtiger Text Absatz 6 bilden wird, wird die Wortfolge “Artikel 64^{octies} § 3,” ersetzt durch die Wortfolge “Artikel 64^{octies} § 3 und § 4,”.

Art. 59 - In Kapitel IX^{bis} Abschnitt 4 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 1 mit Artikel 64^{quinquies} und folgendem Titel eingefügt:

“Umfang und Voraussetzungen des verpflichtenden automatischen Informationsaustauschs”.

Art. 60 - Artikel 64^{quinquies} desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 14. April 2016, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 64^{quinquies} - § 1. Die belgische zuständige Behörde übermittelt im Wege des automatischen Austauschs der zuständigen Behörde jedes anderen Mitgliedstaats alle Informationen, die über ansässige Personen des anderen Mitgliedstaats in Bezug auf die folgenden bestimmten Arten von Einkünften und Vermögen, wie sie jeweils im Sinne des belgischen Rechts zu verstehen sind, verfügbar sind:

1° Vergütungen aus unselbstständiger Arbeit,

2° Aufsichtsrats- oder Verwaltungsratsvergütungen,

3° Lebensversicherungsprodukte, die nicht von anderen Rechtsakten der Union über den Austausch von Informationen oder vergleichbare Maßnahmen erfasst sind;

4° Ruhegehälter;

5° Eigentum an unbeweglichem Vermögen und Einkünfte daraus;

6° Lizenzgebühren.

Für am oder nach dem 1. Januar 2024 beginnende Besteuerungszeiträume bemüht sich die belgische zuständige Behörde, die durch den Ansässigkeitsmitgliedstaat für ansässige Personen ausgestellte Steueridentifikationsnummer in die Übermittlung der in Absatz 1 genannten Informationen aufzunehmen. § 2. Die Übermittlung der Informationen erfolgt mindestens einmal jährlich, spätestens innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf des Steuerjahres, im Laufe dessen die Informationen verfügbar wurden.”.

Art. 61 - In Kapitel IX^{bis} Abschnitt 4 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 2 mit Artikel 64^{quinquies}/1 und folgendem Titel eingefügt:

“Umfang und Voraussetzungen des verpflichtenden automatischen Informationsaustauschs über grenzüberschreitende Vorbescheide”.

Art. 62 - Artikel 64^{quinquies}/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 4 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

“1° in Bezug auf die gemäß § 1 ausgetauschten Informationen unverzüglich nach Erteilen bzw. Treffen, Änderung oder Erneuerung der grenzüberschreitenden Vorbescheide und spätestens drei Monate nach Ablauf des Kalenderhalbjahrs, in dem die grenzüberschreitenden Vorbescheide erteilt, geändert oder erneuert wurden;”;

2° in Paragraph 5 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

“2° eine Zusammenfassung des Inhalts des grenzüberschreitenden Vorbescheids, einschließlich einer Beschreibung der relevanten Geschäftstätigkeiten oder Transaktionen oder Reihen von Transaktionen und aller anderen Informationen, die der zuständigen Behörde bei der Bewertung eines potenziellen Steuerrisikos behilflich sein könnten, ohne zur Preisgabe eines Handels-, Gewerbe- oder Berufsheimnisses oder eines Geschäftsverfahrens oder zur Preisgabe von Informationen zu führen, die die öffentliche Ordnung verletzen würde;”;

3° in Paragraph 7 wird das Wort “Wallonische” aufgehoben.

Art. 63 - In Kapitel IX^{bis} Abschnitt 4 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 3 mit Artikel 64^{quinquies}/2 und folgendem Titel eingefügt:

“Umfang und Voraussetzungen des verpflichtenden automatischen Informationsaustauschs über meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltungen”.

Art. 64 - In Artikel 64^{quinquies}/2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 1. Oktober 2020, wird Paragraph 17 aufgehoben.

Art. 65 - In Kapitel IX^{bis} Abschnitt 4 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 4 mit Artikel 64^{quinquies}/3 bis 64^{quinquies}/8 und folgendem Titel eingefügt:

“Umfang und Voraussetzungen des verpflichtenden automatischen Austauschs der von Plattformbetreibern gemeldeten Informationen”.

Art. 66 - In den Unterabschnitt 4 des Abschnitts 4 des Kapitels IX^{bis} desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 65 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64^{quinquies}/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 64^{quinquies}/3 - § 1. Für die Zwecke der Artikel 64^{quinquies}/4 bis 64^{quinquies}/8 gelten folgende Definitionen:

A. MELDENDE PLATTFORMBETREIBER

"Plattform": jegliche Software, einschließlich einer Website oder eines Teils davon und Anwendungen, einschließlich mobiler Anwendungen, die Nutzern zugänglich ist und die es VERKÄUFERN ermöglicht, mit anderen Nutzern in Verbindung zu stehen, um direkt oder indirekt eine RELEVANTE TÄTIGKEIT für diese Nutzer auszuüben. Dazu gehören auch alle Vereinbarungen über die Erhebung und Zahlung einer mit einer RELEVANTEN TÄTIGKEIT zusammenhängenden VERGÜTUNG.

Der Ausdruck "PLATTFORM" schließt keine Software ein, die — ohne weiteres Eingreifen in die Ausübung einer RELEVANTEN TÄTIGKEIT — ausschließlich Folgendes erlaubt:

- d) die Verarbeitung von Zahlungen im Zusammenhang mit einer RELEVANTEN TÄTIGKEIT;
- e) das Anbieten einer RELEVANTEN TÄTIGKEIT oder Werbung für eine RELEVANTE TÄTIGKEIT durch Nutzer;
- f) die Umleitung oder Weiterleitung von Nutzern auf eine PLATTFORM;

2° "PLATTFORMBETREIBER": ein RECHTSTRÄGER, der mit VERKÄUFERN vereinbart, diesen VERKÄUFERN eine PLATTFORM ganz oder teilweise zur Verfügung zu stellen;

3° "FREIGESTELLTER PLATTFORMBETREIBER": ein PLATTFORMBETREIBER, der vorab und jährlich der zuständigen Behörde des Mitgliedstaats, der gegenüber er gemäß den in Artikel 64^{quinquies}/6 Paragraf 1 Ziffer 1 bis 3 festgelegten Vorschriften normalerweise meldepflichtig wäre, hinreichend nachweist, dass das gesamte Geschäftsmodell der PLATTFORM so konzipiert ist, dass sie nicht über MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER verfügt;

4° "MELDENDER PLATTFORMBETREIBER": ein PLATTFORMBETREIBER, der kein FREIGESTELLTER PLATTFORMBETREIBER ist und sich in einer der folgenden Situationen befindet:

a) er ist steuerlich in der Wallonischen Region ansässig oder — wenn der PLATTFORMBETREIBER in keinem Mitgliedstaat steuerlich ansässig ist — er erfüllt eine der folgenden Bedingungen:

- er ist nach dem Recht der Wallonischen Region eingetragen oder unterliegt diesem Recht;
- er hat den Ort seiner Geschäftsleitung (einschließlich der tatsächlichen Geschäftsleitung) auf dem Hoheitsgebiet der Wallonischen Region;
- er hat eine Betriebsstätte auf dem Hoheitsgebiet der Wallonischen Region und ist kein QUALIFIZIERTER PLATTFORMBETREIBER EINES DRITTLANDS.

Wenn ein PLATTFORMBETREIBER in mehr als einem Mitgliedstaat steuerlich ansässig ist oder in mehr als einem Mitgliedstaat eine feste Niederlassung hat, wählt er einen dieser Mitgliedstaaten aus, um seinen Meldepflichten gemäß Anhang V Abschnitt III der Richtlinie nachzukommen. Der PLATTFORMBETREIBER unterrichtet alle zuständigen Behörden dieser Mitgliedstaaten über seine Wahl. Wenn dieser PLATTFORMBETREIBER sich dafür entscheidet, seinen oben genannten Meldepflichten in Belgien nachzukommen, gilt er als MELDENDER PLATTFORMBETREIBER im Sinne der Artikel 64^{quinquies}/4 bis 64^{quinquies}/8;

b) er ist weder in einem Mitgliedstaat steuerlich ansässig noch in einem Mitgliedstaat eingetragen oder wird in einem Mitgliedstaat verwaltet, noch hat er eine Betriebsstätte in einem Mitgliedstaat, sondern er ermöglicht die Ausübung einer RELEVANTEN TÄTIGKEIT durch einen MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFER oder einer RELEVANTEN TÄTIGKEIT im Zusammenhang mit der Vermietung von in einem Mitgliedstaat belegenem unbeweglichem Vermögen und ist kein QUALIFIZIERTER PLATTFORMBETREIBER EINES DRITTLANDS. In diesem Fall ist dieser PLATTFORMBETREIBER verpflichtet, sich in der Union zu registrieren, und wenn dieser PLATTFORMBETREIBER sich dafür entscheidet, sich bei der belgischen zuständigen Behörde zu registrieren, weist die belgische zuständige Behörde diesem PLATTFORMBETREIBER eine individuelle Identifikationsnummer zu, und er gilt als MELDENDER PLATTFORMBETREIBER im Sinne der Artikel 64^{quinquies}/4 bis 64^{quinquies}/8.

Ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER kann sich dafür entscheiden, sich gemäß den Verfahrensregeln in Paragraf 2 bei der zuständigen Behörde eines einzigen Mitgliedstaats registrieren zu lassen, wenn er sich für eine Registrierung in Belgien entscheidet.

Einem solchen MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER, dessen Registrierung gemäß Paragraf 2 Ziffer 7 widerrufen wurde, kann die erneute Registrierung nur unter der Bedingung gestattet werden, dass er der belgischen zuständigen Behörde in Bezug auf seine Verpflichtung, den Meldepflichten innerhalb der Union — einschließlich jeglicher noch ausstehender, nicht erfüllter Meldepflichten — nachzukommen, angemessene Garantien bietet.

5° "QUALIFIZIERTER PLATTFORMBETREIBER EINES DRITTLANDS": ein PLATTFORMBETREIBER, bei dem alle RELEVANTEN TÄTIGKEITEN, die er ermöglicht, auch QUALIFIZIERTE RELEVANTE TÄTIGKEITEN sind, und der steuerlich in einem QUALIFIZIERTEN DRITTLAND ansässig ist, oder, wenn ein PLATTFORMBETREIBER nicht in einem QUALIFIZIERTEN DRITTLAND steuerlich ansässig ist, er eine der folgenden Voraussetzungen erfüllt:

- c) er ist nach dem Recht eines QUALIFIZIERTEN DRITTLANDS eingetragen oder
- d) er hat den Ort seiner Geschäftsleitung (einschließlich der tatsächlichen Geschäftsleitung) in einem QUALIFIZIERTEN DRITTLAND.

6° "QUALIFIZIERTES DRITTLAND": ein Drittland, das über eine geltende WIRKSAME QUALIFIZIERENDE VEREINBARUNG ZWISCHEN ZUSTÄNDIGEN BEHÖRDEN mit den zuständigen Behörden aller Mitgliedstaaten verfügt, die in einer von dem Drittland veröffentlichten Liste als meldepflichtige Länder genannt sind;

7° "WIRKSAME QUALIFIZIERENDE VEREINBARUNG ZWISCHEN ZUSTÄNDIGEN BEHÖRDEN": eine Vereinbarung zwischen den zuständigen Behörden eines Mitgliedstaats und eines Drittlands, die den automatischen Austausch von Informationen vorschreibt, die den in Artikel 64^{quinquies}/6 Paragraf 2 angegebenen Informationen gleichwertig sind, wie dies in einem Durchführungsrechtsakt gemäß Artikel 8^{bis}quater Absatz 7 der Richtlinie bestätigt wird;

8° "RELEVANTE TÄTIGKEIT": eine gegen VERGÜTUNG ausgeführte Tätigkeit, bei der es sich um eine der folgenden Tätigkeiten handelt:

- e) die Vermietung von unbeweglichem Vermögen, einschließlich von Wohn- und Gewerbeimmobilien, sowie von jeglichem sonstigen unbeweglichen Vermögen und Parkplätzen;
- f) eine PERSÖNLICHE DIENSTLEISTUNG;
- g) den Verkauf von WAREN;

h) die Vermietung jeglicher Verkehrsmittel.

Der Ausdruck "RELEVANTE TÄTIGKEIT" umfasst nicht die Tätigkeit eines VERKÄUFERS, der als Angestellter des PLATTFORMBETREIBERS oder eines verbundenen RECHTSTRÄGERS des PLATTFORMBETREIBERS handelt;

9° "QUALIFIZIERTE RELEVANTE TÄTIGKEITEN": alle RELEVANTEN TÄTIGKEITEN, die gemäß einer WIRKSAMEN QUALIFIZIERENDEN VEREINBARUNG ZWISCHEN ZUSTÄNDIGEN BEHÖRDEN unter den automatischen Austausch fallen;

10° "VERGÜTUNG": jegliche Form von Entgelt, abzüglich aller vom MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER einbehaltenen oder erhobenen Gebühren, Provisionen oder Steuern, die einem VERKÄUFER im Zusammenhang mit der RELEVANTEN TÄTIGKEIT gezahlt oder gutgeschrieben wird und deren Höhe dem PLATTFORMBETREIBER bekannt ist oder vernünftigerweise bekannt sein sollte;

11° "PERSÖNLICHE DIENSTLEISTUNG": eine Leistung, die zeitlich begrenzte oder aufgabenbezogene Arbeiten umfasst, die von einer oder mehreren natürlichen Personen ausgeführt werden, die entweder selbstständig oder im Namen eines RECHTSTRÄGERS handeln; diese Dienstleistung wird auf Wunsch eines Nutzers entweder online oder — nach Ermöglichung über eine PLATTFORM — physisch und offline durchgeführt.

B. MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER

1° "VERKÄUFER": ein Nutzer einer PLATTFORM, entweder eine natürliche Person oder ein RECHTSTRÄGER, die/der jederzeit während des MELDEZEITRAUMS auf der PLATTFORM registriert ist und die RELEVANTE TÄTIGKEIT ausübt;

2° "AKTIVER VERKÄUFER": jeder VERKÄUFER, der entweder während des MELDEZEITRAUMS eine RELEVANTE TÄTIGKEIT leistet, oder dem im Zusammenhang mit einer RELEVANTEN TÄTIGKEIT während des MELDEZEITRAUMS eine VERGÜTUNG gezahlt oder gutgeschrieben wird;

3° "MELDEPFLICHTIGER VERKÄUFER": jeder AKTIVER VERKÄUFER, bei dem es sich nicht um einen FREIGESTELLTEN VERKÄUFER handelt, der in einem Mitgliedstaat ansässig ist oder der ein in einem Mitgliedstaat belegenes unbewegliches Vermögen vermietet hat; 4° "FREIGESTELLTER VERKÄUFER": jeder VERKÄUFER: a) bei dem es sich um einen STAATLICHEN RECHTSTRÄGER handelt;

e) bei dem es sich um einen RECHTSTRÄGER handelt, dessen Aktien regelmäßig an einer anerkannten Wertpapierbörse gehandelt werden oder bei dem es sich um einen verbundenen RECHTSTRÄGER eines RECHTSSTRÄGERS handelt, dessen Aktien regelmäßig an einer anerkannten Wertpapierbörse gehandelt werden;

f) bei dem es sich um einen RECHTSTRÄGER handelt, für den der PLATTFORMBETREIBER mehr als 2 000 RELEVANTE TÄTIGKEITEN durch Vermietung von unbeweglichem Vermögen im Zusammenhang mit einer INSERierten IMMOBILIENEINHEIT während des MELDEZEITRAUMS ermöglicht hat, oder

g) für den der PLATTFORMBETREIBER weniger als 30 RELEVANTE TÄTIGKEITEN durch den Verkauf von WÄREN ermöglicht hat und für den der Gesamtbetrag der gezahlten oder gutgeschriebenen VERGÜTUNG während des MELDEZEITRAUMS 2 000 EUR nicht überstieg.

C. Sonstige Begriffsbestimmungen

1° "RECHTSTRÄGER": eine juristische Person oder ein Rechtsgebilde wie zum Beispiel eine Kapitalgesellschaft, eine Personengesellschaft, ein Trust oder eine Stiftung. Ein RECHTSTRÄGER ist ein verbundener RECHTSTRÄGER eines anderen RECHTSTRÄGERS, wenn einer der beiden RECHTSTRÄGER den anderen beherrscht oder die beiden RECHTSTRÄGER der gleichen Beherrschung unterliegen. Für diesen Zweck umfasst Beherrschung unmittelbares und mittelbares Eigentum an mehr als 50 % der Stimmrechte und des Wertes eines RECHTSTRÄGERS. Bei einer mittelbaren Beteiligung wird die Erfüllung der Anforderung, dass mehr als 50 % des Eigentumsrechts am Kapital des anderen RECHTSTRÄGERS gehalten werden, durch Multiplikation der Beteiligungsquoten an den nachgeordneten Unternehmen ermittelt. Eine Person mit einer Stimmrechtsbeteiligung von mehr als 50 % gilt als Halter von 100 % der Stimmrechte;

2° "STAATLICHER RECHTSTRÄGER": die Regierung eines Mitgliedstaats oder anderen Staates, eine Gebietskörperschaft eines Mitgliedstaats oder anderen Staates (wobei es sich unter anderem um einen Gliedstaat, eine Provinz, einen Landkreis oder eine Gemeinde handeln kann) oder eine Behörde oder Einrichtung, die sich im Alleineigentum eines Mitgliedstaats oder anderen Staates oder einer oder mehrerer Gebietskörperschaften befindet (jeweils ein "STAATLICHER RECHTSTRÄGER");

3° "STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER": Akronym, das die von einem Mitgliedstaat ausgestellte Identifikationsnummer eines Steuerpflichtigen (oder die funktionale Entsprechung, wenn keine STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER vorhanden ist) bezeichnet;

4° "MEHRWERTSTEUER-IDENTIFIKATIONSNUMMER": die eindeutige Nummer zur Identifizierung eines Steuerpflichtigen oder einer nichtsteuerpflichtigen juristischen Person, der/die zu Mehrwertsteuerzwecken registriert ist;

5° "HAUPTANSCHRIFT": die Anschrift des Hauptwohnsitzes eines VERKÄUFERS, wenn dieser eine natürliche Person ist, sowie die Anschrift des eingetragenen Sitzes eines VERKÄUFERS, wenn dieser ein RECHTSTRÄGER ist;

6° "MELDEZEITRAUM": das Kalenderjahr, für das die Meldung gemäß Artikel 64^{quinquies}/6 abgeschlossen wird;

7° "INSERIERTE IMMOBILIENEINHEIT": alle unbeweglichen Vermögen, die sich an derselben Postanschrift befinden, im Eigentum desselben Eigentümers stehen und von demselben VERKÄUFER auf einer PLATTFORM zur Miete angeboten werden;

8° "KENNUNG DES FINANZKONTOS": die eindeutige, dem PLATTFORMBETREIBER zur Verfügung stehende Kennnummer oder Referenz des Bankkontos oder eines ähnlichen Zahlungsdienstkontos, auf das die VERGÜTUNG gezahlt oder gutgeschrieben wird;

9° "WAREN": jeglicher körperlicher Gegenstand.

§ 2. Zum Zwecke des Paragraphen 1 Punkt A Ziffer 4 Buchstabe b, wenn der darin genannte PLATTFORMBETREIBER sich für eine Registrierung bei der belgischen zuständigen Behörde entscheidet, ist das Verwaltungsverfahren für die einmalige Registrierung dieses PLATTFORMBETREIBERS das folgende:

1° der PLATTFORMBETREIBER registriert sich bei der belgischen zuständigen Behörde, wenn er seine Tätigkeit als PLATTFORMBETREIBER aufnimmt;

2° der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER teilt der belgischen zuständigen Behörde folgende Informationen mit:

g) Name;

h) Postanschrift;

i) elektronische Adressen einschließlich Websites;

j) jede STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER, die dem MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER ausgestellt wurde;

k) eine Erklärung mit Informationen über die Identifizierung dieses MELDENDEN PLATTFORMBETREIBERS für Mehrwertsteuerzwecke in der Union gemäß Titel XII Kapitel 6 Abschnitte 2 und 3 der Europäischen Richtlinie 2006/112/EG des Rates vom 28. November 2006 über das gemeinsame Mehrwertsteuersystem;

l) die Mitgliedstaaten, in denen MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER im Sinne des Artikels 64quinquies/5 Punkt D ansässig sind;

3° der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER teilt der belgischen zuständigen Behörde jede Änderung der in Ziffer 2 vorgesehenen Informationen mit;

4° die belgische zuständige Behörde weist dem MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER eine individuelle Identifikationsnummer zu und teilt diese den zuständigen Behörden aller Mitgliedstaaten elektronisch mit;

5° in folgenden Fällen ersucht die belgische zuständige Behörde die Europäische Kommission, einen MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER aus dem zentralen Register zu löschen:

e) der PLATTFORMBETREIBER teilt der belgischen zuständigen Behörde mit, dass er seine Tätigkeit als PLATTFORMBETREIBER nicht länger ausübt;

f) es liegt keine Mitteilung gemäß Buchstabe a vor, aber es besteht Grund zu der Annahme, dass die Tätigkeit eines PLATTFORMBETREIBERS eingestellt wurde;

g) der PLATTFORMBETREIBER erfüllt nicht länger die in Paragraph 1 Punkt A Ziffer 4 Buchstabe b festgelegten Bedingungen;

h) die belgische zuständige Behörde hat die Registrierung gemäß Ziffer 7 widerrufen.

6° die belgische zuständige Behörde unterrichtet die Europäische Kommission unverzüglich über jeden PLATTFORMBETREIBER im Sinne von Paragraph 1 Punkt A Ziffer 4 Buchstabe b, der seine Tätigkeit als PLATTFORMBETREIBER aufnimmt, ohne sich gemäß dieser Nummer registrieren zu lassen;

7° kommt ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER nach zwei Mahnungen durch die belgische zuständige Behörde der Meldepflicht gemäß Artikel 64quinquies/6 Paragraph 1 Ziffer 3 nicht nach, so ergreift die belgische zuständige Behörde unbeschadet des Artikels 63 Paragraph 2 Ziffer 6 die erforderlichen Maßnahmen, um die Registrierung des MELDENDEN PLATTFORMBETREIBERS gemäß dem vorliegenden Paragraphen zu widerrufen. Die Registrierung wird spätestens nach Ablauf von neunzig Tagen, jedoch nicht vor Ablauf von dreißig Tagen nach der zweiten Mahnung widerrufen.“

Art. 67 - In den Unterabschnitt 4 des Abschnitts 4 des Kapitels IXbis desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 65 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64quinquies/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 64quinquies/4 - § 1. Die MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER führen die Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten durch und kommen den in den Artikeln 64quinquies/5 und 64quinquies/6 festgelegten Meldepflichten nach, in Übereinstimmung mit den Artikeln 64quinquies/7 und 64quinquies/8, die deren wirksame Umsetzung regeln.

§ 2. Gemäß den geltenden Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten und der Meldepflichten nach Artikel 64quinquies/5 und 64quinquies/6 tauscht die zuständige Behörde eines Mitgliedstaats, in dem die Meldung gemäß Paragraph 1 erfolgt ist, im Wege des automatischen Austauschs und innerhalb der Frist gemäß Paragraph 3 in Bezug auf jeden MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFER mit der zuständigen Behörde des Mitgliedstaats, in dem der MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER ansässig im Sinne von Artikel 64quinquies/5 Punkt D ist, und sofern der MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER Vermietungsdienstleistungen für unbewegliches Vermögen erbringt in jedem Fall mit der zuständigen Behörde des Mitgliedstaats, in dem das unbewegliche Vermögen belegen ist, die folgenden Informationen aus:

m) Name, Anschrift, STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER und gegebenenfalls die gemäß Artikel 64quinquies/3 Paragraph 1 Punkt A Ziffer 4 Buchstabe b erteilte individuelle Identifikationsnummer des MELDENDEN PLATTFORMBETREIBERS sowie die Geschäftsbezeichnung(en) der PLATTFORM(EN), über die der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER Meldung erstattet;

n) Vor- und Nachname des MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFERS, wenn dieser eine natürliche Person ist, und eingetragener Name des MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFERS, wenn dieser ein RECHTSTRÄGER ist;

o) die HAUPTANSCHRIFT;

p) jede STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER des MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFERS unter Angabe des jeweiligen Mitgliedstaats, der diese ausgestellt hat, oder, falls keine STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER vorhanden ist, den Geburtsort des MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFERS, wenn dieser eine natürliche Person ist;

q) die Handelsregisternummer des MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFERS, wenn dieser ein RECHTSTRÄGER ist;

r) die Mehrwertsteuer-Identifikationsnummer des MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFERS, falls vorhanden;

s) das Geburtsdatum des VERKÄUFERS, wenn dieser eine natürliche Person ist;

t) die KENNUNG DES FINANZKONTOS, auf dem die Einzahlung oder Gutschrift der VERGÜTUNG erfolgt, sofern der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER über diese Information verfügt und sofern die zuständige Behörde des Mitgliedstaats, in dem der MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER ansässig im Sinne von Artikel 64quinquies/5 Punkt D ist, den zuständigen Behörden aller anderen Mitgliedstaaten nicht mitgeteilt hat, dass sie die KENNUNG DES FINANZKONTOS nicht für diesen Zweck zu verwenden beabsichtigt;

u) falls von der Bezeichnung des MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFERS abweichend — zusätzlich zur KENNUNG DES FINANZKONTOS den Namen des Inhabers des Finanzkontos, auf das die VERGÜTUNG eingezahlt oder auf dem sie gutgeschrieben wird, sofern der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER über diese Information verfügt, sowie alle sonstigen der Identifizierung dienenden finanziellen Informationen, über die der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER in Bezug auf diesen Kontoinhaber verfügt;

v) jeden Mitgliedstaat, in dem der MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER ansässig ist, gemäß Artikel 64^{quinquies}/5 Buchstabe D;

w) die in jedem Quartal des MELDEZEITRAUMS insgesamt gezahlte oder gutgeschriebene VERGÜTUNG und die Zahl der RELEVANTEN TÄTIGKEITEN, für die sie gezahlt oder gutgeschrieben wurde;

x) jegliche Gebühren, Provisionen oder Steuern, die in jedem Quartal des MELDEZEITRAUMS vom MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER einbehalten oder berechnet werden.

Erbringt der MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER Vermietungsdienstleistungen für unbewegliches Vermögen, werden die folgenden zusätzlichen Informationen übermittelt:

d) Adresse für jede INSERIERTE IMMOBILIENEINHEIT, die gemäß den in Artikel 64^{quinquies}/5 Punkt E beschriebenen Verfahren bestimmt wird, und — sofern verfügbar — die entsprechende Nummer des Grundbucheintrags oder eine gleichwertige Angabe nach dem nationalen Recht des Mitgliedstaats, in dem sie belegen ist;

e) die in jedem Quartal des MELDEZEITRAUMS insgesamt gezahlte oder gutgeschriebene VERGÜTUNG und die Zahl der RELEVANTEN TÄTIGKEITEN, die in Bezug auf jede INSERIERTE IMMOBILIENEINHEIT erbracht wurden;

f) falls verfügbar, die Zahl der Tage, an denen jede INSERIERTE IMMOBILIENEINHEIT während des MELDEZEITRAUMS vermietet war, sowie die Art jeder INSERierten IMMOBILIENEINHEIT.

§ 3. Die Übermittlung der Informationen gemäß Paragraf 2 erfolgt unter Verwendung des elektronischen Standardformats, das zur Vereinfachung des durch die Europäische Kommission gemäß Artikel 20 Absatz 4 und Artikel 26 Absatz 2 der Richtlinie verabschiedeten automatischen Austausches konzipiert wurde, und zwar binnen zwei Monaten nach dem Ende des MELDEZEITRAUMS, auf den sich die Meldepflichten des MELDENDEN PLATTFORMBETREIBERS beziehen. Die Informationen werden erstmals für MELDEZEITRÄUME ab dem 1. Januar 2023 übermittelt.

§ 4. Gilt ein PLATTFORMBETREIBER als FREIGESTELLTER PLATTFORMBETREIBER, so unterrichtet die zuständige Behörde des Mitgliedstaats, an den der Nachweis gemäß Artikel 64^{quinquies}/3 Paragraf 1 Punkt A Ziffer 3 erbracht wurde, die zuständigen Behörden aller anderen Mitgliedstaaten entsprechend, auch über sämtliche späteren Änderungen.“

Art. 68 - In den Unterabschnitt 4 des Abschnitts 4 des Kapitels IX^{bis} desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 65 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64^{quinquies}/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 64^{quinquies}/5 - § 1. Für die Identifizierung MELDEPFLICHTIGER VERKÄUFER gelten die folgenden Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten:

C. Nicht überprüfungspflichtige VERKÄUFER

Um festzustellen, ob ein VERKÄUFER, der ein RECHTSTRÄGER ist, im Sinne von Artikel 64^{quinquies}/3 Paragraf 1 Punkt B Ziffer 4 Buchstabe a und b als FREIGESTELLTER VERKÄUFER einzustufen ist, kann sich ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER auf öffentlich zugängliche Informationen oder eine Bestätigung des VERKÄUFERS, der ein RECHTSTRÄGER ist, stützen.

Um festzustellen, ob ein VERKÄUFER im Sinne von Artikel 64^{quinquies}/3 Paragraf 1 Punkt B Ziffer 4 Buchstabe c und d als FREIGESTELLTER VERKÄUFER einzustufen ist, kann sich ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER auf seine verfügbaren Aufzeichnungen stützen.

D. Erhebung von Informationen über den VERKÄUFER

1° der MELDENE PLATTFORMBETREIBER erhebt für jeden VERKÄUFER, der eine natürliche Person, aber kein FREIGESTELLTER VERKÄUFER ist, alle folgenden Informationen:

f) Vor- und Nachname;

g) die HAUPTANSCHRIFT;

h) jede STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER, die diesem VERKÄUFER ausgestellt wurde, unter Angabe des jeweiligen Mitgliedstaats, der diese ausgestellt hat, oder, falls keine STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER vorhanden ist, den Geburtsort dieses VERKÄUFERS;

i) die MEHRWERTSTEUER-IDENTIFIKATIONSNUMMER dieses VERKÄUFERS, falls vorhanden;

j) das Geburtsdatum.

2° der MELDENE PLATTFORMBETREIBER erhebt für jeden VERKÄUFER, der ein RECHTSTRÄGER, aber kein FREIGESTELLTER VERKÄUFER ist, alle folgenden Informationen:

g) den eingetragenen Namen;

h) die HAUPTANSCHRIFT;

i) jede diesem VERKÄUFER erteilte STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER unter Angabe des jeweiligen Mitgliedstaats, der diese ausgestellt hat;

j) die MEHRWERTSTEUER-IDENTIFIKATIONSNUMMER dieses VERKÄUFERS, falls vorhanden;

k) die Handelsregisternummer;

l) das Bestehen einer Betriebsstätte in der Union, über die RELEVANTE TÄTIGKEITEN ausgeübt werden, falls vorhanden, unter Angabe des jeweiligen Mitgliedstaats, in dem sich diese Betriebsstätte befindet;

3° ungeachtet der Ziffern 1 und 2 ist der MELDENE PLATTFORMBETREIBER nicht verpflichtet, die in Ziffer 1 Buchstabe b bis e und in Ziffer 2 Buchstabe b bis f genannten Informationen zu erheben, sofern dieser sich zur Feststellung der Identität und der steuerlichen Ansässigkeit des VERKÄUFERS auf eine direkte Bestätigung der Identität und der Ansässigkeit des VERKÄUFERS durch einen von einem Mitgliedstaat oder der Union bereitgestellten Identifizierungsdienst stützt;

4° ungeachtet Ziffer 1 Buchstabe c und Ziffer 2 Buchstabe c und e ist der MELDENE PLATTFORMBETREIBER in folgenden Fällen nicht verpflichtet, die STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER bzw. die Handelsregisternummer zu erheben:

c) der Ansässigkeitsmitgliedstaat des VERKÄUFERS stellt dem VERKÄUFER keine STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER oder Handelsregisternummer aus;

d) der Ansässigkeitsmitgliedstaat des VERKÄUFERS verlangt keine Erhebung der STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER, die dem VERKÄUFER ausgestellt wurde.

C. Überprüfung von Informationen über den VERKÄUFER

1° der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER stellt anhand aller ihm in seinen Aufzeichnungen zur Verfügung stehenden Informationen und Unterlagen sowie einer von einem Mitgliedstaat oder der Union zur Überprüfung der Gültigkeit der STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER und/oder der MEHRWERTSTEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER kostenlos zur Verfügung gestellten elektronischen Schnittstelle fest, ob die gemäß Punkt A, Punkt B Ziffer 1, Punkt B Ziffer 2 Buchstabe a bis e und Punkt E erhobenen Informationen verlässlich sind;

2° ungeachtet der Ziffer 1 kann der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER für den Abschluss der Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten nach Punkt F Ziffer 2 anhand von Informationen und Unterlagen, die dem MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER in seinen elektronisch durchsuchbaren Aufzeichnungen zur Verfügung stehen, feststellen, ob die gemäß Punkt A, Punkt B Ziffer 1, Punkt B Ziffer 2 Buchstabe a bis e und Punkt E erhobenen Informationen verlässlich sind;

3° ungeachtet von Ziffer 1 und 2 und in Anwendung von Punkt F Ziffer 3 Buchstabe b fordert der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER in Fällen, in denen er Grund zu der Annahme hat, dass in den Punkten B oder E genannte Informationselemente aufgrund von Informationen, die die zuständige Behörde eines Mitgliedstaats in einem Ersuchen über einen bestimmten VERKÄUFER übermittelt hat möglicherweise fehlerhaft sind, den VERKÄUFER auf, die als fehlerhaft erachteten Informationselemente zu berichtigen und verlässliche, aus einer unabhängigen Quelle stammende Belege, Daten oder Informationen vorzulegen, wie etwa:

- c) ein gültiges, von der Regierung ausgestelltes Identifikationsdokument;
- d) eine Bescheinigung neueren Datums der steuerlichen Ansässigkeit.

G. Bestimmung des Ansässigkeitsmitgliedstaats/der Ansässigkeitsmitgliedstaaten des VERKÄUFERS^{1°} ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER betrachtet einen VERKÄUFER als in dem Mitgliedstaat ansässig, in dem dieser seine HAUPTANSCHRIFT hat. Ist der Mitgliedstaat der HAUPTANSCHRIFT des VERKÄUFERS nicht der Mitgliedstaat, der die STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER ausgestellt hat, so betrachtet der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER den VERKÄUFER als auch in dem Mitgliedstaat ansässig, in dem dessen STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER ausgestellt wurde. Hat der VERKÄUFER Informationen über eine bestehende Betriebsstätte gemäß Punkt B Ziffer 2 Buchstabe f übermittelt, so betrachtet der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER diesen VERKÄUFER auch als in dem entsprechenden vom VERKÄUFER genannten Mitgliedstaat als ansässig;

2° ungeachtet der Ziffer 1 betrachtet ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER einen VERKÄUFER als in jedem Mitgliedstaat ansässig, der durch einen von einem Mitgliedstaat oder der Union bereitgestellten elektronischen Identifizierungsdienst gemäß Punkt B Ziffer 3 bestätigt wurde.

H. Erhebung von Informationen über gemietetes unbewegliches Vermögen

Übt ein VERKÄUFER eine RELEVANTE TÄTIGKEIT im Zusammenhang mit der Vermietung von unbeweglichem Vermögen aus, so erhebt der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER die Anschrift jeder INSERierten IMMOBILIENEINHEIT und — sofern vorhanden — die jeweilige Grundbuchnummer oder eine gleichwertige Angabe nach dem nationalen Recht des Mitgliedstaats, in dem sie belegen ist. Hat ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER mehr als zweitausend RELEVANTE TÄTIGKEITEN durch eine INSERierte IMMOBILIENEINHEIT für denselben VERKÄUFER, bei dem es sich um einen RECHTSTRÄGER handelt, ermöglicht, so erhebt der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER Belege, Daten oder Informationen darüber, dass die INSERierte IMMOBILIENEINHEIT im Eigentum desselben Eigentümers stehen.

I. Zeitplan und Gültigkeit der Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten

1° ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER hat die in den Punkten A bis E festgelegten Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten bis zum 31. Dezember des MELDEZEITRAUMS abzuschließen;

2° ungeachtet der Ziffer 1 müssen für VERKÄUFER, die am 1. Januar 2023 oder zu dem Zeitpunkt, zu dem ein RECHTSTRÄGER zum MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER wird, bereits auf der PLATTFORM registriert waren, die in den Punkten A bis E festgelegten Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten bis zum 31. Dezember des zweiten MELDEZEITRAUMS für den MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER abgeschlossen sein;

3° ungeachtet der Ziffer 1 kann sich ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER auf die im Zusammenhang mit früheren MELDEZEITRÄUMEN durchgeführten Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten stützen, sofern:

- c) die nach dem Punkt B Ziffer 1 und 2 erforderlichen Informationen über den VERKÄUFER in den letzten sechsunddreißig Monaten entweder erhoben und überprüft oder bestätigt wurden und
- d) der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER keinen Grund zu der Annahme hat, dass die gemäß den Punkten A, B und E erhobenen Informationen unglaubwürdig oder unzutreffend sind bzw. geworden sind.

I. Anwendung der Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten nur auf AKTIVE VERKÄUFER

Ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER kann sich dafür entscheiden, die Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten entsprechend den Punkten A bis F nur in Bezug auf AKTIVE VERKÄUFER abzuschließen.

J. Abschluss der Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten durch Dritte

1° ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER kann sich bei der Erfüllung der im vorliegenden Artikel festgelegten Sorgfaltspflichten auf einen dritten Dienstleister stützen; die Pflichten verbleiben jedoch in der Verantwortung des MELDENDEN PLATTFORMBETREIBERS;

2° erfüllt ein PLATTFORMBETREIBER die Sorgfaltspflichten für einen MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER in Bezug auf dieselbe PLATTFORM gemäß Ziffer 1, so führt dieser PLATTFORMBETREIBER die Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten gemäß den im vorliegenden Artikel festgelegten Bestimmungen durch. Die Sorgfaltspflichten verbleiben jedoch in der Verantwortung des MELDENDEN PLATTFORMBETREIBERS.“

Art. 69 - In den Unterabschnitt 4 des Abschnitts 4 des Kapitels IX^{bis} desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 65 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64^{quinquies}/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 64^{quinquies}/6 - § 1. Der Zeitplan und die Art der Meldung der in Artikel 64^{quinquies}/4 Paragraph 1 genannten Informationen sind folgende:

1° der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER im Sinne von Artikel 64^{quinquies}/3 Paragraph 1 Punkt A Ziffer 4 Buchstabe a Absatz 1 meldet der belgischen zuständigen Behörde die in Paragraph 2 genannten Informationen in Bezug auf den MELDEZEITRAUM spätestens am 31. Januar des Jahres, das auf das Kalenderjahr folgt, in dem der VERKÄUFER als MELDEPFLICHTIGER VERKÄUFER identifiziert wird. Existiert mehr als ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER, so ist jeder dieser MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER von der Meldung der

Informationen befreit, wenn er im Einklang mit dem im Hoheitsgebiet der Wallonischen Region anwendbaren Recht nachweisen kann, dass dieselben Informationen von einem anderen MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER gemeldet wurden;

2° der in Artikel 64quinquies/3 Paragraf 1 Punkt A Ziffer 4 Buchstabe a Absatz 2 genannte PLATTFORMBETREIBER wählt einen dieser Mitgliedstaaten, in dem er die im vorliegenden Artikel festgelegten Meldepflichten erfüllen wird. Wenn der MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER sich gemäß Artikel 64quinquies/3 Paragraf 1 Punkt A Ziffer 4 Buchstabe a Absatz 2 dafür entscheidet, seinen im vorliegenden Artikel genannten Meldepflichten in Belgien nachzukommen, meldet er der belgischen zuständigen Behörde die in Paragraf 2 aufgeführten Informationen in Bezug auf den MELDEZEITRAUM spätestens am 31. Januar des Jahres, das auf das Kalenderjahr folgt, in dem der VERKÄUFER als MELDEPFLICHTIGER VERKÄUFER identifiziert wird. Existiert mehr als ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER, so ist jeder dieser MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER von der Meldung der Informationen befreit, wenn er im Einklang mit dem nationalen Recht nachweisen kann, dass dieselben Informationen von einem anderen MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER in einem anderen Mitgliedstaat gemeldet wurden;

3° der PLATTFORMBETREIBER im Sinne von Artikel 64quinquies/3 Paragraf 1 Punkt A Ziffer 4 Buchstabe b meldet der belgischen zuständigen Behörde die in Paragraf 2 genannten Informationen in Bezug auf den MELDEZEITRAUM wenn er gemäß Artikel 64quinquies/3 Paragraf 1 Punkt A Ziffer 4 Buchstabe b Absatz 2 bei dieser belgischen zuständigen Behörde registriert ist, spätestens am 31. Januar des Jahres, das auf das Kalenderjahr folgt, in dem der VERKÄUFER als MELDEPFLICHTIGER VERKÄUFER identifiziert wird;

4° ungeachtet der Ziffer 3 ist ein MELDENDER PLATTFORMBETREIBER im Sinne von Artikel 64quinquies/3 Paragraf 1 Punkt A Ziffer 4 Buchstabe b nicht verpflichtet, die in Paragraf 2 genannten Informationen in Bezug auf QUALIFIZIERTE RELEVANTE TÄTIGKEITEN zu übermitteln, die unter eine WIRKSAME QUALIFIZIERENDE VEREINBARUNG ZWISCHEN ZUSTÄNDIGEN BEHÖRDEN fallen, die bereits den automatischen Austausch gleichwertiger Informationen mit einem Mitgliedstaat über in jenem Mitgliedstaat ansässige MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER vorsieht;

5° EIN MELDENDER PLATTFORMBETREIBER übermittelt auch dem betreffenden MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFER die in Paragraf 2 Ziffer 2 und 3 genannten Informationen spätestens am 31. Januar des Jahres, das auf das Kalenderjahr folgt, in dem der VERKÄUFER als MELDEPFLICHTIGER VERKÄUFER identifiziert wird;

6° die Informationen über die in einer Fiat-Währung gezahlte oder gutgeschriebene VERGÜTUNG sind in der Währung zu melden, in der diese gezahlt oder gutgeschrieben wurde. Wurde die VERGÜTUNG in einer anderen Form als der Fiat-Währung gezahlt oder gutgeschrieben, so ist sie in der Landeswährung zu melden und in einer Weise umzurechnen oder zu bewerten, die vom MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER einheitlich festgelegt wird;

7° die Informationen über die VERGÜTUNG und andere Beträge sind für das Quartal des MELDEZEITRAUMS zu melden, in dem die VERGÜTUNG gezahlt oder gutgeschrieben wurde.

§ 2. Jeder MELDENDE PLATTFORMBETREIBER hat folgende Informationen zu melden:

1° Name, Anschrift, STEUERIDENTIFIKATIONSNUMMER und gegebenenfalls die gemäß Artikel 64quinquies/3 Paragraf 1 Punkt A Ziffer 4 Buchstabe b Absatz 2 erteilte individuelle Identifikationsnummer des MELDENDEN PLATTFORMBETREIBERS sowie die Geschäftsbezeichnung(en) der PLATTFORM(EN), über die der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER Meldung erstattet;

2° für jeden MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFER, der eine RELEVANTE TÄTIGKEIT ausgeübt hat, ausgenommen die Vermietung von unbeweglichem Vermögen:

g) die nach Artikel 64quinquies/5 Buchstabe B zu erhebenden Informationen;

h) die KENNUNG DES FINANZKONTOS, sofern der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER über diese Information verfügt und die zuständige Behörde des Mitgliedstaats, in dem der MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER im Sinne von Artikel 64quinquies/5 Punkt D ansässig ist, nicht öffentlich bekannt gegeben hat, dass sie die KENNUNG DES FINANZKONTOS nicht für diesen Zweck zu verwenden beabsichtigt;

i) falls von der Bezeichnung des MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFERS abweichend — zusätzlich zur KENNUNG DES FINANZKONTOS den Namen des Inhabers des Finanzkontos, auf das die VERGÜTUNG eingezahlt oder auf dem sie gutgeschrieben wird, sofern der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER über diese Information verfügt, sowie alle sonstigen der Identifizierung dienenden finanziellen Informationen, über die der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER in Bezug auf diesen Kontoinhaber verfügt;

j) jeden Mitgliedstaat, in dem der MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER für die Zwecke der Artikel 64bis bis 64duodecies im Sinne von Artikel 64quinquies/5 Punkt D gebietsansässig ist;

k) die in jedem Quartal des MELDEZEITRAUMS insgesamt gezahlte oder gutgeschriebene VERGÜTUNG und die Zahl der RELEVANTEN TÄTIGKEITEN, für die sie gezahlt oder gutgeschrieben wurde;

l) jegliche Gebühren, Provisionen oder Steuern, die in jedem Quartal des MELDEZEITRAUMS vom MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER einbehalten oder berechnet werden;

3° für jeden MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFER, der eine RELEVANTE TÄTIGKEIT ausgeübt hat, welche die Vermietung von unbeweglichem Vermögen beinhaltet:

i) die nach Artikel 64quinquies/5 Punkt B zu erhebenden Informationen;

j) die KENNUNG DES FINANZKONTOS, sofern der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER über diese Information verfügt und die zuständige Behörde des Mitgliedstaats, in dem der MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER im Sinne von Artikel 64quinquies/5 Punkt D ansässig ist, nicht öffentlich bekannt gegeben hat, dass sie die KENNUNG DES FINANZKONTOS nicht für diesen Zweck zu verwenden beabsichtigt;

k) falls von der Bezeichnung des MELDEPFLICHTIGEN VERKÄUFERS abweichend — zusätzlich zur KENNUNG DES FINANZKONTOS den Namen des Inhabers des Finanzkontos, auf das die VERGÜTUNG eingezahlt oder auf dem sie gutgeschrieben wird, sofern der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER über diese Information verfügt, sowie alle sonstigen der Identifizierung dienenden finanziellen Informationen, über die der MELDENDE PLATTFORMBETREIBER in Bezug auf diesen Kontoinhaber verfügt;

l) jeden Mitgliedstaat, in dem der MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER für die Zwecke der Artikel 64bis bis 64duodecies im Sinne von Artikel 64quinquies/5 Punkt D gebietsansässig ist ;

m) die Anschrift für jede INSERIERTE IMMOBILIENEINHEIT, die gemäß den in Artikel 64quinquies/5 Punkt E beschriebenen Verfahren bestimmt wird, und — sofern vorhanden — die jeweilige Grundbuchnummer oder eine gleichwertige Angabe nach dem nationalen Recht des Mitgliedstaats, in dem sie belegen ist;

n) die in jedem Quartal des MELDEZEITRAUMS insgesamt gezahlte oder gutgeschriebene VERGÜTUNG und die Zahl der RELEVANTEN TÄTIGKEITEN, die in Bezug auf jede INSERIERTE IMMOBILIENEINHEIT erbracht wurden;

o) jegliche Gebühren, Provisionen oder Steuern, die in jedem Quartal des MELDEZEITRAUMS vom MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER einbehalten oder berechnet werden;

p) falls verfügbar, die Zahl der Tage, an denen jede INSERIERTE IMMOBILIENEINHEIT während des MELDEZEITRAUMS vermietet war, sowie die Art jeder INSERierten IMMOBILIENEINHEIT.“.

Art. 70 - In den Unterabschnitt 4 des Abschnitts 4 des Kapitels IXbis desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 65 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64quinquies/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 64quinquies/7 - Legt ein VERKÄUFER nach zwei auf das ursprüngliche Ersuchen des MELDENDEN PLATTFORMBETREIBERS folgenden Mahnungen die nach Artikel 64quinquies/5 erforderlichen Informationen nicht vor, schließt der MELDENE PLATTFORMBETREIBER — jedoch nicht vor Ablauf von sechzig Tagen — das Konto des VERKÄUFERS und hindert den VERKÄUFER daran, sich erneut bei der PLATTFORM zu registrieren, oder er behält die Zahlung der VERGÜTUNG an den VERKÄUFER ein, solange der VERKÄUFER die verlangten Informationen nicht vorlegt.“.

Art. 71 - In den Unterabschnitt 4 des Abschnitts 4 des Kapitels IXbis desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 65 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64quinquies/8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 64quinquies/8 - Die Regierung beschließt die Vorschriften und Verwaltungsverfahren, um die in Artikel 64quinquies/3 bis 64quinquies/7 beschriebenen Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten und der Meldepflichten wirksam umsetzen und einhalten zu können, nämlich unter anderem:

1° die erforderlichen Maßnahmen, um die MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER dazu zu verpflichten, die Erhebungs- und Überprüfungsanforderungen nach Artikel 64quinquies/5 in Bezug auf ihre VERKÄUFER durchzusetzen;

2° die erforderlichen Maßnahmen, um die MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER dazu zu verpflichten, die zur Durchführung der in den Artikeln 64quinquies/5 und 64quinquies/6 aufgeführten Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten und der Meldepflichten unternommenen Schritte und herangezogenen Informationen zu dokumentieren. Diese Aufzeichnungen müssen für einen ausreichend langen Zeitraum und in jedem Fall während mindestens fünf, jedoch höchstens zehn Jahren nach Ablauf des MELDEZEITRAUMS, auf den sie sich beziehen, verfügbar bleiben;

3° die erforderlichen Maßnahmen, einschließlich der Möglichkeit, eine Berichtsaufforderung an MELDENE PLATTFORMBETREIBER zu richten, um sicherzustellen, dass alle erforderlichen Informationen der zuständigen Behörde gemeldet werden, damit diese ihrer Verpflichtung zur Übermittlung von Informationen gemäß Artikel 64quinquies/4 Paragraph 2 nachkommen kann;

4° Verwaltungsverfahren, um zu überprüfen, ob die MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER die in den Artikeln 64quinquies/5 und 64quinquies/6 festgelegten Verfahren zur Erfüllung der Sorgfaltspflichten und Meldepflichten einhalten;

5° Verfahren für eine Nachverfolgung mit den MELDENDEN PLATTFORMBETREIBERN für den Fall, dass die gemeldeten Informationen unvollständig oder fehlerhaft sind.“.

Art. 72 - In Kapitel IXbis Abschnitt 6 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 1 eingefügt, der den Artikel 64septies mit folgendem Wortlaut enthält:

“Anwesenheit in den Amtsräumen von Behörden und Teilnahme an behördlichen Ermittlungen“.

Art. 73 - In Unterabschnitt 1 des Abschnitts 6 von Kapitel IXbis desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 72 des vorliegenden Dekrets, wird Artikel 64septies, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, durch Folgendes ersetzt:

“Art. 64septies - § 1. Die belgische zuständige Behörde kann mit einer ausländischen zuständigen Behörde vereinbaren, dass gemäß den von der ausländischen zuständigen Behörde festgelegten Verfahrensregelungen die von der belgischen zuständigen Behörde ordnungsgemäß befugten Bediensteten zum Zweck des Informationsaustauschs gemäß Artikel 64bis Paragraph 1 Absatz 1:

1° in den Amtsräumen zugegen sein dürfen, in denen die Verwaltungsbehörden des ersuchten Mitgliedstaats ihre Tätigkeit ausüben;

2° bei den behördlichen Ermittlungen zugegen sein dürfen, die im Hoheitsgebiet des ersuchten Mitgliedstaats durchgeführt werden;

3° sofern angezeigt mittels elektronischer Kommunikationsmittel an den vom ersuchten Mitgliedstaat durchgeführten behördlichen Ermittlungen teilnehmen dürfen.

Die ersuchte Behörde beantwortet ein Ersuchen gemäß Absatz 1 binnen sechzig Tagen nach Erhalt des Ersuchens, um entweder ihr Einverständnis zu bestätigen oder der belgischen zuständigen Behörde ihre begründete Ablehnung mitzuteilen.

Sind die erbetenen Informationen in Unterlagen enthalten, zu denen die Bediensteten der ersuchten Behörde Zugang haben, so werden den von der belgischen zuständigen Behörde ordnungsgemäß befugten Bediensteten Kopien dieser Unterlagen ausgehändigt.

Sind von der belgischen zuständigen Behörde ordnungsgemäß befugte Bedienstete bei behördlichen Ermittlungen zugegen oder nehmen sie über elektronische Kommunikationsmittel an den behördlichen Ermittlungen teil, so dürfen sie unter Einhaltung der vom ersuchten Mitgliedstaat festgelegten Verfahrensregelungen Einzelpersonen befragen und Aufzeichnungen prüfen.

Jede Ablehnung einer Person, gegen die ermittelt wird, den Inspektionsmaßnahmen der von der belgischen zuständigen Behörde ordnungsgemäß befugten Bediensteten Folge zu leisten, wird von der ersuchten Behörde als Ablehnung gegenüber ihren eigenen Bediensteten betrachtet.

Von der belgischen zuständigen Behörde ordnungsgemäß befugte Bedienstete, die sich gemäß dem vorliegenden Paragraphen in einem anderen Mitgliedstaat aufhalten, müssen jederzeit eine schriftliche Vollmacht vorlegen können, aus der ihre Identität und dienstliche Stellung hervorgehen.

§ 2. Die belgische zuständige Behörde kann mit einer ausländischen Behörde vereinbaren, dass gemäß den im vorliegenden Dekret festgelegten Verfahrensregelungen die von der belgischen zuständigen Behörde ordnungsgemäß befugten Bediensteten zum Zweck des Informationsaustauschs gemäß Artikel 64*bis* Paragraph 1 Absatz 1:

1° in der Wallonischen Region, in den Amtsräumen der Dienststelle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen, die diese Tätigkeiten erfüllen, zugegen sein dürfen;

2° bei den behördlichen Ermittlungen zugegen sein dürfen, die im Wallonischen Hoheitsgebiet geführt werden;

3° sofern angezeigt, mittels elektronischer Kommunikationsmittel an den von den Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen durchgeführten behördlichen Ermittlungen teilnehmen dürfen.

Die belgische zuständige Behörde beantwortet ein Ersuchen gemäß Absatz 1 binnen sechzig Tagen nach Erhalt des Ersuchens, um entweder ihr Einverständnis zu bestätigen oder der ersuchenden Behörde ihre begründete Ablehnung mitzuteilen.

Sind die erbetenen Informationen in Unterlagen enthalten, zu denen die Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen Zugang haben, so werden den von der ersuchenden Behörde ordnungsgemäß befugten Bediensteten Kopien dieser Unterlagen ausgehändigt.

Sind von der ersuchenden Behörde ordnungsgemäß befugte Bedienstete bei behördlichen Ermittlungen zugegen oder nehmen sie über elektronische Kommunikationsmittel an den behördlichen Ermittlungen teil, so dürfen sie unter Einhaltung der im vorliegenden Dekret festgelegten Verfahrensregelungen Einzelpersonen befragen und Aufzeichnungen prüfen.

Jede Ablehnung einer Person, gegen die ermittelt wird, den Inspektionsmaßnahmen der von der ersuchenden Behörde ordnungsgemäß befugten Bediensteten Folge zu leisten, wird von der belgischen zuständigen Behörde als Ablehnung gegenüber den Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen betrachtet.

Von der ersuchenden Behörde ordnungsgemäß befugte Bedienstete, die sich gemäß dem vorliegenden Paragraphen auf dem Hoheitsgebiet der Wallonischen Region aufhalten, müssen jederzeit eine schriftliche Vollmacht vorlegen können, aus der ihre Identität und dienstliche Stellung hervorgehen.“

Art. 74 - In Kapitel IX*bis* Abschnitt 6 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 2 eingefügt, der den Artikel 64*septies*/1 mit folgendem Wortlaut enthält:

“Gleichzeitige Prüfungen“.

Art. 75 - In den Unterabschnitt 2 des Abschnitts 6 des Kapitels IX*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 74 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64*septies*/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 64*septies*/1 - § 1. Vereinbart die Wallonische Region mit einem oder mehreren Mitgliedstaaten, jeweils auf ihrem Hoheitsgebiet gleichzeitige Prüfungen betreffend eine oder mehrere Personen von gemeinsamem oder ergänzendem Interesse durchzuführen, um die dabei erlangten Informationen auszutauschen, so finden die Paragraphen 2 bis 4 Anwendung.

§ 2. Die belgische zuständige Behörde bestimmt selbst, welche Personen sie für eine gleichzeitige Prüfung vorschlagen will. Sie unterrichtet die ausländische zuständige Behörde über die Fälle, für die sie eine gleichzeitige Prüfung vorschlägt, und begründet ihre Wahl. Sie gibt an, in welchem Zeitraum derartige Prüfung durchgeführt werden soll.

§ 3. Wenn eine gleichzeitige Prüfung der belgischen zuständigen Behörde vorgeschlagen worden ist, entscheidet Letztere, ob sie an der gleichzeitigen Prüfung teilnehmen möchte. Binnen sechzig Tagen nach Erhalt des Vorschlags bestätigt sie der ausländischen zuständigen Behörde, die die Prüfung vorgeschlagen hat, ihr Einverständnis oder teilt ihre begründete Ablehnung mit.

§ 4. Die belgische zuständige Behörde benennt einen für die Beaufsichtigung und die Koordinierung der Prüfung verantwortlichen Vertreter.“

Art. 76 - In Kapitel IX*bis* Abschnitt 6 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 3 eingefügt, der den Artikel 64*septies*/2 mit folgendem Wortlaut enthält:

“Administrative Notifizierung“.

Art. 77 - In den Unterabschnitt 3 des Abschnitts 6 des Kapitels IX*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 76 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64*septies*/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 64*septies*/2 - § 1. Die belgische zuständige Behörde kann eine ausländische zuständige Behörde darum ersuchen, nach Maßgabe der Rechtsvorschriften für die Zustellung entsprechender Akte im ersuchten Mitgliedstaat dem Adressaten alle Akte und Entscheidungen der wallonischen Verwaltungsbehörden zuzustellen, die mit der Anwendung in der Wallonischen Region der Rechtsvorschriften über die gesamten Abgaben und Steuern zusammenhängen, die von der Wallonischen Region oder für ihre Rechnung, von ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten oder für ihre Rechnung, einschließlich der lokalen Behörden, erhoben werden.

Das Zustellungsersuchen enthält den Namen und die Anschrift des Adressaten sowie alle weiteren Informationen, die seine Identifizierung erleichtern können, sowie Angaben über den Gegenstand des zuzustellenden Akts oder der zuzustellenden Entscheidung.

Die belgische zuständige Behörde stellt nur dann ein Zustellungsersuchen, wenn sie nicht in der Lage ist, die Zustellung nach Maßgabe der in der Wallonischen Region anwendbaren Rechtsvorschriften vorzunehmen, oder wenn eine solche Zustellung unverhältnismäßige Schwierigkeiten aufwerfen würde. Die belgische zuständige Behörde kann einer Person im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats jedes Dokument per Einschreiben oder auf elektronischem Wege direkt zustellen.

§ 2. Auf Antrag einer ausländischen zuständigen Behörde stellt die belgische zuständige Behörde nach Maßgabe der in der Wallonischen Region geltenden Rechtsvorschriften für die Zustellung entsprechender Akte dem Adressaten alle Akte und Entscheidungen zu, die von den Verwaltungsbehörden des ersuchenden Mitgliedstaats stammen, und die mit der Anwendung im Wallonischen Hoheitsgebiet der Rechtsvorschriften über die gesamten Abgaben und Steuern zusammenhängen, die von der Wallonischen Region oder für ihre Rechnung, von ihren gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten oder für ihre Rechnung, einschließlich der lokalen Behörden, erhoben werden.

Die belgische zuständige Behörde teilt der ersuchenden Behörde unverzüglich mit, was aufgrund des Zustellungsersuchens veranlasst wurde, und insbesondere, an welchem Tag der Akt oder die Entscheidung dem Adressaten zugestellt wurde.“

Art. 78 - In Kapitel IXbis Abschnitt 6 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 4 eingefügt, der den Artikel 64septies/3 mit folgendem Wortlaut enthält:

“Rückmeldung”.

Art. 79 - In den Unterabschnitt 4 des Abschnitts 6 des Kapitels IXbis desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 78 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64septies/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 64septies/3 - § 1. Hat eine ausländische zuständige Behörde Informationen gemäß Artikel 64ter Paragraf 1 oder Artikel 64sexies übermittelt und wird um eine Rückmeldung gebeten, so übermittelt die belgische zuständige Behörde, die die Informationen erhalten hat, unbeschadet der in der Wallonischen Region geltenden Vorschriften zum Schutz des Steuergeheimnisses und zum Datenschutz der ausländischen zuständigen Behörde, die die Informationen übermittelt hat, die Rückmeldung so bald wie möglich und spätestens drei Monate nach Bekanntwerden des Ergebnisses der Verwendung der erbetenen Informationen.

Die belgische zuständige Behörde übermittelt den betroffenen Mitgliedstaaten einmal jährlich nach bilateral vereinbarten praktischen Regelungen eine Rückmeldung zum automatischen Informationsaustausch.

§ 2. Die belgische zuständige Behörde, die Informationen in Anwendung von Artikel 64ter Paragraf 2 oder von Artikel 64sexies übermittelt hat, kann die ausländische zuständige Behörde, die diese Informationen erhalten hat, um eine Rückmeldung dazu bitten.

§ 3. Erhält eine wallonische Verbindungsstelle oder ein wallonischer zuständiger Bediensteter ein Ersuchen um Zusammenarbeit, das eine Tätigkeit außerhalb des ihr/ihm nach den belgischen Rechtsvorschriften oder den belgischen politischen Grundsätzen zugewiesenen Zuständigkeitsbereichs erfordert, so übermittelt sie/er dieses Ersuchen unverzüglich dem zentralen Verbindungsbüro und teilt dies der ersuchenden ausländischen zuständigen Behörde mit. In einem solchen Fall beginnt die Frist nach Artikel 64quater am Tag nach der Weiterleitung des Ersuchens um Zusammenarbeit an das zentrale Verbindungsbüro.”.

Art. 80 - In Kapitel IXbis Abschnitt 6 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 5 eingefügt, der den Artikel 64septies/4 mit folgendem Wortlaut enthält:

“Gemeinsame Prüfungen”.

Art. 81 - In den Unterabschnitt 5 des Abschnitts 6 des Kapitels IXbis desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 80 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64septies/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 64septies/4 - § 1. Die zuständige Behörde eines oder mehrerer Mitgliedstaaten kann die belgische zuständige Behörde ersuchen, gegebenenfalls mit anderen Mitgliedstaaten, eine gemeinsame Prüfung durchzuführen. Die belgische zuständige Behörde und gegebenenfalls die ersuchten zuständigen Behörden der anderen Mitgliedstaaten beantworten das Ersuchen um eine gemeinsame Prüfung innerhalb von sechzig Tagen nach dessen Erhalt. Die belgische zuständige Behörde und gegebenenfalls die ersuchten zuständigen Behörden der anderen Mitgliedstaaten können das Ersuchen der zuständigen Behörde eines Mitgliedstaats um eine gemeinsame Prüfung in begründeten Fällen ablehnen.

§ 2. Die belgische zuständige Behörde kann die zuständige Behörde eines anderen Mitgliedstaates ersuchen, gegebenenfalls mit anderen Mitgliedstaaten, eine gemeinsame Prüfung durchzuführen.

Die ersuchten zuständigen Behörden beantworten das Ersuchen um eine gemeinsame Prüfung innerhalb von sechzig Tagen nach dessen Erhalt. Die ersuchten zuständigen Behörden können das Ersuchen der belgischen zuständigen Behörde um eine gemeinsame Prüfung in begründeten Fällen ablehnen.

§ 3. Gemeinsame Prüfungen gemäß Paragraf 1 und 2 werden von den zuständigen Behörden der ersuchenden und der ersuchten Mitgliedstaaten in zuvor vereinbarter und koordinierter Weise, einschließlich der Sprachenregelung, und im Einklang mit den Rechts- und Verfahrensvorschriften des Mitgliedstaats, in dem die gemeinsamen Prüfungstätigkeiten stattfinden, durchgeführt. In jedem Mitgliedstaat, in dem die gemeinsamen Prüfungstätigkeiten stattfinden, benennt die zuständige Behörde dieses Mitgliedstaats einen Vertreter, der für die Beaufsichtigung und Koordinierung der gemeinsamen Prüfung in diesem Mitgliedstaat zuständig ist.

Die Rechte und Pflichten der an der gemeinsamen Prüfung teilnehmenden Bediensteten der Mitgliedstaaten werden — sofern diese bei Tätigkeiten in einem anderen Mitgliedstaat zugegen sind — nach dem Recht des Mitgliedstaats festgelegt, in dem diese gemeinsamen Prüfungstätigkeiten stattfinden. Die Bediensteten eines anderen Mitgliedstaats befolgen die Rechtsvorschriften des Mitgliedstaats, in dem die gemeinsamen Prüfungstätigkeiten stattfinden, sie üben dabei jedoch keine Befugnisse aus, die über die Befugnisse hinausgehen würden, die ihnen nach dem Recht ihres Mitgliedstaats zustehen.

§ 4. Unbeschadet von Paragraf 3 gilt, wenn die gemeinsamen Prüfungstätigkeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region stattfinden und mit Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen durchgeführt werden, Folgendes:

1° die Bediensteten anderer Mitgliedstaaten, die an den gemeinsamen Prüfungstätigkeiten teilnehmen, sind befugt, in Zusammenarbeit mit den Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen Einzelpersonen zu befragen und Aufzeichnungen zu prüfen, unter Einhaltung der im vorliegenden Dekret festgelegten Verfahrensregelungen;

2° die gesammelten Beweise, die bei der gemeinsamen Prüfungstätigkeit gesammelt wurden, werden hinsichtlich ihrer Zulässigkeit unter den gleichen rechtlichen Bedingungen bewertet wie im Fall einer auf dem Hoheitsgebiet der Wallonischen Region durchgeführten Prüfung, an der nur die Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen teilnehmen; dies gilt auch während jeglichen Beschwerde-, Revisions- oder Einspruchsverfahren;

3° die Person(en), die einer gemeinsamen Prüfung unterzogen wird/werden oder davon betroffen ist/sind, verfügt/verfügen über dieselben Rechte und hat/haben dieselben Pflichten wie im Fall einer Prüfung, an der nur die Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen teilnehmen; dies gilt auch während jeglichen Beschwerde-, Revisions- oder Einspruchsverfahren.

§ 5. Führen die zuständigen Behörden von zwei oder mehr Mitgliedstaaten eine gemeinsame Prüfung durch, so bemühen sie sich, sich auf den Sachverhalt und die Umstände, die für die gemeinsame Prüfung relevant sind, zu einigen und auf der Grundlage der Ergebnisse der gemeinsamen Prüfung zu einer Einigung über den steuerlichen Status der geprüften Person(en) zu gelangen. Die Feststellungen der gemeinsamen Prüfung sind in einem Prüfungsbericht darzulegen. Fragen, in denen sich die zuständigen Behörden einig sind, sind im Prüfungsbericht wiedergegeben und werden in den einschlägigen Instrumenten berücksichtigt, die von den zuständigen Behörden der teilnehmenden Mitgliedstaaten im Anschluss an diese gemeinsame Prüfung ausgestellt werden.

Vorbehaltlich des Absatzes 1 unterliegen Maßnahmen der zuständigen Behörde eines Mitgliedstaats oder seiner Bediensteten im Anschluss an eine gemeinsame Prüfung sowie alle weiteren Verfahren, die in jenem Mitgliedstaat stattfinden, wie etwa eine Entscheidung der Steuerbehörden sowie ein damit zusammenhängendes Einspruchs- oder Vergleichsverfahren, dem nationalen Recht jenes Mitgliedstaats.

§ 6. Die geprüfte Person oder geprüften Personen werden über das Ergebnis der gemeinsamen Prüfung unterrichtet, wozu auch eine Kopie des Prüfungsberichts gehört, die innerhalb von sechzig Tagen nach seiner Erstellung übermittelt wird.“

Art. 82 - Artikel 64*octies* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 14. April 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 wird wie folgt abgeändert:

d) in Absatz 1 wird die Wortfolge "der oben stehenden Artikel verfügt, unterliegen der Geheimhaltungspflicht und genießen den Schutz, den das Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten für vergleichbare Informationen gewährt." durch die Wortfolge "der Artikel 64*bis* bis 64*duodecies* verfügt, fallen unter die Geheimhaltungspflicht und genießen den Schutz der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG." ersetzt;

e) in Absatz 2 wird Punkt 1 durch Folgendes ersetzt:

"1. zur Festsetzung und Anwendung der Steuern und Abgaben, die in den wallonischen Rechtsvorschriften über die in Artikel 2 der Richtlinie genannten Abgaben und Steuern genannt sind, und anderer indirekter Steuern;"

f) Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Mit der Genehmigung der ausländischen zuständigen Behörde, die die Informationen gemäß der Richtlinie übermittelt hat, und sofern dies nach dem in der Wallonischen Region geltenden Recht zulässig ist, dürfen die von dieser Behörde erhaltenen Informationen und Unterlagen für andere als die in Absatz 2 genannten Zwecke verwendet werden. Die belgische zuständige Behörde, die die Informationen und Unterlagen erhält, darf die erhaltenen Informationen und Unterlagen jedoch ohne Einholung der oben genannten Genehmigung für einen der von dem Mitgliedstaat, der die Informationen übermittelt, aufgeführten Zwecke verwenden, wenn die zuständige Behörde des letztgenannten Mitgliedstaats den zuständigen Behörden aller anderen Mitgliedstaaten eine Liste der anderen als der in Absatz 2 genannten Zwecke übermittelt hat, für die gemäß ihrem nationalen Recht Informationen und Unterlagen verwendet werden dürfen.";

2° Paragraf 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Vor dem in Artikel 64*ter* Paragraf 1 genannten Auskunftersuchen muss die belgische zuständige Behörde zunächst die üblichen Informationsquellen ausgeschöpft haben, die sie unter den gegebenen Umständen zur Erlangung der erbetenen Informationen genutzt haben könnte, ohne die Erreichung ihres Ziels zu gefährden.

Vor dem in Artikel 64*ter* Paragraf 2 genannten Auskunftersuchen muss die ausländische zuständige Behörde zunächst die üblichen Informationsquellen ausgeschöpft haben, die sie unter den gegebenen Umständen zur Erlangung der erbetenen Informationen genutzt haben könnte, ohne die Erreichung ihres Ziels zu gefährden.";

3° Paragraf 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 7. Ersuchen um Informationen und behördliche Ermittlungen gemäß Artikel 64*ter* Paragraf 1 sowie die entsprechenden Antworten, Empfangsbestätigungen, Ersuchen um zusätzliche Hintergrundinformationen und Mitteilungen über das Unvermögen zur oder die Ablehnung der Erfüllung des Ersuchens gemäß Artikel 64*quater* werden soweit möglich mit Hilfe eines Standardformblatts übermittelt, das die Kommission annimmt. Dem Standardformblatt können Berichte, Bescheinigungen und andere Schriftstücke oder beglaubigte Kopien von Schriftstücken oder Auszüge daraus beigelegt werden.

Die belgische zuständige Behörde kann — soweit bekannt und im Einklang mit den Entwicklungen auf internationaler Ebene — Name und Anschrift jeder Person, von der angenommen wird, dass sie über die gewünschten Informationen verfügt, wie auch jede Angabe übermitteln, welche die Beschaffung von Informationen durch die ersuchte Behörde erleichtern könnte. Der spontane Informationsaustausch und seine Bestätigung gemäß Artikel 64*sexies* Absatz 1 und 4, Zustellungsersuchen gemäß Artikel 64*septies*/2, Rückmeldungen gemäß Artikel 64*septies*/3, die Übermittlungen gemäß Paragraf 1 Absatz 3, 4 und 5 und die Übermittlungen gemäß Artikel 64*novies* Absatz 2 erfolgen mit Hilfe des von der Kommission angenommenen Standardformblatts.

Der automatische Informationsaustausch gemäß Artikel 64*quinquies* und Artikel 64*quinquies*/4 erfolgt über ein von der Kommission angenommenes elektronisches Standardformat, mit dem ein solcher automatischer Austausch erleichtert werden soll und dem das bestehende elektronische Format nach Artikel 9 der Richtlinie 2003/48/EG des Rates vom 3. Juni 2003 im Bereich der Besteuerung von Zinserträgen zugrunde liegt, das für alle Arten des automatischen Informationsaustauschs zu verwenden ist".

Art. 83 - Kapitel IX*bis* desselben Dekrets wird durch einen Abschnitt 9 mit folgendem Titel ergänzt:

"Datenschutz".

Art. 84 - In den Abschnitt 9 des Kapitels IX*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 83 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64*decies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 64*decies* - § 1. Jeder Informationsaustausch gemäß dem vorliegenden Kapitel IX*bis* fällt unter die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG, nachstehend Datenschutz-Grundverordnung genannt.

§ 2. Verantwortliche für die Verarbeitung personenbezogener Daten sind für die Anwendung des vorliegenden Kapitels IX*bis* die Intermediäre, die MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER und die in Artikel 64*bis* Paragraf 1 Absatz 4 Ziffer 6 genannte belgische zuständige Behörde, wenn sie allein oder gemeinsam über die Zwecke und Mittel der Verarbeitung personenbezogener Daten im Sinne der Datenschutz-Grundverordnung entscheiden, in ihrer Eigenschaft als Datenverantwortliche gemäß Artikel 4 7) der genannten Verordnung.

Die folgenden Kategorien von personenbezogenen Daten werden im Rahmen von Absatz 1 verarbeitet:

1° die persönlichen Daten, die Erkennungsnummer des Nationalregisters oder die Sozialversicherungsnummer und sonstige Identifizierungsdaten wie die Steuer-Identifizierungsnummer;

2° die finanziellen Besonderheiten;

- 3° die persönlichen Merkmale;
- 4° die Lebensweisen;
- 5° die Haushaltszusammensetzung.

§ 3. Im Rahmen von Artikel 64*quinquies*/2 ist der Zweck dieser Verarbeitung der Austausch dieser Informationen zwischen Mitgliedstaaten im steuerlichen Rahmen, um es den Steuerverwaltungen zu ermöglichen, im Vorfeld einen Einblick in potentiell aggressive Steuerplanungen zu gewinnen, die Gefahr bestimmter Akten zu erkennen und eine abschreckende Wirkung bei der Nachlassplanung zu erzielen.

Im Rahmen der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels IX*bis* mit Ausnahme von Artikel 64*quinquies*/2 ist der Zweck dieser Verarbeitung der Austausch dieser Informationen zwischen Mitgliedstaaten zum Zweck der Erfüllung der gesetzlichen Aufgaben des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen in Bezug auf die Festsetzung, die Untersuchungen, die Kontrollen, die Streitsachen, die Erhebung und die Eintreibung in Bezug auf die in Artikel 1 genannten Steuern.

§ 4. Unbeschadet der notwendigen Speicherung für eine Verarbeitung für im öffentlichen Interesse liegende Archivzwecke, zu wissenschaftlichen oder historischen Forschungszwecken oder zu statistischen Zwecken im Sinne von Artikel 89 der Datenschutz-Grundverordnung werden die sich aus den in vorliegendem Kapitel IX*bis* erwähnten Verarbeitungen ergebenden personenbezogenen Daten für die Zwecke der Verarbeitung nicht länger als nötig gespeichert, wobei die maximale Aufbewahrungsdauer ein Jahr nach der Verjährung aller Klagen im Rahmen der Zuständigkeit der für die Verarbeitung verantwortlichen Instanz und gegebenenfalls nach der endgültigen Beendigung der administrativen und gerichtlichen Verfahren und Rechtsbehelfe sowie der vollständigen Zahlung aller damit verbundenen Beträge nicht überschreiten darf.

§ 5. Jeder Intermediär oder MELDENDE PLATTFORMBETREIBER, je nach Fall, der unter das Hoheitsgebiet der Wallonischen Region fällt:

1° setzt jede betroffene Einzelperson davon in Kenntnis, dass Informationen in Bezug auf ihre Person im Einklang mit vorliegendem Dekret erhoben und weitergeleitet werden, und

2° stellt jeder betroffenen Einzelperson alle Informationen, auf die sie seitens des Datenverantwortlichen Anspruch hat, so rechtzeitig zur Verfügung, dass sie ihre Datenschutzrechte wahrnehmen kann, und in jedem Fall, bevor die Information gemeldet wird.

Ungeachtet des Absatzes 1 Ziffer 2 müssen die MELDENDEN PLATTFORMBETREIBER die MELDEPFLICHTIGE VERKÄUFER über die GEMELDETE GEGENLEISTUNG informieren.“

Art. 85 - In den Abschnitt 9 des Kapitels IX*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 83 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64*undecies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 64*undecies* - § 1. In Abweichung von Artikel 64*decies* Paragraph 1 und den Artikeln 13 und 14 der Datenschutz-Grundverordnung kann das Recht auf Information verzögert, eingeschränkt oder ausgeschlossen werden, wenn es um die Verarbeitung personenbezogener Daten geht, für die der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen der für die Verarbeitung Verantwortliche ist, um die Ziele des öffentlichen Interesses im Bereich Haushalt, Währung und Steuern zu gewährleisten, und sofern Artikel 14 Absatz 5 Buchstabe d der genannten Verordnung im konkreten Fall nicht geltend gemacht wird.

Die in Absatz 1 genannten Verarbeitungen sind diejenigen, deren Zweck die Vorbereitung, Organisation, Verwaltung und Nachbereitung der von den zuständigen Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen durchgeführten Untersuchungen ist, einschließlich der Verfahren, die auf die etwaige Verhängung einer administrativen Geldbuße oder einer Verwaltungsstrafe abzielen.

§ 2. Diese Abweichungen gelten während des Zeitraums, in dem die betroffene Person Gegenstand einer Kontrolle oder einer Untersuchung oder von vorbereitenden Handlungen für diese ist, die von den oben genannten Dienststellen im Rahmen der Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben durchgeführt werden, sowie während des Zeitraums, in dem die von diesen Dienststellen stammenden Schriftstücke im Hinblick auf die Ausübung der diesbezüglichen Strafverfolgung bearbeitet werden.

Diese Abweichungen gelten insoweit, als die Anwendung dieses Rechts den Erfordernissen der Kontrolle, der Untersuchung oder der vorbereitenden Handlungen schaden oder das Geheimnis der strafrechtlichen Untersuchung oder die Sicherheit von Personen verletzen könnte.

Die Dauer der vorbereitenden Handlungen gemäß Absatz 2, während der die Artikel 13 und 14 der Datenschutz-Grundverordnung nicht anwendbar sind, beträgt höchstens ein Jahr ab dem Eingang eines Antrags auf Übermittlung von Informationen, die gemäß den oben genannten Artikeln 13 und 14 bereitgestellt werden müssen.

Die in Paragraph 1 Absatz 1 genannte Ausnahme bezieht sich nicht auf Daten, die mit dem Gegenstand der Untersuchung oder Kontrolle, die die Verweigerung oder Einschränkung der Informationen rechtfertigt, nicht in Zusammenhang stehen.

§ 3. Bei Erhalt eines Antrags auf Übermittlung von Informationen, die gemäß Paragraph 2 Absatz 3 bereitzustellen sind, bestätigt der Datenschutzbeauftragte des für die Verarbeitung Verantwortlichen den Empfang des Antrags.

Der Datenschutzbeauftragte des für die Verarbeitung Verantwortlichen teilt der betroffenen Person so bald wie möglich, auf jeden Fall aber innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags, schriftlich mit, ob die Informationen verweigert oder eingeschränkt werden, und nennt die Gründe für die Verweigerung oder Einschränkung. Diese Informationen über die Verweigerung oder Einschränkung brauchen nicht erteilt zu werden, wenn ihre Mitteilung einen der in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Zwecke gefährden würde. Falls erforderlich, kann diese Frist unter Berücksichtigung der Komplexität und der Anzahl der Anträge um zwei Monate verlängert werden. Der für die Verarbeitung Verantwortliche informiert die betroffene Person innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags über diese Verlängerung und die Gründe für den Aufschub.

Der Datenschutzbeauftragte des für die Verarbeitung Verantwortlichen informiert die betroffene Person über die Möglichkeit, bei der Datenschutzbehörde eine Beschwerde einzureichen und eine gerichtliche Beschwerde einzulegen.

Der Datenschutzbeauftragte des für die Verarbeitung Verantwortlichen hält die sachlichen oder rechtlichen Gründe fest, auf die sich die Entscheidung stützt. Diese Informationen werden der Datenschutzbehörde zur Verfügung gestellt.

Wenn der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen von der in Paragraph 1 Absatz 1 festgelegten Ausnahme Gebrauch gemacht hat, und mit Ausnahme der in den Absätzen 6 und 7 genannten Situationen, wird die Ausnahmeregel unmittelbar nach Abschluss der Kontrolle oder Untersuchung aufgehoben. Der Datenschutzbeauftragte des für die Verarbeitung Verantwortlichen setzt die betroffene Person unverzüglich davon in Kenntnis.

Wird eine Akte an die Gerichtsbehörde weitergeleitet, werden die Rechte der betroffenen Person erst nach Genehmigung durch die Gerichtsbehörde oder nach Abschluss der gerichtlichen Phase und gegebenenfalls nach einer Entscheidung der zuständigen Dienststelle wiederhergestellt. Informationen, die bei der Erfüllung von durch die Gerichtsbehörde vorgeschriebenen Pflichten gesammelt wurden, werden jedoch nur mit ausdrücklicher Genehmigung der Gerichtsbehörde weitergegeben.

Wird eine Akte an eine andere Dienststelle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen oder an die zuständige Institution weitergeleitet, um über die Ergebnisse der Untersuchung zu entscheiden, werden die Rechte erst dann wieder hergestellt, wenn diese Dienststelle oder die zuständige Institution über das Ergebnis der Untersuchung entschieden hat.“.

Art. 86 - In den Abschnitt 9 des Kapitels IX^{bis} desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 83 des vorliegenden Dekrets, wird ein Artikel 64^{duodecies} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 64^{duodecies} - § 1. In Abweichung von Artikel 64^{decies} Paragraf 1 und Artikel 15 der Datenschutz-Grundverordnung kann das Recht auf Zugang zu den sie betreffenden personenbezogenen Daten verzögert, vollständig oder teilweise eingeschränkt werden, wenn es sich um Verarbeitungen von personenbezogenen Daten handelt, für die der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen der für die Verarbeitung Verantwortliche ist, um die Ziele des öffentlichen Interesses im Bereich Haushalt, Währung und Steuern zu gewährleisten.

Die in Absatz 1 genannten Verarbeitungen sind diejenigen, deren Zweck die Vorbereitung, Organisation, Verwaltung und Nachbereitung der von den zuständigen Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen durchgeführten Untersuchungen ist, einschließlich der Verfahren, die auf die etwaige Verhängung einer administrativen Geldbuße oder einer Verwaltungsstrafe abzielen.

§ 2. Diese Abweichungen gelten während des Zeitraums, in dem die betroffene Person Gegenstand einer Kontrolle, einer Untersuchung oder von vorbereitenden Handlungen für diese ist, die von den oben genannten Dienststellen im Rahmen der Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben durchgeführt werden, sowie während des Zeitraums, in dem die von diesen Dienststellen stammenden Dokumente im Hinblick auf die Ausübung der diesbezüglichen Strafverfolgung bearbeitet werden.

Diese Abweichungen gelten insoweit, als die Anwendung dieses Rechts den Erfordernissen der Kontrolle, der Untersuchung oder der vorbereitenden Handlungen schaden oder das Geheimnis der strafrechtlichen Untersuchung oder die Sicherheit von natürlichen Personen verletzen könnte.

Die Dauer der vorbereitenden Handlungen gemäß Absatz 2, während der Artikel 15 der Datenschutz-Grundverordnung nicht anwendbar ist, beträgt höchstens ein Jahr ab dem Eingang des Antrags, der gemäß dem vorgenannten Artikel 15 eingereicht wurde.

Die in Paragraf 1 Absatz 1 genannte Ausnahme bezieht sich nicht auf Daten, die mit dem Gegenstand der Untersuchung oder Kontrolle, die die Verweigerung oder Einschränkung des Zugangs rechtfertigt, nicht in Zusammenhang stehen.

§ 3. Nach Eingang eines Antrags auf Zugang bestätigt der Datenschutzbeauftragte des für die Verarbeitung Verantwortlichen dessen Eingang.

Der Datenschutzbeauftragte des für die Verarbeitung Verantwortlichen teilt der betroffenen Person so bald wie möglich, auf jeden Fall aber innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags, schriftlich mit, ob ihr Recht auf Zugang zu den sie betreffenden Daten verweigert oder eingeschränkt wurde, und nennt die Gründe für die Verweigerung oder Einschränkung. Diese Informationen über die Verweigerung oder Einschränkung brauchen nicht erteilt zu werden, wenn ihre Mitteilung einen der in Paragraf 1 Absatz 2 genannten Zwecke gefährden würde. Falls erforderlich, kann diese Frist unter Berücksichtigung der Komplexität und der Anzahl der Anträge um zwei Monate verlängert werden. Der für die Verarbeitung Verantwortliche informiert die betroffene Person innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags über diese Verlängerung und die Gründe für den Aufschub.

Der Datenschutzbeauftragte des für die Verarbeitung Verantwortlichen informiert die betroffene Person über die Möglichkeit, bei der Datenschutzbehörde eine Beschwerde einzureichen und eine gerichtliche Beschwerde einzulegen.

Der Datenschutzbeauftragte des für die Verarbeitung Verantwortlichen hält die sachlichen oder rechtlichen Gründe fest, auf die sich die Entscheidung stützt. Diese Informationen werden der Datenschutzbehörde zur Verfügung gestellt.

Wenn der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen von der in Paragraf 1 Absatz 1 genannten Ausnahme Gebrauch gemacht hat, und mit Ausnahme der in den Absätzen 6 und 7 genannten Situationen, wird die Ausnahmeregel unmittelbar nach Abschluss der Kontrolle oder Untersuchung aufgehoben. Der Datenschutzbeauftragte des für die Verarbeitung Verantwortlichen setzt die betroffene Person unverzüglich davon in Kenntnis.

Wird ein Fall an die Gerichtsbehörde weitergeleitet, werden die Rechte der betroffenen Person erst nach Genehmigung durch die Gerichtsbehörde oder nach Abschluss der gerichtlichen Phase und gegebenenfalls nach einer Entscheidung der zuständigen Dienststelle wiederhergestellt. Informationen, die bei der Erfüllung von durch die Gerichtsbehörde vorgeschriebenen Pflichten gesammelt wurden, werden jedoch nur mit ausdrücklicher Genehmigung der Gerichtsbehörde weitergegeben.

Wird eine Akte an eine andere Dienststelle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen oder an die zuständige Institution weitergeleitet, um über die Ergebnisse der Untersuchung zu entscheiden, werden die Rechte erst dann wieder hergestellt, wenn diese Dienststelle oder die zuständige Institution über das Ergebnis der Untersuchung entschieden hat.“.

KAPITEL 5 — *Abänderung des Dekrets vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen*

Art. 87 - In Artikel 24 des Dekrets vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen wird die Wortfolge “17^{bis}, 18, 18^{bis}, 21” durch die Wortfolge “17^{bis} bis 20^{bis}, 21 bis 23” ersetzt.

KAPITEL 6 — *Abänderungen des Dekrets vom 6. April 2023 zur Anpassung verschiedener regionaler Bestimmungen an das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen*

Art. 88 - In Artikel 60^{bis} Paragraf 3 Ziffer 3 des Erbschaftssteuergesetzes, sub Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 6. April 2023 zur Anpassung verschiedener regionaler Bestimmungen an das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen wird die Wortfolge “innerhalb der ersten fünf Jahre” zwischen die Wortfolge “im Sinne von Paragraf 1 Ziffer 1 investiert wurden, nehmen nicht ab infolge von Abhebungen” und die Wortfolge “ab dem Datum des Todes des Erblassers, oder” eingefügt.

Art. 89 - In Artikel 140^{quinquies} Paragraf 1 Ziffer 3 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren, sub Artikel 11 des Dekrets vom 6. April 2023 zur Anpassung verschiedener regionaler Bestimmungen an das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen, wird die Wortfolge "innerhalb der ersten fünf Jahre" zwischen die Wortfolge "im Sinne von Paragraf 140^{bis} § 1 Ziffer 1 investiert wurden, nehmen nicht ab infolge von Abhebungen" und die Wortfolge "ab dem Datum der authentischen Schenkungsurkunde, oder" eingefügt.

KAPITEL 7 — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 90 - Artikel 1 findet Anwendung auf Akte, denen ab dem 1. Juli 2023 ein sicheres Datum verliehen wird.
Artikel 6 findet Anwendung ab dem Steuerjahr 2024.

Die Artikel 88 und 89 treten am selben Tag in Kraft wie das Dekret vom 6. April 2023 zur Anpassung verschiedener regionaler Bestimmungen an das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen.

Art. 91 - Artikel 55 Ziffer 2 Buchstabe e, Artikel 80 und 81 treten am 1. Januar 2024 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 12. Juli 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2022-2023*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1363 (2022-2023) Nrn. 1, 1^{bis} bis 7

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 12. Juli 2023

Diskussion

Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/45351]

12 JULI 2023. — **Decreet houdende verscheidene fiscale bepalingen en tot omzetting van Richtlijn 2021/514/EU van de Raad van 22 maart 2021 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen** (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Artikel 1. In artikel 46^{bis}, § 1, van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij het decreet van 13 december 2017, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "met 20.000 euro" vervangen door de woorden "overeenkomstig volgende leden";

2° tussen het eerste en het tweede lid worden twee leden ingevoegd, luidend als volgt:

"Het bedrag van de in lid 1 bedoelde abbatement wordt als volgt vastgesteld:

1° wanneer de belastbare grondslag hoger is dan 500.000 euro : 20 000€;

2° wanneer de belastbare grondslag tussen 350.000 en 500.000 euro ligt:

40.000 euro - (20.000 euro x (belastbare grondslag - 350.000)/150.000);

3° wanneer de belastbare grondslag niet hoger is dan 350.000 euro : 40 000 euro.

In afwijking van lid 2 wordt in geval van verwerving van een bouwgrond of van een woning in aanbouw of op plan, het bedrag van het in lid 1 bedoelde abbatement als volgt vastgesteld :

1° wanneer de belastbare grondslag hoger is dan 250.000 euro : 20 000 euro;

2° wanneer de belastbare grondslag tussen 175.000 en 250.000 euro ligt: 40.000 euro - (20.000 euro x (belastbare grondslag - 175.000)/75.000);

3° wanneer de belastbare grondslag niet hoger is dan 175.000 euro : 40 000 euro. ».

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Art. 2. In artikel 5 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, eerste lid, lid 1, 4°, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“4° de voertuigen uitgerust met een “nationale”, “proefrit-“ of “professionele” kentekenplaat, wanneer zij uitsluitend gebruikt worden in de voorwaarden omschreven bij het koninklijk besluit van 8 januari 1996 tot regeling van de inschrijving van de commerciële kentekenplaten voor motorvoertuigen en aanhangwagens ; » ;

2° paragraaf 1, lid 1, 7°, lid 1, vervangen door de wet van 25 januari 1999 en laatst gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, wordt aangevuld met de woorden “

3° in paragraaf 3, lid 3, ingevoegd bij het decreet van 28 november 2013 en gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden, in de Franse versie, de woorden “à le Service public de Wallonie Finances” vervangen door de woorden “au Service public de Wallonie Finances”.

Art. 3. In artikel 10 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, 1°, worden, in de Franse versie, de woorden “plaques d’immatriculation

” vervangen door de woorden “marques d’immatriculation”;

2° in paragraaf 3, lid 1, wordt het woord “autovoertuig” vervangen door het woord “voertuig”.

Art. 4. Artikel 12 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 11 maart 1983, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1, lid 1, gewijzigd bij de programmawet van 27 december 2005 en laatst bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000 worden de woorden “met inbegrip van de lichte vrachtauto’s die zijn bedoeld in artikel 4, § 3,” opgeheven;

2° in paragraaf 2, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de woorden “4°” opgeheven.

Art. 5. In artikel 97quinquies, lid 2, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, wordt, in de Franse versie, het woord “plaques” vervangen door het woord “marques”.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992*

Art. 6. In artikel 253 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992, zoals van toepassing in het Waals Gewest, wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen leden 1 en 2:

“Voor de toepassing van lid 1, 3°, wordt, bij de beoordeling van de voorwaarde dat de onroerende goederen zelf onproductief zijn, niet rekening gehouden met het feit dat deze onroerende goederen worden gebruikt voor de installatie van technologieën die iedere hernieuwbare energiebron voortbrengen in de zin van artikel 2, 9°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt. ».

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen in het decreet van 6 mei 1999*

betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen

Art. 7. De artikelen 19, 53, 1°, 55 tot 86, van dit hoofdstuk zijn de omzetting van Richtlijn (EU) 2021/514 van de Raad van 22 maart 2021 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen.

Art. 8. Artikel 4 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 4. De Regering bepaalt de wijze waarop de aangiften en de kohieren worden opgesteld, de wijze waarop van de kohieren kennis wordt gegeven, de betalingen worden doorgevoerd en de kwitanties afgeleverd. ».

Art. 9. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, wordt aangevuld met de woorden “of via gelijkwaardige elektronische communicatie”;

2° in paragraaf 3, eerste lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

g) in de inleidende zin worden de woorden “of via gelijkwaardige elektronische communicatie” ingevoegd tussen de woorden “op papier” en de woorden “, berekend”;

h) in 1° worden de woorden “of per aangetekend schrijven met ontvangstbericht;” vervangen door de woorden “of per aangetekend schrijven met ontvangstbericht, of op de eerste dag volgend op die van de gelijkwaardige elektronische communicatie;”;

i) nummer 2° worden de woorden “per gewoon brief” vervangen door de woorden “par eenvoudig schrijven per post, of vanaf de derde werkdag volgend op die van de gelijkwaardige elektronische mededeling;”;

3° in paragraaf 4, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt het woord “Waalse” opgeheven.

Art. 10. In hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 5bis. § 1. Onder “gelijkwaardige elektronische communicatie” in de zin van dit decreet wordt verstaan, iedere elektronische communicatieprocedure overeenkomstig het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden, en die dezelfde rechtsgevolgen voor betrokken partijen teweegbrengt als de niet-elektronische procedure bepaald bij het betrokken artikel van dit decreet.

De gelijkwaardige elektronische communicatie wordt enkel gebruikt als de belastingplichtige met deze communicatieprocedure instemt.

§ 2 Wanneer de belastingplichtige of zijn gevolmachtigde niet langer beschikt over de IT-middelen die nodig zijn om de gelijkwaardige elektronische communicatieprocedure te onderhouden, brengt hij de Waalse Overheidsdienst Financiën hiervan onmiddellijk op de hoogte. Bij ontstentenis behoudt de gelijkwaardige elektronische communicatieprocedure haar rechtsgevolgen en blijft ze uitvoerbaar tegen de belastingplichtige of zijn gemachtigde vertegenwoordiger. ».

Art. 11. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 4, gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, wordt het woord "Waalse" opgeheven.

2° in lid 5, gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, worden de woorden "en het eurovignet" opgeheven.

Art. 12. In artikel 9*bis* van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 19 september 2013, wordt het woord "Waalse" opgeheven.

Art. 13. In artikel 10, lid 1, van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 19 september 2013, worden de woorden "of via een gelijkwaardige elektronische communicatie" ingevoegd tussen de woorden "schriftelijk" en de woorden "over te maken".

Art. 14. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, vervangen door het decreet van 19 september 2013, wordt het woord "Waalse" opgeheven.

2° paragraaf 4, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 11*bis* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 4, eerste lid, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

d) in de inleidende zin worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) 1° de woorden "§ 1" worden vervangen door de woorden "paragraaf 1" ;

2) het woord ", eurovignet" wordt opgeheven;

e) littera *d)* wordt vervangen als volgt:

"*d)* een proces-verbaal opmaken met toepassing van artikel 12*bis*, § 2, en de bestuurder van het voertuig de daarin vermelde onbetaalde of ontdoken bedragen onmiddellijk in hun handen doen betalen.

Bij gebreke van onmiddellijke betaling kan de in lid 1 bedoelde ambtenaar een of meer van de volgende maatregelen nemen :

- het achterhouden van boorddocumenten;
- het inhouden van het kentekenbewijs;
- een wielklem plaatsen;
- verwijdering van het voertuig naar een opslagplaats; - parkeren van het voertuig.

Het voertuig mag niet worden verplaatst of, in voorkomend geval, verwijderd zonder toestemming van de in lid 1 bedoelde ambtenaar.

Als de verschuldigde sommen niet worden betaald binnen een termijn van zeven dagen volgend op de vaststelling van de overtreding, kan de ambtenaar belast met de invordering van de belastingvorderingen als bedoeld in artikel 34*bis* een dwangschrift afleveren en, eventueel, overgaan tot de inbeslagname van het voertuig overeenkomstig de artikelen 34*bis* en volgende, binnen de twee werkdagen volgend op het verstrijken van de bovenvermelde termijn van zeven dagen. Deze vervolgingen worden ingesteld tegenover de natuurlijke of de rechtspersoon die op het inschrijvingsbewijs vermeld is of moet zijn of bij ontstentenis tegenover de eigenaar, de uitbater of de houder van het voertuig. De eventuele risico's en onkosten voortvloeiend uit de maatregel tot bewaring en de eventuele vervolgingen zijn ten laste van de natuurlijke of rechtspersoon die op het inschrijvingsbewijs vermeld is of moet zijn, of bij ontstentenis, van de eigenaar, de uitbater of de houder van het voertuig.

Bij het verstrijken van de in vorig lid bedoelde periode van zeven dagen :

- als er binnen twee werkdagen vervolgingen worden ingesteld, kan alleen de in artikel 34*bis* bedoelde ambtenaar die belast is met de invordering van belastingsschulden de maatregelen tot bewaring beëindigen;
- als er binnen twee werkdagen geen vervolging is ingesteld, beëindigt de in lid 1 bedoelde ambtenaar de maatregelen van bewaring;"

f) tussen punt *f)* en punt *g)*, dat punt *h)* wordt, wordt het volgende punt ingevoegd:

"*g)* waarnemingen verrichten met audiovisuele middelen of vaste en mobiele geautomatiseerde bewakingsapparatuur, in het bijzonder intelligente camera's in de zin van de wet van 21 maart 2007 houdende regeling van de installatie en het gebruik van bewakingscamera's;"

2° in paragraaf 4, derde lid, gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, wordt het woord "Waalse" opgeheven;

3° in paragraaf 5, gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, wordt het woord "Waalse" opgeheven.

Art. 16. In artikel 11*ter*, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 19 september 2013, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "Waalse" wordt opgeheven;

2° in de Franse versie wordt het woord "contribuable" vervangen door het woord "redevable".

Art. 17. In hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt een artikel 11*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 11*quinquies*. De met de invordering belaste ambtenaren beschikken over alle onderzoeksbevoegdheden bedoeld bij dit decreet om de vermogenstoestand vast te leggen van de belastingplichtige en van de personen op wier goederen de belastingen, taksen, verschuldigd in hoofdsom en opcentiemen, de administratieve boetes en verhogingen, de nalatighedsinteressen en de kosten worden ingevorderd overeenkomstig artikel 35*ter*, om de invordering van de belastingen, taksen, verschuldigd in hoofdsom en opcentiemen, de administratieve boetes en verhogingen, de nalatighedsinteressen en de kosten te verzekeren." ».

Art. 18. In artikel 12*bis* van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de huidige tekst van artikel 12*bis* zal paragraaf 1 vormen;

2° in het huidige vierde lid wordt het woord "en" ingevoegd tussen de woorden "van de betrokken wetgeving op te sporen," en de woorden "om de processen-verbaal", en worden de woorden "en om het bedrag van de ontdoken belasting, vermeerderd met de fiscale boete, onmiddellijk te innen" opgeheven;

3° in het huidige vijfde lid wordt het woord "Waalse" opgeheven;

4° artikel 12*bis* wordt aangevuld met paragraaf 2, luidend als volgt:

"§ 2. De processen-verbaal opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, lid 4, op naam van de bestuurder van het op de openbare weg gecontroleerde voertuig, vermelden verplicht de fiscale afrekening van de sommen verschuldigd uit hoofde van de ontdoken of onbetaalde belastingen, van de fiscale geldboetes en de kosten, en opgave van de maatregelen tot bewaring toegepast ter uitvoering van artikel 11*bis*, § 4, d). ».

Art. 19. In artikel 12*ter*, § 1, van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 19 september 2013 worden de woorden "hetzij in het kader van de wederzijdse bijstand gevoer overeenkomstig hoofdstuk X*bis*" ingevoegd tussen de woorden "door toedoen van één der in artikel 11, § 2 en § 3 aangeduide diensten" en de woorden "kan door het Waalse Gewest worden ingeroepen".

Art. 20. In artikel 13 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie".

Art. 21. In artikel 14, lid 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, worden de woorden "of via een gelijkwaardige elektronische communicatie" ingevoegd tussen het woord "schriftelijk" en de woorden "heeft ingestemd".

Art. 22. In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 10 december 2009, wordt het woord "Waalse" opgeheven.

Art. 23. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie";

2° in lid 2, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden "of via een gelijkwaardige elektronische communicatie" ingevoegd tussen het woord "schriftelijk" en de woorden "mede te delen".

Art. 24. In artikel 17*bis* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

e) de inleidende zin, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008, wordt vervangen door: "Teder belasting wordt alleen geïnd bij de belastingplichtigen: »;

f) littera d., zoals gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, wordt vervangen door "d. of krachtens de fiscale afrekening bedoeld in artikel 12*bis*, § 2. »;

2° in paragraaf 2, lid 2, zesde streepje, ingevoegd bij het decreet van 28 november 2013 worden de woorden "bij gebrek aan betaling overeenkomstig de genomen schikking" vervangen door de woorden "bij gebrek aan onmiddellijke betaling als bedoeld in artikel 11*bis*, § 4, d), wanneer deze niet reeds zijn ingekohierd";

3° paragraaf 3, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, wordt opgeheven.

Art. 25. In artikel 18*bis*, § 2, lid 3 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, wordt het woord "Waalse" opgeheven.

Art. 26. In artikel 21 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "per gewone zending per post of via een gelijkwaardige elektronische communicatie";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "per gewone zending per post of via een gelijkwaardige elektronische communicatie," ingevoegd tussen de woorden "in afschrift" en de woorden "kennis gegeven".

Art. 27. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014 worden de woorden "de belasting opgenomen in een bijzonder kohier ingevolge een procedure tot rechtzetting van de aangifte of tot belasting van ambtswege bedoeld in artikel 17*bis*, § 2, tweede lid, eerste, tweede, zevende en achtste streepje, en de Waalse belasting op het achterlaten van afval bedoeld in artikel 17*bis*, § 2, tweede lid, vierde streepje, alsook de belastingen en voorschotten bedoeld in artikel 17*bis*, § 2, tweede lid, zevende en achtste streepje" vervangen door de woorden "evenals de belasting of het voorschot opgenomen in een bijzonder kohier bedoeld in artikel 17*bis*, § 2, lid 2, eerste, tweede, vierde, zevende of achtste streepje";

2° in paragraaf 2, lid 1, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009 worden de woorden "bij gebrek aan betaling binnen de termijn bepaald bij de wetgeving die van toepassing is, zoals bedoeld" vervangen door het woord "bedoeld";

3° in paragraaf 3, lid 1, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009 worden de woorden "bij gebrek aan betaling binnen de termijn bepaald bij de uitnodiging tot betaling of fiscale afrekening, zoals bedoeld" vervangen door het woord "bedoeld";

4° artikel 23 wordt aangevuld met paragraaf , luidend als volgt:

"§ 4. De belasting opgenomen in een bijzonder kohier bedoeld in artikel 17*bis*, § 2, lid 2, zesde streepje, is eisbaar op de datum waarop het kohier uitvoerbaar is verklaard.

Ze moet onmiddellijk betaald worden." .

Art. 28. In artikel 25, lid 1, van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 10 september 2009, worden de woorden "of via een gelijkwaardige elektronische communicatie" ingevoegd tussen de woorden "schriftelijk" en de woorden "bezwaar indienen".

Art. 29. In artikel 28 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de huidige tekst van artikel 28, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, zal paragraaf 1 vormen;

4° artikel 28 wordt aangevuld met paragraaf , luidend als volgt:

"2 In de gerechtelijke beroepen bedoeld in paragraaf 1, kan de verschijning in persoon namens het Waals Gewest worden verzekerd door elke ambtenaar van de Waalse Overheidsdienst Financiën. ».

Art. 30. In artikel 28*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 januari 2008, worden de woorden “of via een gelijkwaardige elektronische communicatie,” ingevoegd tussen de woorden “op schriftelijk en gemotiveerd verzoek” en de woorden “gericht aan”.

Art. 31. In artikel 29 van hetzelfde decreet worden de woorden “van een belasting of een voorschot opgenomen in een kohier” ingevoegd tussen de woorden “bij artikel 23” en de woorden “is van rechtswege”.

Art. 32. In artikel 30, lid 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001, worden de woorden “van de termijn vastgesteld in artikel 23” ingevoegd tussen de woorden “waarin de vervalddag” en de woorden “ligt, ofwel,”.

Art. 33. In artikel 31 van hetzelfde decreet worden de woorden “De Regering of diens afgevaardigde” vervangen door de woorden “De ambtenaar aangewezen door de Regering”.

Art. 34. In hoofdstuk VII, afdeling 1, van hetzelfde decreet wordt een artikel 34*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 34*bis*. Ieder belastingbedrag kan enkel het voorwerp uitmaken van maatregelen van gedwongen uitvoering door de ambtenaar belast met de invordering van belastingvorderingen ten voordele van het Waalse Gewest, hierna de ontvanger genoemd, als deze maatregelen worden voorafgegaan door een vermelding van dit belastingbedrag in de uitvoerbaar verklaarde rol.

De ontvanger is eveneens belast met de invordering van ieder ander bedrag dat bij een in kracht van gewijsde getreden beslissing aan het Gewest is toegewezen. ».

Art. 35. In artikel 35 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de woorden “de ambtenaar die belast is met de invordering van belastingvorderingen ten gunste van het Waalse Gewest, hierna de ontvanger genoemd” vervangen door de woorden “de ontvanger”;

2° in paragraaf 2, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, worden de woorden “” ingevoegd tussen de woorden “per gewoon schrijven” en de woorden “aan elke deelgenoot die niet bij naam in het kohier wordt vermeld”;

3° paragraaf 3, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, wordt vervangen als volgt:

“§ 3. De ambtenaren aangewezen door de Regering zijn bevoegd om vervaldata en termijnen toe te kennen. Indien de vervaldata en de termijnen waarom is verzocht, worden geweigerd, moeten zij hun beslissing met redenen omkleeden. »;

4° artikel 35 wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

“§ 4. De vervolgingskosten worden bepaald volgens de regels vastgesteld voor de akten verricht door de gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken. ».

Art. 36. In artikel 35*quater*, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, wordt het woord “Waalse” opgeheven.

Art. 37. In artikel 35*septies*, lid 2, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2020, worden de woorden “iedere ambtenaar, belast met de invordering” vervangen door de woorden “de ontvanger”.

Art. 38. In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de woorden “en behalve de daarin voorziene afwijkingen” opgeheven.

Art. 39. De artikelen 38 tot 42 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 40. In artikel 44 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht: Minister bevoegd voor Financiën

1° lid 1 wordt opgeheven;

2° in lid 2, waarvan de huidige tekst lid 1 zal vormen, worden de woorden “Minister bevoegd voor Financiën” vervangen door de woorden “ambtenaar aangewezen door de Regering”.

Art. 41. In artikel 48 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de woorden “Bij ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “Bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie”;

2° in lid 3, vervangen door het decreet van 10 december 2009, worden de woorden “of via een gelijkwaardige elektronische communicatie” ingevoegd tussen het woord “bij ter post aangetekende brief” en de woorden “de derde-beslagene inlichten”;

3° lid 4, vervangen door het decreet van 10 december 2009, wordt vervangen als volgt:

De belastingschuldige kan tegen het beslag bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie verzet aantekenen bij de bevoegde ontvanger binnen de vijftien dagen te rekenen vanaf de afgifte ter post van de aanzegging van het beslag of binnen de vijftien dagen te rekenen vanaf de afgifte van de aanzegging van het beslag via een gelijkwaardige elektronische communicatie. ».

Art. 42. In artikel 49 van hetzelfde decreet worden de woorden “Dat beslag” vervangen door de woorden “Het beslag bedoeld in artikel 48”.

Art. 43. In artikel 50 van hetzelfde decreet worden de woorden “dat beslag” vervangen door de woorden “het beslag bedoeld in artikel 48”.

Art. 44. In artikel 51 van hetzelfde decreet, worden de woorden “bij ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie”.

Art. 45. In artikel 52 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, worden, in de Franse tekst, de woorden “la saisie, visée à l’article 48,” vervangen door de woorden “la saisie visée à l’article 48”;

2° in lid 2 worden de woorden “dat door de ontvanger bij ter post aangetekend schrijven is gelegd,” vervangen door de woorden “dat door de ontvanger bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie is gelegd.”

Art. 46. In artikel 52*bis*, lid 1, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de woorden “, evenals van ieder ander bedrag bedoeld in artikel 34*bis*, lid 2,” ingevoegd tussen de woorden “interessen en kosten” en de woorden “wanneer ze”.

Art. 47. In artikel 53 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden, in de Franse versie, de woorden “n’est considérée comme une dette liquide et certaine pouvant être recouvrée par toutes voies d’exécution, que ” vervangen door de woorden “est considérée comme une dette liquide et certaine pouvant être recouvrée par toutes voies d’exécution, uniquement”;

2° in lid 4 worden de woorden “elke belasting inzake afval” vervangen door de woorden “, inzake heffingen op afval, de omstreden belasting”.

Art. 48. In artikel 57 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, 3°, laatst gewijzigd bij het decreet van 13 december 2017, worden de woorden “bij aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie”;

2° in paragraaf 1, lid 2, laatst gewijzigd bij het decreet van 13 december 2017, worden de woorden “bij ter post aangetekende brief aan de procureur des Konings te Brussel” vervangen door de woorden “bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie aan de procureur des Konings te Namen.”;

3° in paragraaf 2, lid 4, vervangen door het decreet van 30 april 2009 wordt, in de Franse versie, het woord “contribuable” vervangen door het woord “redevable”.

Art. 49. In artikel 58 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 13 december 2017 en gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “,evenals ieder ander bedrag bedoeld in artikel

34*bis*, lid 2,” ingevoegd tussen de woorden “en de kosten” en de woorden “heeft het Gewest”;

2° in lid 2 worden de woorden “de ingekohierde belastingen ten laste van de belastingplichtige” vervangen door de woorden “de belastingen, de interesten en de kosten, evenals ieder ander bedrag bedoeld in artikel 34*bis*, lid 2,”;

2° in lid 3 vervalt het woord “ingekohierde” en worden de woorden “namens de belastingplichtige” vervangen door de woorden “, de interesten en de kosten, evenals ieder ander bedrag bedoeld in artikel 34*bis*, lid 2,”.

Art. 50. In artikel 62*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 1, lid 2, worden de woorden “bij ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie” »;

2° in paragraaf 2, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de woorden “bij een ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie”;

3° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

e) in lid 3 worden de woorden “bij een ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie,”;

f) lid 4 wordt aangevuld met de woorden “of via een gelijkwaardige elektronische communicatie”;

4° in paragraaf 6 wordt het woord “Waalse” telkenmale opgeheven.

Art. 51. In artikel 62*quinquies* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 1 worden de woorden “bij ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie” »;

2° in paragraaf 2, eerste streepje, worden de woorden “bij een ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie”;

3° paragraaf 3 wordt in fine aangevuld met de woorden “of via een gelijkwaardige elektronische communicatie is gedaan”;

4° in paragraaf 5 wordt het woord “Waalse” telkenmale opgeheven.

Art. 52. In artikel 62*sexies* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 1, lid 2, worden de woorden “bij ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie” »;

2° in paragraaf 2, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de woorden “bij een ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “bij ter post aangetekende zending of via een gelijkwaardige elektronische communicatie”;

3° in paragraaf 5 wordt het woord “Waalse” telkenmale opgeheven.

Art. 53. In artikel 63 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2, 6°, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 oktober

2020 worden de woorden “voor elke inbreuk op de artikelen 64*quinquies*/4 tot 64*quinquies*/7, die erin bestaat de daarin vermelde aangifteverplichtingen niet te vervullen, en voor elke inbreuk op artikel 64*quinquies*/3, § 1, punt A., 4°, b), en § 2, 1° en 7), die erin bestaat zich niet te schikken naar de daarin bepaalde registratieverplichting of wanneer de registratie herroepen is” ingevoegd tussen de woorden “verstrekt wordt,” en de woorden “wordt een fiscale geldboete van 2500 tot 25000 EUR opgelegd”;

3° paragraaf 3, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, wordt vervangen als volgt:

“3 Onder voorbehoud van artikel 11*bis*, § 4, *d*), worden de in het eerste en tweede lid bedoelde fiscale boetes op dezelfde wijze vastgesteld, betwist en ingevorderd als de belasting waarop zij betrekking hebben, ongeacht of zij samen met de belasting dan wel afzonderlijk worden ingekohierd. ».

Art. 54. In artikel 64, § 2, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 december 2017, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de woorden “of via een gelijkwaardige elektronische communicatie” ingevoegd tussen de woorden “bij met redenen omkleed schrijven” en de woorden “bij de door de Regering aangewezen dienst”;

2° in lid 2 wordt 2° als volgt aangevuld :

“ , of;”;

3° lid 2 wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt:

3° de gerechtelijke geschillenfase niet afgesloten is. ».

Art. 55. In artikel 64*bis*, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013 en gewijzigd bij de decreten van 11 april 2016, 12 juli 2017 en 1 oktober 2020 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “64novies” vervangen door het aantal « 64*duodecies* » ;

2° in lid 4:

m) in de inleidende zin worden de woorden “64novies” vervangen door de woorden “64*duodecies*”;

n) in 4° wordt het woord “Waalse” tussen het woord “de” en het woord “Regering” opgeheven;

o) in 5° wordt het woord “Waalse” tussen het woord “de” en het woord “Regering” opgeheven;

p) punt 11° wordt vervangen door volgende bepaling:

11° “automatische uitwisseling”

a) voor de toepassing van artikel 64*quinquies*, § 1, artikel 64*quinquies*/1, artikel 64*quinquies*/2, en de artikelen 64*quinquies*/3 tot en met 64*quinquies*/8, de systematische verstreking, zonder voorafgaand verzoek, van vooraf bepaalde inlichtingen met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen aan een andere lidstaat. Voor de toepassing van artikel 64*quinquies*, § 1, hebben de beschikbare inlichtingen betrekking op inlichtingen die zich in de belastingdossiers van de inlichtingen verstreckende lidstaat bevinden en die opvraagbaar zijn overeenkomstig de procedures voor het verzamelen en verwerken van inlichtingen in die lidstaat;

b) voor de toepassing van de andere bepalingen van dit hoofdstuk IX*bis* dan artikel 64*quinquies*, § 1, artikel 64*quinquies*/1, artikel 64*quinquies*/2 en de artikelen 64*quinquies*/3 tot en met 64*quinquies*/8, de systematische verstreking van de vooraf bepaalde informatie bedoeld in *a*) van dit 11°;;

q) er wordt een 27° toegevoegd, luidend als volgt :

“27° “gezamenlijke controle”: een administratief onderzoek dat gezamenlijk wordt uitgevoerd door de bevoegde autoriteiten van twee of meer lidstaten en dat betrekking heeft op één of meer personen die voor de bevoegde autoriteiten van die lidstaten van gemeenschappelijk of complementair belang zijn;”;

r) er wordt een 28° toegevoegd, luidend als volgt :

“28° “royalty’s”: de betalingen van allerlei aard, ter vergoeding gekregen voor het gebruik of voor de concessie van het gebruik van een auteursrecht op een litterair, kunst- of wetenschappelijk werk, met inbegrip van speelfilms en computersoftware, een brevet, een fabrieks- of een handelsmerk, een tekening of een model, een plan, een formule of een geheim procedé, evenals voor informatie die verband houdt met een ervaring die verworven is op industrieel, commercieel of wetenschappelijk gebied. De betalingen gekregen voor het gebruik of de concessie van het gebruik van een recht dat verband houdt met industriële, handels- of wetenschappelijke uitrustingen worden als royalty’s beschouwd. ».

Art. 56. Artikel 64*ter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013 en gewijzigd bij het decreet van 1 oktober 2020, wordt vervangen als volgt:

“Art. 64*ter*. § 1. De Belgische bevoegde autoriteit kan in een bijzonder geval een buitenlandse bevoegde autoriteit erom verzoeken haar alle inlichtingen bedoeld in artikel 64*bis*, § 1, eerste lid, die deze in haar bezit heeft of naar aanleiding van een administratief onderzoek heeft verkregen mee te delen. Het verzoek kan een met redenen omkleed verzoek om een bepaald administratief onderzoek omvatten.

Voor het verkrijgen van de gevraagde inlichtingen gaat de Belgische bevoegde autoriteit te werk volgens dezelfde procedures als handelde zij uit eigen beweging of op verzoek van een andere Belgische autoriteit.

De Belgische bevoegde autoriteit kan de verzochte autoriteit erom verzoeken haar de originele stukken mee te delen.

§ 2. De Belgische bevoegde autoriteit deelt een buitenlandse bevoegde autoriteit die daarom in een bijzonder geval verzoekt, alle in artikel 64*bis*, § 1, eerste lid, bedoelde inlichtingen mee die ze in haar bezit heeft of heeft verkregen naar aanleiding van een administratief onderzoek dat noodzakelijk is om deze inlichtingen te kunnen verkrijgen.

Indien de Belgische bevoegde autoriteit in voorkomend geval van oordeel is dat geen administratief onderzoek nodig is, stelt zij de verzoekende autoriteit onverwijld in kennis van de redenen daarvoor.

Voor het verrichten van het gevraagde administratieve onderzoek gaat de Belgische bevoegde autoriteit te werk volgens dezelfde procedures als handelde zij uit eigen beweging of op verzoek van een andere Belgische autoriteit.

Op uitdrukkelijk verzoek van de verzoekende autoriteit deelt de Belgische bevoegde autoriteit de verzoekende autoriteit de originele stukken mee, tenzij de Belgische voorschriften zich hiertegen verzetten.

§ 3. Met het oog op een verzoek bedoeld in paragraaf 1 of paragraaf 2 zijn de gevraagde inlichtingen waarschijnlijk relevant wanneer, op het ogenblik waarop het verzoek geformuleerd wordt, de verzoekende autoriteit van oordeel is dat er, overeenkomstig haar nationaal recht, een redelijke mogelijkheid bestaat dat de verzochte inlichtingen relevant zijn voor de belastingzaken van één of meer door hun naam of op andere wijze geïdentificeerde belastingplichtigen en met het oog op het onderzoek gerechtvaardigd zijn.

Om de waarschijnlijke relevantie van de gevraagde informatie aan te tonen, verstrekt de verzoekende autoriteit de aangezochte autoriteit ten minste de volgende informatie :

- 1° het fiscale doel waarvoor de informatie wordt opgevraagd; en
- 2° de specificatie van de informatie die nodig is voor het beheer of de toepassing van zijn nationale wetgeving.

§ 4. Wanneer een verzoek als bedoeld in lid 1 of 2 betrekking heeft op een groep belastingplichtigen die niet individueel kunnen worden geïdentificeerd, verstrekt de verzoekende autoriteit de aangezochte autoriteit ten minste de volgende informatie:

- 1° een gedetailleerde beschrijving van de groep;
- 2° een toelichting bij de toepasselijke wetgeving en de feiten op basis waarvan er reden is om aan te nemen dat de belastingplichtigen van de groep de toepasselijke wetgeving niet hebben nageleefd;
- 3° een toelichting over de wijze waarop de gevraagde informatie kan helpen bepalen of de belastingplichtigen in de groep hun verplichtingen nakomen; en
- 4° in voorkomend geval, de feiten en omstandigheden met betrekking tot de tussenkomst van een derde die actief heeft bijgedragen tot de mogelijke niet-naleving van de toepasselijke wetgeving door de belastingplichtigen van de groep. ».

Art. 57. In het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet wordt het woord "Termijnen" vervangen door de woorden "Termijnen voor de uitwisseling van inlichtingen op verzoek".

Art. 58. In artikel 64quater van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De Belgische bevoegde autoriteit verstrekt de in artikel 64ter, § 2, bedoelde inlichtingen zo spoedig mogelijk en uiterlijk drie maanden na de datum van ontvangst van het verzoek. Indien de Belgische bevoegde autoriteit evenwel niet binnen de gestelde termijn aan het verzoek kan voldoen, deelt zij de redenen hiervoor onmiddellijk, en hoe dan ook uiterlijk drie maanden na ontvangst van het verzoek, aan de verzoekende autoriteit mee, met vermelding van de datum waarop zij acht aan het verzoek te kunnen voldoen. Deze termijn mag niet langer zijn dan zes maanden te rekenen van de datum van ontvangst van het verzoek."; 2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Wanneer de Belgische bevoegde autoriteit evenwel reeds in het bezit is van deze informatie, wordt deze binnen twee maanden volgend op deze datum meegedeeld." ;

- 3° lid 6 wordt opgeheven;

4° in paragraaf 7, waarvan de huidige tekst lid 6 zal vormen, worden de woorden "artikel 64octies, § 3," vervangen door de woorden "artikel 64octies, § 3 en § 4,".

Art. 59. In hoofdstuk IXbis, afdeling 4, van hetzelfde decreet wordt een nieuwe onderafdeling 1 ingevoegd, die artikel 64quinquies bevat en als volgt is getiteld :

"Toepassingsgebied en voorwaarden van de automatische en verplichte uitwisseling van inlichtingen".

Art. 60. Artikel 64quinquies van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013 en gewijzigd bij het decreet van 14 april 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. 64quinquies. § 1. De Belgische bevoegde autoriteit deelt de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat, in het kader van de automatische uitwisseling, alle informatie mee waarover zij beschikt betreffende de inwoners van deze andere lidstaat en die verband houden met volgende specifieke inkomsten- en kapitaalcategorieën in de zin van de Belgische wetgeving:

- 1° inkomsten uit arbeid;
- 2° tantièmes en aanwezigheidsgeld;
- 3° levensverzekeringsproducten die niet vallen onder andere uniale rechtsinstrumenten inzake de uitwisseling van inlichtingen noch onder soortgelijke voorschriften;
- 4° pensioenen;
- 5° eigendom en inkomsten uit onroerende goederen; 6° royalty's.

Voor de belastbare tijdvakken die aanvangen op 1 januari 2024 of na deze datum zet de Belgische bevoegde autoriteit zich ervoor in om in de verstrekking van de inlichtingen bedoeld in lid 1, het fiscale identificatienummer, afgekort "TIN", voor inwoners verstrekt door de lidstaat waarin de betrokkene woont. § 2. De inlichtingen worden ten minste eenmaal per jaar verstrekt en uiterlijk binnen zes maanden na het verstrijken van het belastingjaar in de loop waarvan de inlichtingen beschikbaar zijn gekomen. ».

Art. 61. In hoofdstuk IXbis, afdeling 4, van hetzelfde decreet wordt een nieuwe onderafdeling 2 ingevoegd, die artikel 64quinquies/1 bevat, en volgend opschrift krijgt:

"Toepassingsgebied en voorwaarden van de automatische en verplichte uitwisseling van inlichtingen over voorafgaande belastingrulings in grensoverschrijdende gevallen".

Art. 62. In artikel 64quinquies/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 12 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in paragraaf 4 wordt 1° vervangen door :

" 1° voor de overeenkomstig paragraaf 1 uitgewisselde inlichtingen : onverwijld na de afgifte, de wijziging of de hernieuwing van de voorafgaande grensoverschrijdende rulings en uiterlijk binnen drie maanden na het einde van het eerste halfjaar van het kalenderjaar waarin de voorafgaande grensoverschrijdende rulings zijn afgegeven of gemaakt, gewijzigd of hernieuwd; » ;

- 2° in paragraaf 5 wordt 2° vervangen door :

"2° een samenvatting van de inhoud van de voorafgaande grensoverschrijdende ruling, met onder meer een omschrijving van de betrokken handelsactiviteiten of -verrichtingen of reeksen of reeksen van verrichtingen en iedere andere informatie die de bevoegde autoriteit zou kunnen helpen bij het beoordelen van een potentieel fiscaal risico, zonder dat dit mag leiden tot de openbaarmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelswerkwijze, of van inlichtingen die in strijd zouden zijn met de openbare orde;" ;

3° in paragraaf 7 wordt het woord “Waalse” opgeheven.

Art. 63. In hoofdstuk IXbis, afdeling 4, van hetzelfde decreet wordt een nieuwe onderafdeling 3 ingevoegd, die artikel 64quinquies/2 bevat, en volgend opschrift krijgt:

“Toepassingsgebied en voorwaarden van de automatische en verplichte uitwisseling van informatie over meldingsplichtige grensoverschrijdende regelingen”.

Art. 64. In artikel 64quinquies/2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 oktober 2020 wordt paragraaf 17 opgeheven.

Art. 65. In hoofdstuk IXbis, afdeling 4, van hetzelfde decreet wordt een nieuwe onderafdeling 4 ingevoegd, die artikel 64quinquies/3 tot 64quinquies/8 bevat, en volgend opschrift krijgt:

“Toepassingsgebied en voorwaarden van de automatische en verplichte uitwisseling van door platformexploitanten opgegeven informatie”.

Art. 66. In onderafdeling 4 van afdeling 4 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 65 van dit decreet, wordt een artikel 64quinquies/3 ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64quinquies/3. § 1. Met het oog op de toepassing van de artikelen 64quinquies/4 tot 64quinquies/8 wordt verstaan onder:

A. Rapporterende platformexploitanten

1° “Platform”: elke software, met inbegrip van een website of onderdeel daarvan en toepassingen waaronder mobiele toepassingen, die toegankelijk is voor gebruikers en waardoor verkopers in staat worden gesteld verbonden te zijn met andere gebruikers voor het verrichten van een relevante activiteit, direct of indirect, ten behoeve van dergelijke gebruikers. Daaronder begrepen zijn ook alle regelingen voor de inning en betaling van een tegenprestatie met betrekking tot de relevante activiteit.

De term “platform” omvat niet de software die zonder enige verdere interventie bij het verrichten van een relevante activiteit uitsluitend een van de volgende activiteiten mogelijk maakt:

- het uitvoeren van betalingen in verband met een relevante activiteit;
- het aanbieden of adverteren van een relevante activiteit door gebruikers;
- het doorverwijzen of overbrengen van gebruikers naar een platform.

2° “Platformexploitant”: een entiteit die een overeenkomst sluit met een verkoper om een platform geheel of gedeeltelijk beschikbaar te stellen aan die verkoper;

3° “Uitgesloten platformexploitant”: een platformexploitant die vooraf en jaarlijks ten genoegen van de bevoegde autoriteit van de lidstaat waaraan hij anders had moeten rapporteren, overeenkomstig de voorschriften van artikel 64quinquies/6, § 1, 1° tot 3°, heeft aangetoond dat het volledige bedrijfsmodel van het platform van dusdanige aard is dat het niet over te rapporteren verkopers beschikt ;

4° “Rapporterende platformexploitant”: een andere platformexploitant dan een uitgesloten platformexploitant, die in één van de volgende situaties verkeert :

a) hij is een fiscaal ingezetene van het Waals Gewest of, indien dat niet het geval is, voldoet aan één van de volgende voorwaarden:

- hij is opgericht in overeenstemming met de wetgeving van het Waals Gewest;
- zijn plaats van leiding (inclusief de werkelijke leiding) bevindt zich in het Waalse Gewest;
- hij heeft een vaste inrichting in het Waalse Gewest en is geen gekwalificeerde platformexploitant buiten de Unie.

Als een platformexploitant een fiscaal ingezetene is in meer dan één lidstaat of een vaste inrichting bezit in meer dan één lidstaat, kiest hij één van deze lidstaten om aan de hem te beurt vallende rapportageverplichtingen te voldoen, bedoeld in Bijlage V, Afdeling III, bij de Richtlijn. De platformexploitant geeft kennis van zijn keuze aan de gezamenlijke bevoegde autoriteiten van deze lidstaten. Wanneer deze platformexploitant ervoor kiest om zijn voormelde rapportageverplichtingen in België na te komen, wordt hij beschouwd als een rapporterende platformexploitant in de zin van artikelen 64quinquies/4 tot en met 64quinquies/8;

b) hij is geen fiscaal ingezetene van een lidstaat, noch is hij opgericht in overeenstemming met de wetten van een lidstaat, noch heeft hij zijn plaats van leiding of een vaste inrichting in een lidstaat, maar hij faciliteert de verrichting van een relevante activiteit door te rapporteren verkopers of een relevante activiteit in verband met de verhuur van onroerend goed dat in een lidstaat is gelegen, en hij is geen gekwalificeerde platformexploitant buiten de Unie. In dat geval is de platformexploitant ertoe verplicht, zich te registreren in de Unie en, wanneer deze platformexploitant ervoor kiest om zich bij de Belgische bevoegde autoriteit te registreren, wordt hem door de Belgische bevoegde autoriteit een individueel identificatienummer toegekend en wordt hij als rapporterende platformexploitant in de zin van de artikelen 64quinquies/4 tot 64quinquies/8 beschouwd.

Een rapporterende platformexploitant kan ervoor kiezen zich te registreren bij de bevoegde autoriteit van één enkele lidstaat, waarbij hij de procedurele regels van § 2 volgt wanneer hij ervoor kiest zich in België te registreren.

Een dergelijke rapporterende platformexploitant wiens registratie herroepen is overeenkomstig § 2, 7°, kan enkel de toelating krijgen om zich op nieuw te registreren als hij de Belgische bevoegde autoriteit voldoende garanties geeft dat hij zich ertoe verbindt de verplichtingen te vervullen inzake rapportage in de Unie, met inbegrip van de verplichtingen die hij nog niet is nagekomen;

5° “Gekwalificeerde platformexploitant buiten de Unie”: een platformexploitant voor wie alle relevante activiteiten die hij faciliteert ook gekwalificeerde relevante activiteiten zijn en die een fiscaal ingezetene is van een gekwalificeerd niet-Unierechtsgebied of, indien hij dat niet is, aan een van de volgende voorwaarden voldoet:

- hij is opgericht in overeenstemming met de wetgeving van een gekwalificeerd niet-Unierechtsgebied
- zijn plaats van leiding (inclusief de werkelijke leiding) bevindt zich in een gekwalificeerd niet-Unierechtsgebied ;

“Gekwalificeerd niet-Unierechtsgebied”: een niet-Unierechtsgebied dat beschikt over een van kracht zijnde adequate overeenkomst tussen bevoegde autoriteiten met de bevoegde autoriteiten van alle lidstaten die in een door dit niet-Unierechtsgebied gepubliceerde lijst zijn aangemerkt als te rapporteren rechtsgebieden ;

7° “Van kracht zijnde adequate overeenkomst tussen bevoegde autoriteiten”: een overeenkomst tussen de bevoegde autoriteiten van een lidstaat en een niet-Unierechtsgebied, op grond waarvan de automatische uitwisseling plaatsvindt van inlichtingen die gelijkwaardig zijn aan die welke in artikel 64*quinquies*/6, § 2, zijn gespecificeerd, zoals bevestigd in een uitvoeringshandeling overeenkomstig artikel 8*bisquater*, § 7, van de richtlijn ;

8° “Relevante activiteit”: een van de onderstaande activiteiten die worden verricht voor een tegenprestatie:

i) de verhuur van onroerend goed, daaronder begrepen zakelijk en niet-zakelijk onroerend goed, alsmede elk ander onroerend goed en parkeerruimten;

j) een persoonlijke dienst;

k) de verkoop van goederen;

l) de verhuur van transportmiddelen.

De term “relevante activiteit” omvat niet de activiteiten die door een verkoper worden verricht in de hoedanigheid van werknemer van de rapporterende platformexploitant of van een met de platformexploitant gelieerde entiteit;

9° “Gekwalificeerde relevante activiteiten”: relevante activiteiten die vallen onder de automatische uitwisseling op grond van een vigerende adequate overeenkomst tussen bevoegde autoriteiten;

10° “Tegenprestatie”: een compensatie onder welke vorm ook, met aftrek van alle honoraria, commissielonen of belastingen die door de rapporterende platformexploitant worden ingehouden of geheven, die wordt betaald of gecrediteerd aan een verkoper in verband met de relevante activiteit, en waarvan het bedrag door de platformexploitant gekend is of redelijkerwijs gekend kan worden ;

11° “Persoonlijke dienst”: een dienst die een tijdgebonden of taakgerichte activiteit omvat die door één of meer natuurlijke personen wordt uitgevoerd, hetzij zelfstandig, hetzij namens een entiteit, en die wordt verricht op verzoek van een gebruiker, hetzij online, hetzij fysiek offline, na facilitering door een platform.

B. Te rapporteren verkopers

1° “Verkoper”: een gebruiker van een platform, hetzij een natuurlijke persoon, hetzij een entiteit, die op enig ogenblik tijdens de rapportageperiode op het platform is geregistreerd en een relevante activiteit verricht;

2° “Actieve Verkoper”: een verkoper die tijdens de rapportageperiode een relevante activiteit verricht, of aan wie een tegenprestatie wordt betaald of gecrediteerd in verband met een relevante activiteit tijdens de rapportageperiode;

3° “Te rapporteren verkoper”: een actieve verkoper, die geen uitgesloten verkoper is, die een ingezetene is van een lidstaat of die een onroerend goed heeft verhuurd dat in een lidstaat is gelegen; 4° “Uitgesloten verkoper”: een verkoper : a) die een overheidsinstantie is;

die een entiteit is waarvan de aandelen regelmatig worden verhandeld op een erkende effectenbeurs of een gelieerde entiteit is van een entiteit waarvan de aandelen regelmatig worden verhandeld op een erkende effectenbeurs;;

die een entiteit is waarvoor de platformexploitant tijdens de rapportageperiode meer dan 2 000 relevante activiteiten heeft gefaciliteerd door de verhuur van onroerend goed met betrekking tot een eigendomslijst ; of

voor wie de platformexploitant tijdens de rapportageperiode minder dan 30 relevante activiteiten heeft gefaciliteerd door de verkoop van goederen, en voor wie het totale bedrag van de tegenprestatie dat is betaald of gecrediteerd, ten hoogste 2 000 EUR bedroeg.

C. Overige definities

1° “entiteit”: een rechtspersoon of een juridische constructie, zoals een vennootschap, samenwerkingsverband, trust of stichting. Een entiteit is een gelieerde entiteit van een andere entiteit indien een van de entiteiten zeggenschap heeft over de andere, of indien beide entiteiten onder een gemeenschappelijk zeggenschap vallen. Daartoe wordt onder zeggenschap mede verstaan de directe of indirecte eigendom van meer dan 50 % van het aantal stemmen en de waarde in een entiteit. Bij indirecte deelneming wordt de nakoming van het vereiste dat meer dan 50 % van het eigendomsrecht in het kapitaal van de andere entiteit wordt gehouden, bepaald door vermenigvuldiging van de deelnemingspercentages door de opeenvolgende niveaus heen. Een persoon die meer dan 50 % van de stemrechten houdt, wordt geacht 100 % te houden;

2° “Overheidsinstantie”: de regering van een lidstaat of ander rechtsgebied, een staatkundig onderdeel van een lidstaat of ander rechtsgebied (met inbegrip van een staat, provincie, district of gemeente), of een agentschap of instantie van een lidstaat of ander rechtsgebied of van een of meer van de voorgaande overheidsinstanties dat/die volledig daartoe behoort (waarbij elkeen een « overheidsinstantie » vormt ») ;

3° “TIN”: het door een lidstaat afgegeven fiscaal identificatienummer, of een functioneel equivalent bij gebreke van een fiscaal identificatienummer ;

4° “btw-identificatienummer”: het unieke nummer ter identificatie van een belastingplichtige of een niet-belastbare rechtspersoon, die is geregistreerd voor btw-doeleinden;

5° “Hoofdadres”: het adres van de hoofdverblijfplaats van een verkoper die een natuurlijke persoon is, alsook het adres van het geregistreerde kantoor van een verkoper die een entiteit is;

6° “Rapportageperiode”: het kalenderjaar waarvoor de rapportage wordt afgesloten overeenkomstig artikel 64*quinquies*/6;

7° “Eigendomslijst”: alle onroerende goederen die op hetzelfde straatadres gelegen zijn, in het bezit zijn van dezelfde eigenaar en door dezelfde verkoper via een platform te huur worden aangeboden;

8° “Identificatiecode van de financiële rekening”: het unieke identificatienummer of referentienummer van de rekening bij een bank of bij een andere vergelijkbare betalingsdienst waarover de platformexploitant beschikt en waarop de tegenprestatie wordt betaald of gecrediteerd;

9° “Goederen”: elke lichamelijke zaak.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1, punt A., 4°, b), wanneer de aldaar bedoelde platformexploitant verkiest zich te registreren bij de Belgische bevoegde autoriteit, verloopt de administratieve procedure voor de eenmalige registratie van die platformexploitant als volgt:

1° de platformexploitant registreert zich bij de Belgische bevoegde autoriteit wanneer hij zijn activiteit als platformexploitant opstart;

2° de rapporterende platformexploitant bezorgt de volgende informatie aan de Belgische bevoegde autoriteit:

m) Naam;

n) postadres;

o) e-mailadressen, inclusief websites;

p) elke TIN die aan de rapporterende platformexploitant is toegekend;

q) rapportering die informatie bevat betreffende de identificatie van bedoelde rapporterende platformexploitant voor btw-doeleinden in de Unie, overeenkomstig titel XII, hoofdstuk 6, afdelingen 2 en 3, van Europese Richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde ;

r) de lidstaten waarvan de te rapporteren verkopers inwoner zijn,

overeenkomstig artikel 64*quinquies*/5, onder D;

3° de rapporterende platformexploitant geeft de Belgische bevoegde autoriteit kennis van alle wijzigingen aan de informatie voorzien in 2°;

4° de Belgische bevoegde autoriteit kent een individueel identificatienummer toe aan de rapporterende platformexploitant en deelt dit elektronisch mee aan de bevoegde autoriteiten van alle lidstaten;

5° de Belgische bevoegde autoriteit vraagt aan de Europese Commissie om de rapporterende platformoperator uit het centraal register te schrappen in de volgende gevallen:

i) de platformexploitant licht de bevoegde Belgische autoriteit erover in dat

niet langer is actief als platformexploitant;

j) bij gebreke van kennisgeving als bedoeld onder a), zijn er redenen zijn

veronderstellen dat de platformexploitant zijn activiteit heeft stopgezet;

k) de platformexploitant beantwoordt niet langer aan de voorwaarden in

paragraaf 1, punt A., 4°, b);

l) de Belgische bevoegde autoriteit heeft de registratie ingetrokken in overeenstemming met

7°;

6° de Belgische bevoegde autoriteit brengt de Europese Commissie onmiddellijk op de hoogte van elke platformexploitant, in de zin van paragraaf 1, punt A., 4°, b), die zijn activiteit als platformexploitant begint zonder zich te hebben geregistreerd in overeenstemming met deze paragraaf.

Art. 67. In onderafdeling 4 van afdeling 4 van hoofdstuk IX*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 65 van dit decreet, wordt een artikel 64*quinquies*/4 ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64*quinquies*/4. § 1. De rapporterende platformexploitanten voeren de due diligence-procedures uit en vervullen de rapportageverplichtingen verwoord in de artikelen 64*quinquies*/5 en 64*quinquies*/6, overeenkomstig de artikelen 64*quinquies*/7 en 64*quinquies*/8 tot regeling van hun daadwerkelijke uitvoering.

§ 2. Op grond van de toepasselijke due diligence-procedures en rapportageverplichtingen als omschreven in artikelen 64*quinquies*/5 en 64*quinquies*/6, verstrekt de bevoegde autoriteit van een lidstaat waar de rapportage overeenkomstig lid 1 heeft plaatsgevonden, door middel van een automatische uitwisseling en binnen de in paragraaf 3 gestelde termijn aan de bevoegde autoriteit van de lidstaat waarvan de te rapporteren verkoper een ingezetene is als bepaald op grond van artikel 64*quinquies*/5, punt D., en, indien de te rapporteren verkoper onroerend goed verhuurt, in ieder geval aan de bevoegde autoriteit van de lidstaat waarin het onroerend goed is gelegen, de volgende inlichtingen over elke te rapporteren verkoper:

y) naam, geregistreerd kantooradres, fiscaal identificatienummer en, in voorkomend geval, het op grond van artikel 64*quinquies*/3, § 1, punt A., 4°, b), lid 2, toegewezen individueel identificatienummer van de rapporterende platformexploitant, alsook handelsnaam (-namen) van het platform (de platforms) waarover de rapporterende platformexploitant rapporteert;

z) voor- en achternaam van de te rapporteren verkoper als die een natuurlijke persoon is, en de officiële naam van de te rapporteren verkoper als die een entiteit is;

aa) het hoofdadres;

bb) een fiscaal identificatienummer van de te rapporteren verkoper, met vermelding van elke lidstaat van afgifte, of, bij ontstentenis daarvan, de geboorteplaats van de te rapporteren verkoper als die een natuurlijke persoon is;

cc) het nummer van inschrijving in het handelsregister van de te rapporteren verkoper als die een entiteit is;

dd) het btw-identificatienummer van de te rapporteren verkoper, indien beschikbaar;

ee) de geboortedatum van de te rapporteren verkoper als die een natuurlijke persoon is;

ff) de identificatiecode van de financiële rekening waarop de tegenprestatie wordt betaald of gecrediteerd, voor zover bekend aan de rapporterende platformexploitant en voor zover de bevoegde autoriteit van de lidstaat waarvan de te rapporteren verkoper een ingezetene is in de zin van artikel 64*quinquies*/5, punt D., de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten niet in kennis heeft gesteld van het feit dat zij niet voornemens is de identificatiecode van de financiële rekening voor dat doel te gebruiken;

gg) indien verschillend van de naam van de te rapporteren verkoper: bovenop de identificatiecode van de financiële rekening, de naam van de houder van de financiële rekening waarop de tegenprestatie wordt betaald of gecrediteerd, voor zover bekend aan de rapporterende platformexploitant, alsook alle andere financiële identificatiegegevens waarover de rapporterende platformexploitant beschikt met betrekking tot die rekeninghouder;

hh) elke lidstaat waarvan de te rapporteren verkoper een ingezetene is zoals bepaald op grond van bijlage V, deel II, onderdeel D;

ii) de totale tegenprestatie die is betaald of gecrediteerd tijdens elk kwartaal van de rapportageperiode, en het aantal relevante activiteiten waarvoor deze is betaald of gecrediteerd;

jj) alle honoraria, commissielonen of belastingen die door het rapporterende platform tijdens elk kwartaal van de rapportageperiode ingehouden of geheven werden

Indien de te rapporteren verkoper een onroerend goed verhuurt, worden de volgende aanvullende inlichtingen meegedeeld:

g) het postadres van elke eigendomslijst, vastgesteld op basis van de procedures als omschreven in artikel 64*quinquies*/5, punt E., en het respectieve kadastrummer of het equivalent daarvan in het nationaal recht van de lidstaat waar het gelegen is, indien beschikbaar;

h) de totale tegenprestatie die is betaald of gecrediteerd tijdens elk kwartaal van de rapportageperiode, en het aantal relevante activiteiten dat is verricht voor elke eigendomslijst;

i) indien beschikbaar, het aantal verhuurdagen voor elke eigendomslijst tijdens de rapportageperiode en het type van elke eigendomslijst.

§ 3. De mededeling op grond van paragraaf 2 geschiedt met gebruikmaking van het geautomatiseerde standaardformaat ontworpen voor een vlottere handhaving van deze automatische uitwisseling, overeenkomstig de artikelen 20, § 4, en 26, § 2, uiterlijk twee maanden na het einde van de rapportageperiode waarop de op de rapporterende platformexploitant toepasselijke rapportageverplichtingen betrekking hebben. De eerste inlichtingen worden meegedeeld voor rapportageperiodes vanaf 1 januari 2023.

§ 4. Indien een platformexploitant wordt geacht een uitgesloten platformexploitant te zijn, stelt de bevoegde autoriteit van de lidstaat waar overeenkomstig artikel 64*quinquies*/3, § 1, punt A., 3°, is aangetoond dat het om een uitgesloten platformexploitant gaat, de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten daarvan in kennis, alsmede van eventuele latere wijzigingen. ».

Art. 68. In onderafdeling 4 van afdeling 4 van hoofdstuk IX*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 65 van dit decreet, wordt een artikel 64*quinquies*/5 ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64*quinquies*/5. § 1. De volgende procedures zijn van toepassing om na te gaan wie te rapporteren verkopers zijn.

E. Verkopers die niet moeten worden gecontroleerd

Om te bepalen of een verkoper die een entiteit is, als uitgesloten verkoper kan gelden in de zin van artikel 64*quinquies*/3, § 1, punt B., 4°, a) en b), kan een rapporterende platformexploitant zich baseren op publiekelijk beschikbare informatie of een bevestiging van de verkoper die een entiteit is.

Om te bepalen of een verkoper kan gelden als een uitgesloten verkoper in de zin van artikel 64*quinquies*/3, § 1, punt B., 4°, c) en d), kan een rapporterende platformexploitant zich baseren op de registers waarover hij beschikt

F. Verzameling van inlichtingen over de verkoper

1° De rapporterende platformexploitant verzamelt alle volgende inlichtingen voor elke verkoper die een natuurlijke persoon en geen uitgesloten verkoper is :

k) voor- en achternaam;

l) het hoofdadres;

m) elk aan die verkoper afgegeven TIN, met vermelding van elke lidstaat van afgifte, en bij gebrek daaraan, de geboorteplaats van die verkoper ;

n) het btw-identificatienummer van de te rapporteren verkoper, indien van toepassing;

o) de geboortedatum;

2° de rapporterende platformexploitant verzamelt alle volgende inlichtingen voor elke verkoper die een entiteit en geen uitgesloten verkoper is :

m) de wettelijke benaming ;

n) het hoofdadres;

o) elk aan die verkoper afgeven TIN, met vermelding van elke lidstaat van afgifte

p) het btw-identificatienummer van die verkoper, indien van toepassing;

q) het bedrijfsregistratienummer ;

r) het bestaan van elke vaste inrichting via welke relevante activiteiten worden verricht in de Unie, voor zover van toepassing, met aanduiding van elke respectieve lidstaat waar een dergelijke vaste inrichting is gelegen ;

3° Niettegenstaande het bepaalde in 1 en 2, is de rapporterende platformexploitant niet verplicht de inlichtingen als bedoeld in 1°, onder b) tot en met e), en in 2°, onder b) tot en met f) te verzamelen indien de inlichtingen gebaseerd zijn op een directe bevestiging van de identiteit en de woonplaats van de verkoper via een identificatiedienst die door een lidstaat of de Unie beschikbaar is gesteld om de identiteit en de fiscale woonplaats van de verkoper vast te stellen ;

4° niettegenstaande het bepaalde 1°, onder c), en in 2°, onder c) en e), is de rapporterende platformexploitant niet verplicht het TIN of, naargelang het geval, het bedrijfsregistratienummer te verzamelen in de volgende gevallen :

e) de lidstaat waarvan de verkoper een ingezetene is, geeft geen TIN of bedrijfsregistratienummer af aan de verkoper;

f) de lidstaat waarvan de verkoper een ingezetene is, verlangt niet dat het aan de verkoper afgegeven TIN wordt verzameld.

C. Verificatie van de inlichtingen over de verkoper

1° de rapporterende platformexploitant bepaalt of de inlichtingen die zijn verzameld op grond van punt A, punt B, punt 1, onderdeel B, 1° punt B, onder a) tot en met e), en onderdeel E betrouwbaar zijn, door gebruik te maken van alle inlichtingen en documenten waarover hij in zijn registers beschikt, alsmede van elke elektronische interface die gratis beschikbaar is gesteld door een lidstaat of de Unie teneinde de geldigheid van het TIN en/of btw-identificatienummer vast te stellen ;

2° Niettegenstaande het bepaalde in punt 1°, kan de rapporterende platformexploitant voor de voltooiing van de due diligence-procedures op grond van punt F, 2, bepalen of de inlichtingen die zijn verzameld op grond van punt A, punt B, 1°, punt B, 2°, onder a) tot en met e), en punt E, betrouwbaar zijn door gebruik te maken van de inlichtingen en documenten waarover hij in zijn elektronisch doorzoekbare registers beschikt ;

3° in toepassing van onderdeel F, punt 3, onder b), en niettegenstaande het bepaalde in punten 1 en 2, ingeval de rapporterende platformexploitant redenen heeft om aan te nemen dat gegevens als bedoeld in onderdeel B of E onnauwkeurig kunnen zijn op basis van inlichtingen die zijn verstrekt door de bevoegde autoriteit van een lidstaat naar

aanleiding van een verzoek betreffende een specifieke verkoper, verzoekt hij de verkoper de gegevens die niet correct zijn gebleken, te corrigeren, en ondersteunende documenten, gegevens of inlichtingen te verstrekken die betrouwbaar zijn en afkomstig uit een onafhankelijke bron, zoals:

- e) een geldig identiteitsbewijs afgegeven door een overheidsorgaan ;
- f) een recent certificaat van fiscale woonplaats.

J. Vaststelling van de lidstaat (lidstaten) waarvan de verkoper een ingezetene is

1° Een rapporterende platformexploitant beschouwt een verkoper als een ingezetene van de lidstaat waar deze zijn hoofdadres heeft. Indien verschillend van de lidstaat van het hoofdadres van de verkoper, beschouwt een rapporterende platformexploitant een verkoper ook als een ingezetene van de lidstaat die aan de verkoper een TIN heeft afgegeven. Indien de verkoper inlichtingen heeft verstrekt in verband met het bestaan van een vaste inrichting op grond van punt B., 2°, onder f), beschouwt een rapporterende platformexploitant een verkoper ook als een ingezetene van die lidstaat die de verkoper heeft opgegeven ;

2° niettegenstaande het bepaalde in punt 1°, beschouwt een rapporterende platformexploitant een verkoper als een ingezetene van elke lidstaat die wordt bevestigd door een elektronische identificatiedienst die door een lidstaat of de Unie op grond van onderdeel B, punt 3, beschikbaar is gesteld.

K. Verzameling van inlichtingen over verhuurde onroerende goederen

Indien een verkoper een relevante activiteit in verband met de verhuur van onroerend goed verricht, verzamelt de rapporterende platformexploitant de adresgegevens van elke eigendomslijst en, voor zover toegekend, het respectieve kadastrummer of het equivalent daarvan in het nationale recht van de lidstaat waar het gelegen is. Indien een rapporterende platformexploitant meer dan 2 000 relevante activiteiten heeft gefaciliteerd door een eigendomslijst te verhuren voor dezelfde verkoper die een entiteit is, verzamelt de rapporterende platformexploitant ondersteunende documenten, gegevens of inlichtingen waaruit blijkt dat de eigendomslijst eigendom is van dezelfde eigenaar.

L. Tijdschema en geldigheid van de due diligence-procedures

1° De rapporterende platformexploitant voltooit uiterlijk op 31 december van de rapportageperiode de due diligence-procedures zoals bedoeld in de onderdelen A tot en met E ;

2° niettegenstaande het bepaalde in punt 1, moeten voor verkopers die al op het platform waren geregistreerd op datum van 1 januari 2023 of vanaf de datum waarop een entiteit een rapporterende platformexploitant wordt, de in de onderdelen A tot en met E bedoelde due diligence-procedures worden voltooid uiterlijk op 31 december van de tweede rapportageperiode voor de rapporterende platformexploitant ;

3° Niettegenstaande het bepaalde in punt 1, kan een rapporterende platformexploitant zich baseren op de due diligence-procedures die in eerdere rapportageperiodes werden uitgevoerd, mits

e) de in onderdeel B, punten 1 en 2, vereiste inlichtingen over de verkoper werden hetzij verzameld en geverifieerd, hetzij bevestigd, in de laatste 36 maanden, en

f) er voor de rapporterende platformexploitant geen redenen zijn om aan te nemen dat de inlichtingen die op grond van de onderdelen A, B, en E, zijn verzameld, onbetrouwbaar of incorrect zijn (geworden).

K. Toepassing van de due diligence-procedures uitsluitend op actieve verkopers

De rapporterende platformexploitant kan ervoor kiezen de due diligence-procedures op grond van de onderdelen A tot en met F uitsluitend op actieve verkopers toe te passen.

L. Voltooiing van de due diligence-procedures door derden

1° een rapporterende platformexploitant kan een beroep doen op een derde als dienstverrichter om de in dit deel bedoelde due diligence-verplichtingen te vervullen, maar de verantwoordelijkheid ter zake blijft bij de rapporterende platformexploitant berusten ;

2° indien een platformexploitant de due diligence-verplichtingen op grond van punt 1°, vervult voor een rapporterende platformexploitant met betrekking tot hetzelfde platform, voert die platformexploitant de due diligence-procedures op grond van de voorschriften van dit deel uit. De verantwoordelijkheid voor het vervullen van de due diligence-verplichtingen blijft bij de rapporterende platformexploitant berusten. ».

Art. 69. In onderafdeling 4 van afdeling 4 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 65 van dit decreet, wordt een artikel 64quinquies/6 ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64quinquies/6. § 1. Het tijdstip en de wijze van rapporteren van de informatie bedoeld bij artikel 64quinquies/4, § 1, zijn de volgende:

1° Een rapporterende platformexploitant in de zin van artikel 64quinquies/3, § 1, punt A., 4°, onder a), lid 1, rapporteert aan de bevoegde autoriteit van de lidstaat die is bepaald overeenkomstig paragraaf 2, bedoelde inlichtingen met betrekking tot de rapportageperiode uiterlijk op 31 januari van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarin de verkoper als te rapporteren verkoper is aangemerkt. Indien er meer dan één rapporterende platformexploitant is, is eenieder onder hen die overeenkomstig het recht dat van toepassing is in het Waalse Gewest dat dezelfde inlichtingen door een andere rapporterende platformexploitant zijn gerapporteerd, vrijgesteld van de verplichting die inlichtingen te rapporteren ;

2° een rapporterende platformexploitant in de zin van artikel 64quinquies/3, § 1, punt A., 4°, onder a), tweede lid, kiest een van die lidstaten uit waarin hij aan de rapportageverplichtingen van dit artikel zal voldoen. Wanneer hij ervoor kiest in België aan de rapportageverplichtingen als bedoeld in dit artikel te voldoen overeenkomstig artikel 64quinquies/3, § 1, punt A., 4°, a), lid 2, deelt een rapporterende platformexploitant de in paragraaf 2 genoemde inlichtingen met betrekking tot de rapportageperiode aan de Belgische bevoegde autoriteit, uiterlijk op 31 januari van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarin de verkoper is aangemerkt als een te rapporteren verkoper. Indien er meer dan één rapporterende platformexploitant is, is eenieder onder hen die overeenkomstig het nationale recht kan aantonen dat dezelfde inlichtingen door een andere rapporterende platformexploitant zijn gerapporteerd in een andere lidstaat, vrijgesteld van de verplichting die inlichtingen te rapporteren;

3° Een platformexploitant in de zin van artikel 64quinquies/3, § 1, punt A., 4°, onder b), rapporteert de in paragraaf 2 genoemde inlichtingen met betrekking tot de rapportageperiode aan de Belgische bevoegde autoriteit wanneer hij geregistreerd is bij deze Belgische bevoegde autoriteit, overeenkomstig artikel 64quinquies/3, § 1, punt A., 4°, b), lid 2, uiterlijk op 31 januari van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarin de verkoper is aangemerkt als een te rapporteren verkoper ;

4° niettegenstaande het bepaalde punt 3°, is een rapporterende platformexploitant in de zin van artikel 64quinquies/3, § 1, punt A., punt 4°, onder b), niet verplicht de in paragraaf 2 bedoelde informatie te verstrekken met betrekking tot gekwalificeerde relevante activiteiten die vallen onder een vigerende adequate overeenkomst tussen bevoegde autoriteiten, die reeds voorziet in de automatische uitwisseling van gelijkwaardige inlichtingen met een lidstaat over te rapporteren verkopers die ingezetene zijn van die lidstaat

5° Een rapporterende platformexploitant verstrekt tevens de in paragraaf 2, punten 2 en 3, bedoelde inlichtingen aan de te rapporteren verkoper waarop zij betrekking hebben, uiterlijk op 31 januari van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarin de verkoper is aangemerkt als een te rapporteren verkoper ;

6° de inlichtingen met betrekking tot de tegenprestatie die is betaald of gecrediteerd in een fiduciaire valuta, worden gerapporteerd in de munt waarin zij is betaald of gecrediteerd. Ingeval de tegenprestatie is betaald of gecrediteerd in een andere vorm dan een fiduciaire valuta, worden de inlichtingen gerapporteerd in de lokale munt, omgezet of gewaardeerd op een door de rapporterende platformexploitant consistent vastgestelde wijze ;

7° inlichtingen over de tegenprestatie en andere bedragen worden gerapporteerd voor het kwartaal van de rapportageperiode waarin de tegenprestatie is betaald of gecrediteerd.

§ 2. Elke rapporterende platformexploitant rapporteert de volgende inlichtingen :

1° naam, geregistreerd kantooradres, fiscaal identificatienummer en, in voorkomend geval, het op grond van artikel 64quinquies/3, § 1, punt A., 4°, b), lid 2, toegewezen individueel identificatienummer van de rapporterende platformexploitant, alsook handelsnaam (-namen) van het platform (de platforms) waarover de rapporterende platformexploitant rapporteert;

2° met betrekking tot elke te rapporteren verkoper die een andere relevante activiteit heeft verricht dan de verhuur van een onroerend goed :

m) les éléments d'information devant être collectés conformément à l'article 64quinquies/5, point B.;

n) de identificatiecode van de financiële rekening, voor zover bekend aan de rapporterende platformexploitant en voor zover de bevoegde autoriteit van de lidstaat waarvan de te rapporteren verkoper een ingezetene is in de zin van artikel 64quinquies/5, punt D., niet heeft bekendgemaakt dat zij niet voornemens is de identificatiecode van de financiële rekening voor dat doel te gebruiken;

o) indien verschillend van de naam van de te rapporteren verkoper, bovenop de identificatiecode van de financiële rekening, de naam van de houder van de financiële rekening waarop de tegenprestatie wordt betaald of gecrediteerd, voor zover bekend aan de rapporterende platformexploitant, alsook alle andere financiële identificatiegegevens waarover de rapporterende platformexploitant beschikt met betrekking tot die rekeninghouder;

p) elke lidstaat waarvan de te rapporteren verkoper voor de toepassing van artikelen 64bis tot 64duodecies een ingezetene is als bepaald op grond van artikel 64quinquies/5, punt D.;

q) de totale tegenprestatie die is betaald of gecrediteerd tijdens elk kwartaal van de rapportageperiode, en het aantal relevante activiteiten waarvoor deze is betaald of gecrediteerd;

r) alle honoraria, commissielonen of belastingen die door het rapporterende platform tijdens elk kwartaal van de rapportageperiode ingehouden of geheven werden

3° met betrekking tot elke te rapporteren verkoper die een andere relevante activiteit heeft verricht dan de verhuur van een onroerend goed :

q) les éléments d'information devant être collectés conformément à l'article 64quinquies/5, point B.;

r) de identificatiecode van de financiële rekening, voor zover bekend aan de rapporterende platformexploitant en voor zover de bevoegde autoriteit van de lidstaat waarvan de te rapporteren verkoper een ingezetene is in de zin van artikel 64quinquies/5, punt D., onderdeel D, niet heeft bekendgemaakt dat zij niet voornemens is de identificatiecode van de financiële rekening voor dat doel te gebruiken;

s) indien verschillend van de naam van de te rapporteren verkoper, bovenop de identificatiecode van de financiële rekening, de naam van de houder van de financiële rekening waarop de tegenprestatie wordt betaald of gecrediteerd, voor zover bekend aan de rapporterende platformexploitant, alsook alle andere financiële identificatiegegevens waarover de rapporterende platformexploitant beschikt met betrekking tot die rekeninghouder;

t) elke lidstaat waarvan de te rapporteren verkoper voor de toepassing van de artikelen 64bis tot 64duodecies, als bepaald op grond van artikel 64quinquies/5, punt D. een ingezetene is van deel II, onderdeel D.;

u) het postadres van elke eigendomslijst, vastgesteld op basis van de procedures als omschreven in artikel 64quinquies/5, punt E., en het respectieve kadastrummer of het equivalent daarvan in het nationaal recht van de lidstaat waar het gelegen is, indien beschikbaar;

v) de totale tegenprestatie die is betaald of gecrediteerd tijdens elk kwartaal van de rapportageperiode, en het aantal relevante activiteiten dat is verricht voor elke eigendomslijst;

w) alle honoraria, commissielonen of belastingen die door het rapporterende platform tijdens elk kwartaal van de rapportageperiode ingehouden of geheven werden;

x) indien beschikbaar, het aantal verhuurdagen voor elke eigendomslijst tijdens de rapportageperiode en het type van elke eigendomslijst. ».

Art. 70. In onderafdeling 4 van afdeling 4 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 65 van dit decreet, wordt een artikel 64quinquies/7 ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64quinquies/7. Indien een verkoper de volgens artikel 64quinquies/5 vereiste inlichtingen niet verstrekt na twee aanmaningen volgend op het initiële verzoek van de rapporterende platformexploitant, maar niet voordat 60 dagen zijn verstreken, sluit de rapporterende platformexploitant de account van die verkoper af, verhindert hij dat de verkoper zich opnieuw op het platform registreert of houdt hij de betaling van de tegenprestatie aan de verkoper in zolang de verkoper de vereiste inlichtingen niet heeft verstrekt. ».

Art. 71. In onderafdeling 4 van afdeling 4 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 65 van dit decreet, wordt een artikel 64quinquies/8 ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64quinquies/8. De Regering legt de administratieve regels en procedures vast voor de daadwerkelijke uitvoering en de inachtneming van de due diligence procedures en de rapportageverplichtingen verwoord in artikelen 64quinquies/3 tot 64quinquies/7, waaronder met name:

1° de nodige maatregelen om de rapporterende platformexploitanten te verplichten de verplichtingen na te komen inzake inzameling en verificatie als bedoeld in artikel 64quinquies/5 voor wat betreft hun verkopers;

2° de nodige maatregelen om de rapporterende platformexploitanten te verplichten registers bij te houden van de stappen die zijn ondernomen en van eventuele inlichtingen die zijn gebruikt voor de uitvoering van de in de artikelen 64quinquies/5 en 64quinquies/6 beschreven due diligence-procedures en rapportageverplichtingen. Die registers worden een voldoende lange tijd bewaard en in elk geval voor een periode van ten minste vijf en ten hoogste tien jaar volgend op het einde van de rapportageperiode waarop zij betrekking hebben ;

3° de nodige maatregelen, met inbegrip van de mogelijkheid om rapporterende platformexploitanten een verplichting tot rapportage op te leggen, om ervoor te zorgen dat alle noodzakelijke inlichtingen worden gerapporteerd aan de bevoegde autoriteit zodat deze de verplichting om inlichtingen te verstrekken overeenkomstig artikel 64quinquies/4, § 2, kan naleven ;

4° administratieve procedures om te verifiëren of de rapporterende platformexploitanten de in artikelen 64quinquies/5 en 64quinquies/6 beschreven due diligence-procedures en rapportageverplichtingen naleven ;

5° procedures voor de vervolgcontrole van rapporterende platformexploitanten die onvolledige of onnauwkeurige inlichtingen rapporteren. ».

Art. 72. In hoofdstuk IXbis, afdeling 6, van hetzelfde decreet wordt een nieuwe onderafdeling 1 ingevoegd, die artikel 64septies bevat, en volgend opschrift krijgt:

“Aanwezigheid in kantoren en deelname aan administratieve onderzoeken”.

Art. 73. In onderafdeling 1 van afdeling 6 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 72 van dit decreet, wordt artikel 64septies, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013 en laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 64septies. § 1. De Belgische bevoegde autoriteit kan overeenkomen met een buitenlandse bevoegde autoriteit dat, ter uitwisseling van de in artikel 64bis, § 1, eerste lid, bedoelde inlichtingen de door de Belgische autoriteit gemachtigde ambtenaren onder de door de buitenlandse bevoegde autoriteit vastgestelde voorwaarden :

1° aanwezig kunnen zijn in de kantoren waar de administratieve autoriteiten van de lidstaat van de aangezochte autoriteit hun taken vervullen;

2° aanwezig zijn bij administratieve onderzoeken op het grondgebied van de aangezochte lidstaat;

3° deelnemen aan de administratieve onderzoeken die worden uitgevoerd door de aangezochte lidstaat, waar passend met gebruikmaking van elektronische communicatiemiddelen.

De aangezochte autoriteit reageert binnen een termijn van 60 dagen na ontvangst van het verzoek op een verzoek overeenkomstig lid 1, waarbij de Belgische bevoegde autoriteit de inwilliging van het verzoek of de gemotiveerde weigering ervan wordt meegedeeld.

Indien de verlangde inlichtingen vermeld staan in bescheiden waartoe de ambtenaren van de Belgische bevoegde autoriteit toegang hebben, ontvangen de ambtenaren van de aangezochte autoriteit een afschrift van die bescheiden.

Indien door de Belgische bevoegde autoriteit gemachtigde ambtenaren aanwezig zijn tijdens een administratief onderzoek of daaraan met gebruikmaking van elektronische communicatiemiddelen deelnemen, mogen zij personen ondervragen en bescheiden onderzoeken, met inachtneming van de door de aangezochte lidstaat vastgestelde procedurele regelingen.

Iedere weigering van een persoon tegen wie een onderzoek loopt om zich te schikken naar de inspectie maatregelen van de door de Belgische bevoegde overheid gemachtigde ambtenaren wordt door de aangezochte autoriteit beschouwd als een weigering tegengesteld aan zijn eigen ambtenaren.

De door de Belgische bevoegde autoriteit gemachtigde ambtenaren die overeenkomstig lid 1 van deze paragraaf in een andere lidstaat aanwezig zijn, dienen te allen tijde een schriftelijke opdracht te kunnen overleggen waaruit hun identiteit en hun officiële hoedanigheid blijken.

§ 2. De Belgische bevoegde autoriteit kan overeenkomen met een buitenlandse bevoegde autoriteit dat, ter uitwisseling van de in artikel 64bis, § 1, eerste lid, bedoelde inlichtingen de door de buitenlandse bevoegde autoriteit gemachtigde ambtenaren onder de bij dit decreet vastgestelde voorwaarden :

1° aanwezig zijn in het Waalse Gewest in de kantoren van de Waalse Overheidsdienst Financiën die die taken vervullen;

2° aanwezig zijn bij administratieve onderzoeken op het Waalse grondgebied;

3° deelnemen aan de administratieve onderzoeken die worden uitgevoerd door de ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst Financiën, waar passend met gebruikmaking van elektronische communicatiemiddelen.

De Belgische bevoegde autoriteit reageert binnen een termijn van 60 dagen na ontvangst van het verzoek op een verzoek gedaan overeenkomstig lid 1, waarbij aan de verzochte autoriteit de inwilliging van het verzoek of de gemotiveerde weigering ervan wordt meegedeeld.

Indien de verlangde inlichtingen vermeld staan in bescheiden waartoe de ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst Financiën toegang hebben, ontvangen de gemachtigde ambtenaren van de verzoekende autoriteit een afschrift van die bescheiden.

Indien door de verzoekende autoriteit gemachtigde ambtenaren aanwezig zijn tijdens een administratief onderzoek of daaraan met gebruikmaking van elektronische communicatiemiddelen deelnemen, mogen zij personen ondervragen en bescheiden onderzoeken, met inachtneming van de bij dit decreet vastgestelde procedurele regelingen.

Iedere weigering van een persoon tegen wie een onderzoek loopt om zich te schikken naar de inspectie maatregelen van de door verzoekende autoriteit gemachtigde ambtenaren wordt door de aangezochte autoriteit beschouwd als een weigering tegengesteld aan de ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst Financiën.

De door de verzoekende lidstaat gemachtigde ambtenaren die overeenkomstig deze paragraaf in het Waalse Gewest aanwezig zijn, dienen te allen tijde een schriftelijke opdracht te kunnen overleggen waaruit hun identiteit en hun officiële hoedanigheid blijken. ».

Art. 74. In hoofdstuk IXbis, afdeling 6, van hetzelfde decreet wordt een nieuwe onderafdeling 2 ingevoegd, die artikel 64septies/1 bevat, en volgend opschrift krijgt:

“Gelijktijdige controles”.

Art. 75. In onderafdeling 2 van afdeling 6 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 74 van dit decreet, wordt een artikel 64septies/1 ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64septies/1. § 1. In de gevallen waarin het Waalse Gewest en één of meer lidstaten overeenkomen om gelijktijdig, elk op het eigen grondgebied, bij een of meer personen te wier aanzien zij een gezamenlijk of complementair belang hebben, controles te verrichten en de aldus verkregen inlichtingen uit te wisselen, zijn paragrafen 2 tot 4 van toepassing.

§ 2. De Belgische bevoegde autoriteit bepaalt autonoom welke personen zij voor een gelijktijdige controle wil voorstellen. Zij deelt de buitenlandse bevoegde autoriteit van de betrokken lidstaten met opgave van redenen mee welke dossiers zij voor een gelijktijdige controle voorstelt. Zij bepaalt binnen welke termijn die controles moeten plaatsvinden.

§ 3. Wanneer een gelijktijdige controle aan de Belgische bevoegde autoriteit is voorgesteld, beslist ze of zij aan de gelijktijdige controle wenst deel te nemen. Zij bevestigt haar instemming aan de buitenlandse bevoegde autoriteit die de controle heeft voorgesteld of geeft kennis van haar met redenen omklede weigering binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van genoemd voorstel.

§ 4. De Belgische bevoegde autoriteit wijst een vertegenwoordiger aan die wordt belast met de leiding en de coördinatie van de controle. ».

Art. 76. In hoofdstuk IXbis, afdeling 6, van hetzelfde decreet wordt een nieuwe onderafdeling 3 ingevoegd, die artikel 64septies/2 bevat, en volgend opschrift krijgt:

“Administratieve kennisgeving”.

Art. 77. In onderafdeling 3 van afdeling 6 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 76 van dit decreet, wordt een artikel 64septies/2 ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64septies/2. § 1. De Belgische bevoegde autoriteit kan een buitenlandse bevoegde autoriteit, overeenkomstig de in de aangezochte lidstaat geldende voorschriften voor de kennisgeving van soortgelijke akten, erom verzoeken over te gaan tot kennisgeving aan de geadresseerde van alle door de Waalse administratieve autoriteiten afgegeven akten en besluiten die betrekking hebben op de toepassing op zijn grondgebied van wetgeving betreffende de taksen en belastingen geïnd door het Waalse Gewest of voor zijn rekening, door de territoriale of staatkundige onderdelen ervan of voor hun rekening, met inbegrip van de plaatselijke overheden.

Het verzoek tot kennisgeving vermeldt de naam en het adres van de geadresseerde evenals alle overige informatie ter identificatie van de geadresseerde, en het onderwerp van de akte of het besluit waarvan kennis moet worden gegeven.

Het verzoek tot kennisgeving wordt door de Belgische bevoegde autoriteit slechts gedaan indien de kennisgeving van de akten niet volgens de Belgische regels die in het Waalse Gewest toepasselijk zijn, kan geschieden, of buitensporige problemen zou veroorzaken. De Belgische bevoegde autoriteit kan, per aangetekende brief of langs elektronische weg, rechtstreeks van een document kennis geven aan een persoon op het grondgebied van een lidstaat.

§ 2. Op verzoek van een buitenlandse bevoegde autoriteit gaat de Belgische bevoegde autoriteit, overeenkomstig de in het Waalse Gewest geldende voorschriften voor de kennisgeving van soortgelijke akten, over tot kennisgeving aan de geadresseerde van alle door de administratieve autoriteiten van de verzoekende lidstaat afgegeven akten en besluiten die betrekking hebben op de toepassing op het Waalse grondgebied van wetgeving betreffende de taksen en belastingen geïnd door het Waalse Gewest of voor zijn rekening, door de territoriale of staatkundige onderdelen ervan of voor hun rekening, met inbegrip van de plaatselijke overheden.

De Belgische bevoegde autoriteit stelt de verzoekende autoriteit onverwijld in kennis van het aan het verzoek gegeven gevolg en, in het bijzonder, van de datum waarop de akte of het besluit de geadresseerde ter kennis is gebracht. ».

Art. 78. In hoofdstuk IXbis, afdeling 6, van hetzelfde decreet wordt een nieuwe onderafdeling 1 ingevoegd, die artikel 64septies/3 bevat, en krijgt volgend opschrift :

“Terugmeldingen”.

Art. 79. In onderafdeling 4 van afdeling 6 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 78 van dit decreet, wordt een artikel 64septies/3 ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64septies/3. § 1. Wanneer een buitenlandse bevoegde autoriteit inlichtingen heeft medegedeeld overeenkomstig artikel 64ter, § 1, of artikel 64sexies en er om een terugmelding is verzocht, verstrekt de Belgische bevoegde autoriteit die de informatie gekregen heeft deze, zo spoedig mogelijk en uiterlijk drie maanden nadat de resultaten van de gekregen informatie gekend zijn, onverminderd de regels betreffende het beroepsgeheim of de gegevensbescherming van toepassing in het Waalse Gewest, aan de buitenlandse bevoegde autoriteit die ze heeft medegedeeld.

De Belgische bevoegde autoriteit verstrekt eenmaal per jaar aan de betrokken lidstaten een terugmelding over de automatische uitwisseling volgens de praktische nadere regels die bilateraal overeen zijn gekomen.

§ 2. De Belgische bevoegde autoriteit die met toepassing van artikel 64ter, § 2, of artikel 64sexies inlichtingen heeft verstrekt, kan de buitenlandse bevoegde autoriteit die de inlichtingen heeft ontvangen, verzoeken haar haar advies terug te geven.

§ 3. Wanneer een Waalse verbindingdienst of een bevoegde Waalse ambtenaar een verzoek om samenwerking krijgt die niet onder de hem overeenkomstig de Belgische wetgeving of het Belgisch beleid toegekende bevoegdheid valt, wordt het door hem onverwijld overgemaakt aan het centraal verbindingskantoor en wordt de verzoekende buitenlandse bevoegde autoriteit door hem ingelicht. In dit geval vangt de in artikel 64quater bedoelde termijn aan op de dag volgende op die waarop het verzoek aan het centrale verbindingsbureau is toegezonden. ».

Art. 80. In hoofdstuk IXbis, afdeling 6, van hetzelfde decreet wordt een nieuwe onderafdeling 5 ingevoegd, die artikel 64septies/4 bevat, met volgend opschrift :

“Gezamenlijke audits”.

Art. 81. In onderafdeling 5 van afdeling 6 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 80 van dit decreet, wordt een artikel 64septies/4 ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64septies/4. § 1. De bevoegde autoriteit van één of meer lidstaten kan de Belgische bevoegde autoriteit, eventueel samen met andere lidstaten, verzoeken een gezamenlijke controle uit te voeren. De Belgische bevoegde autoriteit en, indien van toepassing, de vereiste bevoegde autoriteiten van de andere lidstaten reageren binnen zestig dagen na ontvangst van het verzoek om gezamenlijk toezicht. De Belgische bevoegde autoriteit en, in voorkomend

geval, de aangezochte bevoegde autoriteiten van de andere lidstaten kunnen een door een bevoegde autoriteit van een lidstaat ingediend verzoek om gezamenlijk toezicht om gemotiveerde redenen verwerpen.

§ 2. De Belgische bevoegde autoriteit kan de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat, eventueel samen met andere lidstaten, verzoeken een gezamenlijke controle uit te voeren. De aangezochte bevoegde autoriteiten reageren binnen zestig dagen na ontvangst van het verzoek om gezamenlijk toezicht. De aangezochte bevoegde autoriteiten kunnen een door de Belgische bevoegde autoriteit ingediend verzoek om gezamenlijk toezicht om gemotiveerde redenen verwerpen.

§ 3. De gezamenlijke audits bedoeld in de paragrafen 1 en 2 worden op vooraf overeengekomen en gecoördineerde wijze, met inbegrip van taalregelingen, uitgevoerd door de bevoegde autoriteiten van de verzoekende en de aangezochte lidstaten, en in overeenstemming met de wetgeving en de procedurele voorschriften van de lidstaat waar de activiteiten van een gezamenlijke audit plaatsvinden. In elke lidstaat waar de activiteiten van een gezamenlijke audit plaatsvinden, wijst de bevoegde autoriteit van die lidstaat een vertegenwoordiger aan die verantwoordelijk is voor het toezicht op en de coördinatie van de gezamenlijke audit in die lidstaat.

De rechten en plichten van de ambtenaren van lidstaten die deelnemen aan de gezamenlijke audit, worden in geval van hun aanwezigheid bij activiteiten die in een andere lidstaat worden verricht, vastgesteld overeenkomstig de wetgeving van de lidstaat waar de activiteiten van de gezamenlijke audit plaatsvinden. De ambtenaren van een andere lidstaat voegen zich naar de wetgeving van de lidstaat waar de activiteiten van een gezamenlijke audit plaatsvinden, maar oefenen geen bevoegdheden uit die verder gaan dan de bevoegdheden die hun krachtens de wetgeving van hun lidstaat zijn verleend.

§ 4 Onverminderd paragraaf 3, wordt erop toegezien, wanneer de activiteiten van gezamenlijke controle plaatsvinden op het grondgebied van het Waalse Gewest en worden uitgevoerd met ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst Financiën, dat:

1° toegestaan wordt dat ambtenaren van andere lidstaten die deelnemen aan de activiteiten van de gezamenlijke audit, personen ondervragen en bescheiden onderzoeken in samenspraak met de ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst Financiën, met inachtneming van de procedurele regelingen die zijn vastgesteld bij dit decreet ;

2° ervoor gezorgd wordt dat bewijsmateriaal dat tijdens de activiteiten van de gezamenlijke audit is verzameld, kan worden beoordeeld, ook op de toelaatbaarheid ervan, onder dezelfde juridische voorwaarden als in het geval van een op het grondgebied van het Waalse Gewest uitgevoerde audit waaraan alleen de ambtenaren van Waalse Overheidsdienst Financiën deelnemen, onder meer in de loop van eventuele klachten-, herzienings- of beroepsprocedures ;

3° ervoor gezorgd wordt dat de persoon (personen) die aan een gezamenlijke audit wordt (worden) onderworpen of erdoor wordt (worden) geraakt, dezelfde rechten en plichten heeft (hebben) als in het geval van een audit waaraan alleen de ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst Financiën deelnemen, onder meer in de loop van eventuele klachten-, herzienings- of beroepsprocedures.

§ 5. Indien de bevoegde autoriteiten van twee of meer lidstaten een gezamenlijke audit verrichten, trachten zij het eens te worden over de feiten en omstandigheden die relevant zijn voor de gezamenlijke audit, en streven zij naar overeenstemming over de fiscale positie van de geaudite persoon (personen) op basis van de resultaten van de gezamenlijke audit. De bevindingen van de gezamenlijke audit worden neergelegd in een eindverslag. Punten waarover de bevoegde autoriteiten het eens zijn, worden in het eindverslag opgenomen en worden in aanmerking genomen in de relevante instrumenten die de bevoegde autoriteiten van de deelnemende lidstaten naar aanleiding van die gezamenlijke audit uitvaardigen.

Met inachtneming van lid 1 vinden de handelingen die de bevoegde autoriteiten van een lidstaat of een van zijn ambtenaren verrichten naar aanleiding van een gezamenlijke audit, alsmede eventuele verdere procedures in die lidstaat, zoals een besluit van de belastingautoriteiten, een beroepsprocedure of een daarmee verband houdende schikking, plaats overeenkomstig het nationaal recht van die lidstaat.

§ 6. De geaudite persoon (personen) wordt (worden) binnen 60 dagen na het uitbrengen van het eindverslag in kennis gesteld van het resultaat van de gezamenlijke audit en krijgt (krijgen) een kopie van dat eindverslag. ».

Art. 82. In artikel 64*octies* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013 en gewijzigd bij het decreet van 14 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

g) in lid 1 worden de woorden “krachtens de vorige artikelen” vervangen door de woorden “krachtens de artikelen 64*bis* tot 64*duodecies*” en de woorden “en genieten de bescherming waarin de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens voorziet” vervangen door de woorden “,vallen onder de geheimhoudingsplicht en genieten de bescherming van Verordening van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG”;

h) 2° in het tweede lid wordt 1. vervangen als volgt:

« 1. de vaststelling en het beheer van de in de Waalse wetgeving bedoelde belastingen op de in artikel 2 van de richtlijn bedoelde belastingen en andere indirecte belastingen;»;

i) het derde lid wordt vervangen als volgt:

“Met toestemming van de buitenlandse bevoegde autoriteit die op grond van deze richtlijn inlichtingen verstrekt, en enkel voor zover het toegestaan is uit hoofde van het recht van toepassing in het Waalse Gewest, kunnen de op grond van deze autoriteit ontvangen inlichtingen en bescheiden voor andere dan de in lid 2 bedoelde doeleinden worden gebruikt. De Belgische bevoegde autoriteit die inlichtingen en bescheiden ontvangt, kan de ontvangen inlichtingen en bescheiden zonder bovenbedoelde toestemming gebruiken voor alle doeleinden die de inlichtingen verstrekende lidstaat heeft meegedeeld wanneer de bevoegde autoriteit van deze laatste lidstaat aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten een lijst van andere doeleinden heeft meegedeeld dan die bedoeld in lid 2, waarvoor inlichtingen en bescheiden overeenkomstig zijn nationaal recht gebruikt kunnen worden. “; 2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. Voorafgaandelijk aan het verzoek om inlichtingen bedoeld in artikel 64*ter*, § 1, dient de Belgische bevoegde autoriteit eerst de gewone informatiebronnen hebben doorzocht waar ze gebruik van kan maken om de verzochte inlichtingen te verkrijgen zonder de verwezenlijking van het nagestreefde doel schade toe te brengen.

Voorafgaandelijk aan het verzoek om inlichtingen bedoeld in artikel 64ter, § 1, dient de buitenlandse bevoegde autoriteit eerst de gewone informatiebronnen hebben doorzocht waar ze gebruik van kan maken om de verzochte inlichtingen te verkrijgen zonder de verwezenlijking van het nagestreefde doel schade toe te brengen. »;

3° paragraaf 7 wordt vervangen als volgt:

“§ 7. De verzoeken om inlichtingen en administratieve onderzoeken, ingediend krachtens artikel 64ter, § 1, evenals de overeenstemmende antwoorden, de berichten van ontvangst, de verzoeken om inlichtingen met een algemeen karakter en de verklaringen van onmogelijkheid of weigering uit hoofde van artikel 64quater, worden, voor zover mogelijk, middels een modelformulier, aangenomen door de Commissie, overgemaakt. De modelformulieren kunnen vergezeld gaan van verslagen, certificaten en andere documenten, of van gewaarmerkte afschriften of uittreksels daarvan.

De Belgische bevoegde autoriteit kan, voor zover ze gekend zijn en overeenkomstig de evolutie van de internationale situatie, naam en adres verstrekken van alle personen van wie kan worden uitgegaan dat ze in het bezit zijn van de gevraagde inlichtingen, evenals van ieder gegeven waardoor de informatievergaring door de aangezochte autoriteit vlotter kan worden gemaakt. De spontaan uitgewisselde informatie en het desbetreffende bericht van ontvangst uit hoofde van, respectievelijk, artikel 64sexies, leden 1 en 4, de verzoeken om administratieve kennisgeving uit hoofde van artikel 64septies/2, de terugmeldingen uit hoofde van artikel 64septies/3, de communicaties uit hoofde van paragraaf 1, leden 3, 4 en 5, en de communicaties uit hoofde van artikel 64novies, lid 2, worden overgemaakt door middel van het modelformulier aangenomen door de Commissie.

De automatische informatie-uitwisseling uit hoofde van artikel 64quinquies en artikel 64quinquies/4 geschiedt in een standaard elektronische formaat uitgewerkt voor een vlottere informatie-uitwisseling, gegrond op het bestaande elektronische formaat krachtens artikel 9 van Richtlijn 2003/48/EG van de Raad van 3 juni 2003 betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling, gebruikt voor alle soorten automatische informatie-uitwisselingen en aangenomen door de Europese Commissie. ».

Art. 83. Hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een afdeling 9 met volgend opschrift:

“Gegevensbescherming”.

Art. 84. In afdeling 9 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 83 van dit decreet, wordt een artikel 64decies ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64decies. § 1. Elke uitwisseling van inlichtingen op grond van dit hoofdstuk IXbis is onderworpen aan Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, vanaf nu algemene verordening gegevensbescherming.

§ 2. De verantwoordelijken voor de verwerking van persoonsgegevens voor de toepassing van dit hoofdstuk IXbis zijn de intermediairs, de rapporterende platformexploitanten en de Belgische bevoegde autoriteit bedoeld in artikel 64bis, § 1, lid 4, 6°, wanneer zij, alleen of gezamenlijk handelend, de doeleinden en middelen bepalen voor een verwerking van persoonsgegevens in de zin van de algemene verordening gegevensbescherming in hun hoedanigheid van verwerker bedoeld in artikel 4, 7), van bedoelde Verordening.

De volgende categorieën persoonsgegevens worden in het kader van lid 1 behandeld:

1° persoonsidentificatiegegevens, het Rijksregisternummer of het identificatienummer van de sociale zekerheid en andere identificatiegegevens zoals het fiscaal identificatienummer;

2° bijzondere financiële kenmerken;

3° persoonlijke kenmerken.

4° leefwijzen;

5° de gezinssamenstelling.

§ 3. In het kader van artikel 64quinquies/2 is het doeleinde van deze verwerking de uitwisseling van dergelijke informatie tussen lidstaten, met name om de fiscale administraties in staat te stellen in een vroeg stadium een overzicht te krijgen van mogelijk agressieve fiscale planningsconstructies, om de opsporing van risico's in bepaalde dossiers mogelijk te maken en voor een afschrikkend effect te zorgen met betrekking tot de erfrechtelijke planning, binnen het fiscale kader.

In het kader van de andere bepalingen van dit hoofdstuk IXbis dan artikel 64quinquies/2 is het doeleinde van deze verwerking de uitwisseling van deze inlichtingen tussen lidstaten met name om de wettelijke opdrachten van de Waalse Overheidsdienst Financiën uit te voeren op het stuk van vestiging, onderzoeken, controles, geschillen, inning en invordering van belastingen bedoeld bij hoofdstuk 1.

Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van algemene verordening gegevensbescherming, worden de persoonsgegevens die voortkomen uit de verwerkingen in dit hoofdstuk IXbis niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt met een maximale bewaartermijn die één jaar na de verjaring van alle vorderingen die tot de bevoegdheid van de verwerkingsverantwoordelijke behoren en, in voorkomend geval, de definitieve beëindiging van de administratieve en rechterlijke procedures en rechtsmiddelen en de integrale betaling van alle hiermee verbonden bedragen niet mag overschrijden.

§ 5 Elke intermediair of rapporterende platformexploitant, naargelang het geval, die onder het grondgebied van het Waals Gewest valt :

1° stelt elke betrokken natuurlijke persoon ervan in kennis dat gegevens over hem zullen worden verzameld en doorgegeven overeenkomstig dit decreet;

2° maakt aan elke betrokken natuurlijke persoon alle informatie over waartoe zij toegang mag hebben, afkomstig van de verwerker, binnen een toereikende termijn om hem in staat te stellen zijn of haar rechten inzake gegevensbescherming uit te oefenen en, hoe dan ook, voordat de informatie medegedeeld wordt.

Niettegenstaande lid 1, 2°, dienen de rapporterende platformexploitanten de te rapporteren verkopers in te lichten over de gerapporteerde tegenprestatie. ».

Art. 85. In afdeling 9 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 83 van dit decreet, wordt een artikel 64undecies ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64undecies. § 1. In afwijking van artikel 64decies, § 1, en van de artikelen 13 en 14, van de algemene verordening gegevensbescherming kan het recht op informatie uitgesteld, beperkt of uitgesloten worden betreffende verwerkingen van persoonsgegevens waarvan de Waalse Overheidsdienst Financiën de verwerkingsverantwoordelijke is om de doelstellingen inzake openbaar nut te vrijwaren op het stuk van budgetair, monetair en fiscaal beleid en voor zover artikel 14, § 5, d), van bedoelde Verordening niet in deze wordt ingeroepen.

De verwerkingen als bedoeld in lid 1 zijn verwerkingen met als doeleinde de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de opvolging van de onderzoeken gevoerd door de bevoegde diensten van de Waalse Overheidsdienst Financiën, met inbegrip van de procedures met het oog op het eventueel opleggen van een administratieve geldboete of een administratieve sanctie.

§ 2. Deze afwijkingen blijven gelden tijdens de periode waarin de betrokkene aan een controle of aan een onderzoek of aan voorbereidende handelingen daarvoor is onderworpen, als verricht door voornoemde diensten in het kader van de uitvoering van hun wettelijke opdrachten evenals tijdens de periode waarin de stukken afkomstig van deze diensten verwerkt worden met het oog op het instellen van vervolgingen daarvoor.

Deze afwijkingen zijn van toepassing voor zover de toepassing van dit recht de behoeften van de controle, het onderzoek of de voorbereidende handelingen zou schaden of het geheim van het strafrechtelijk onderzoek of de veiligheid van personen zou kunnen schenden.

De duur van de voorbereidende handelingen bedoeld in lid 2 tijdens welke de artikelen 13 en 14 van de algemene verordening gegevensverwerking niet van toepassing zijn overschrijdt niet één jaar vanaf de ontvangst van een verzoek betreffende mededeling van informatie, te verstrekken overeenkomstig voornoemde artikelen 13 en 14.

De uitzondering bedoeld in paragraaf 1, lid 1, beoogt niet de gegevens buiten het bereik van het onderzoek of van de controle die de weigering of de beperking van informatie verantwoorden.

§ 3. Na ontvangst van een verzoek betreffende de verstrekking van informatie als bedoeld in paragraaf 2, derde alinea, bevestigt de gemachtigde voor gegevensbescherming van de voor de verwerker de ontvangst ervan.

De afgevaardigde voor de gegevensbescherming van de verwerker licht de betrokken persoonlijk schriftelijk en onverwijld, en hoe dan ook binnen één maand te rekenen van de ontvangst van het verzoek, in over iedere weigering of beperking van de informatie, evenals over de redenen voor deze weigering of beperking. Deze informatie over de weigering of de beperking kan niet worden verstrekt wanneer het meedelen daarvan een gevaar dreigt te vormen voor één van de doeleinden verwoord in paragraaf 1, lid 2. Desnoods kan de termijn met twee maanden worden verlengd, rekening houdend met de complexiteit van de verzoeken en met hun aantal. De verwerker stelt de betrokkene binnen een maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en de redenen voor het uitstel.

De gemachtigde voor gegevensbescherming van de verwerker zal de betrokkene informeren over de mogelijkheden om een klacht in te dienen bij de Autoriteit voor gegevensbescherming en om rechtsmiddelen in te stellen.

De gemachtigde voor gegevensbescherming van de verwerker legt de feitelijke of juridische gronden vast waarop het besluit is gebaseerd. Deze informatie wordt beschikbaar gesteld aan de gegevensbeschermingsautoriteit.

Wanneer de Waalse Overheidsdienst Financiën gebruik heeft gemaakt van de uitzondering bepaald in paragraaf 1, lid 1, en met uitzondering van de situaties bedoeld in leden 6 en 7, wordt de uitzonderingsregel onmiddellijk na de afsluiting van de controle of het onderzoek opgeheven. De gemachtigde voor gegevensbescherming van de verwerker zal de betrokkene hiervan onverwijld op de hoogte stellen.

Wanneer een zaak naar de gerechtelijke autoriteit wordt verwezen, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld na toestemming van de gerechtelijke autoriteit of nadat de gerechtelijke fase is afgerond en, in voorkomend geval, nadat de bevoegde dienst een beslissing heeft genomen. Informatie die is verzameld tijdens de uitvoering van taken die door de gerechtelijke autoriteit zijn voorgeschreven, mag echter alleen openbaar worden gemaakt met de uitdrukkelijke toestemming van de gerechtelijke autoriteit.

Wanneer een dossier wordt doorgestuurd naar een andere dienst van de Waalse Overheidsdienst Financiën of naar de instelling die bevoegd is om uitspraak te doen over de conclusies van het onderzoek, worden de rechten pas hersteld nadat deze dienst of de bevoegde instelling uitspraak heeft gedaan over het resultaat van het onderzoek. ».

Art. 86. In afdeling 9 van hoofdstuk IXbis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 83 van dit decreet, wordt een artikel 64duodecies ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 64duodecies. § 1. In afwijking van artikel 64decies, § 1, en van artikel 15 van de algemene verordening gegevensbescherming kan het recht tot toegang op de persoonsgegevens betreffende deze persoon geheel of ten dele uitgesteld, beperkt worden betreffende de verwerkingen van persoonsgegevens waarvan de Waalse Overheidsdienst Financiën de verwerker is om de doelstellingen van openbaar nut te vrijwaren op het stuk van budgetair, monetair en fiscaal beleid.

De verwerkingen als bedoeld in lid 1 zijn verwerkingen met als doeleinde de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de opvolging van de onderzoeken gevoerd door de bevoegde diensten van de Waalse Overheidsdienst Financiën, met inbegrip van de procedures met het oog op het eventueel opleggen van een administratieve geldboete of een administratieve sanctie.

§ 2. Deze afwijkingen blijven gelden tijdens de periode waarin de betrokkene aan een controle of aan een onderzoek of aan voorbereidende handelingen daarvoor is onderworpen, als verricht door voornoemde diensten in het kader van de uitvoering van zijn wettelijke opdrachten evenals tijdens de periode waarin de documenten afkomstig van deze diensten verwerkt worden met het oog op het instellen van vervolgingen daarvoor.

Deze afwijkingen zijn van toepassing voor zover de toepassing van dit recht de behoeften van de controle, het onderzoek of de voorbereidende handelingen zou schaden of het geheim van het strafrechtelijk onderzoek of de veiligheid van natuurlijke personen zou kunnen schenden.

De duur van de voorbereidende handelingen bedoeld in lid 2 tijdens welke de artikelen 15 en van de algemene verordening gegevensverwerking niet van toepassing zijn overschrijdt niet één jaar vanaf de ontvangst van een verzoek betreffende mededeling van informatie, te verstrekken overeenkomstig voornoemde artikelen 13 en 14.

De uitzondering bedoeld in paragraaf 1, lid 1, beoogt niet de gegevens buiten het bereik van het onderzoek of van de controle die de weigering of de beperking van informatie verantwoorden.

§ 3 Na ontvangst van een verzoek om toegang bevestigt de gemachtigde voor gegevensbescherming van de voor de verwerking verantwoordelijke de ontvangst ervan.

De afgevaardigde voor de gegevensbescherming van de verwerker licht de betrokkene persoonlijk schriftelijk en onverwijld, en hoe dan ook binnen één maand te rekenen van de ontvangst van het verzoek, in over iedere weigering of beperking van de zijzij of haar recht tot toegang tot de hem of haar betreffende gegevens, evenals over de redenen voor deze weigering of beperking. Deze informatie over de weigering of de beperking kan niet worden verstrekt wanneer het meedelen daarvan een gevaar dreigt te vormen voor één van de doeleinden verwoord in paragraaf 1, lid 2. Desnoods kan de termijn met twee maanden worden verlengd, rekening houdend met de complexiteit van de verzoeken en met hun aantal. De verwerker stelt de betrokkene binnen een maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en de redenen voor het uitstel.

De gemachtigde voor gegevensbescherming van de verwerker zal de betrokkene informeren over de mogelijkheden om een klacht in te dienen bij de Autoriteit voor gegevensbescherming en om rechtsmiddelen in te stellen.

De gemachtigde voor gegevensbescherming van de verwerker legt de feitelijke of juridische gronden vast waarop het besluit is gebaseerd. Deze informatie wordt beschikbaar gesteld aan de gegevensbeschermingsautoriteit.

Wanneer de Waalse Overheidsdienst Financiën gebruik heeft gemaakt van de uitzondering bepaald in paragraaf 1, lid 1, en met uitzondering van de situaties bedoeld in leden 6 en 7, wordt de uitzonderingsregel onmiddellijk na de afsluiting van de controle of het onderzoek opgeheven. De gemachtigde voor gegevensbescherming van de verwerker zal de betrokkene hiervan onverwijld op de hoogte stellen.

Wanneer een zaak naar de gerechtelijke autoriteit wordt verwezen, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld na toestemming van de gerechtelijke autoriteit of nadat de gerechtelijke fase is afgerond en, in voorkomend geval, nadat de bevoegde dienst een beslissing heeft genomen. Informatie die is verzameld tijdens de uitvoering van taken die door de gerechtelijke autoriteit zijn voorgeschreven, mag echter alleen openbaar worden gemaakt met de uitdrukkelijke toestemming van de gerechtelijke autoriteit.

Wanneer een dossier wordt doorgestuurd naar een andere dienst van de Waalse Overheidsdienst Financiën of naar de instelling die bevoegd is om uitspraak te doen over de conclusies van het onderzoek, worden de rechten pas hersteld nadat deze dienst of de bevoegde instelling uitspraak heeft gedaan over het resultaat van het onderzoek."

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen in het decreet van 16 juli 2015
tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens*

Art. 87. In artikel 24 van het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens worden de woorden "17bis, 18, 18bis, 21" vervangen door de woorden "17bis tot en met 20bis, 21 tot en met 23".

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen in het decreet van 6 april 2023
tot aanpassing van sommige gewestelijke bepalingen aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen*

Art. 88. In artikel 60bis, § 3, 3°, van het Wetboek van successierechten, sub artikel 3, 2°, van het decreet van 6 april 2023 tot aanpassing van sommige gewestelijke bepalingen aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen worden de woorden "in de eerste vijf jaar" ingevoegd tussen de woorden ", niet afneemt ten gevolge van vooruitnemingen" en de woorden "te rekenen van het overlijden van de de cujus of".

Art. 89. In artikel 140quinquies, § 1, 3°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, sub artikel 11, van het decreet van 6 april 2023 tot aanpassing van sommige gewestelijke bepalingen aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen worden de woorden "in de eerste vijf jaar" ingevoegd tussen de woorden "niet afneemt ten gevolge van vooruitnemingen" en de woorden "te rekenen van de authentieke schenkingsakte of".

HOOFDSTUK 7. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 90. Artikel 1 is van toepassing op akten die vanaf 1 juni 2023 een bepaalde datum hebben ontvangen.

Artikel 6 is van toepassing vanaf het belastingjaar 2024.

De artikelen 88 en 89 treden in werking op dezelfde dag als het decreet van 6 april 2023 tot aanpassing van sommige gewestelijke bepalingen aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Art. 91. De artikelen 55, 2°, e), 80 en 81 treden in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 juli 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuur en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke
Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2022-2023.*

Stukken van het Waals Parlement 1363 (2022-2023) Nrs. 1 en *1bis* tot 7.

Volledig verslag, openbare vergadering van 12 juli 2023.

Bespreking.

Stemming.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2023/44540]

Service de Régulation du Transport ferroviaire et de l'Exploitation de l'Aéroport de Bruxelles-National. — Décision D-2023-01-S sur les pouvoirs et le fonctionnement de l'Organe de Gestion du Système d'Amélioration des performances

Le 19 juillet 2023, le Service de Régulation a décidé d'imposer des mesures correctives à Infrabel en exécution de la mission de contrôle concernant le fonctionnement de l'Organe de Gestion du Système d'Amélioration des performances. (ci-après dénommé OGSAP)

Le dispositif de cette décision se lit comme suit:

« Le Service de Régulation a décidé ce qui suit:

A. Les dispositions du document de référence du réseau relatives au fonctionnement et à l'organisation de l'OGSAP sont contraires à l'article 49, §1 du Code ferroviaire ;

B. Les dispositions du document de référence du réseau relatives au fonctionnement et à l'organisation de l'OGSAP sont contraires à l'article 4/2, §1, 2° du Code ferroviaire ;

C. Il résulte des points A et B qu'en vertu de l'article 63, §3 du Code ferroviaire Infrabel est interdit de permettre à l'OGSAP de prendre des décisions tarifaires à partir de la date de la présente décision. Cette interdiction inclut également les décisions relatives aux propositions faites dans l'OGSAP du 10 mars 2022 (proposition de neutralisation financière pour les régimes de performance 2022 et 2023) et l'OGSAP du 27 janvier 2023 (proposition validation nouveau document PAS);

D. Le document de référence du réseau est modifié au regard des points A à C dans un délai d'un mois à compter de la notification de la présente décision pour en informer les entreprises ferroviaires ;

E. Il résulte également des points A et B qu'au titre de l'article 63 §3 du Code ferroviaire les décisions tarifaires suivantes déjà prises par l'OGSAP sont annulées avec effet rétroactif:

- la neutralisation financière du régime de performance 2020 ;
- la neutralisation financière du régime de performance 2021 ;

Et

Vu que l'article 8 de l'AR « redevance d'infrastructure » s'oppose à une neutralisation rétroactive des régimes de performance 2020, 2021, 2022 et 2023 par Infrabel ;

Le Service de Régulation décide que:

F. Infrabel applique les régimes de performance 2020, 2021, 2022 et 2023. »

La publication complète et non confidentielle de cette décision peut être consultée sur le site internet du Service de Régulation (<http://www.regul.be>).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2023/44540]

Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer en van de Exploitatie van de Luchthaven Brussel-Nationaal. — Beslissing D-2023-01-S over de bevoegdheden en de werking van het Beheersorgaan Prestatieregeling

Op 19 juli 2023 besliste de Dienst Regulering om Infrabel, in uitvoering van een controleopdracht over de werking van het Beheersorgaan Prestatieregeling (hierna: BOPR genoemd), corrigerende maatregelen op te leggen.

Het beschikkend gedeelte van deze beslissing luidt als volgt:

“Beslist de Dienst Regulering als volgt:

A. De bepalingen uit de Netverklaring over de werking en de organisatie van het BOPR zijn strijdig met artikel 49, §1 van de Spoorcodex;

B. De bepalingen uit de Netverklaring over de werking en de organisatie van het BOPR zijn strijdig met artikel 4/2, §1, 2° van de Spoorcodex;

C. Uit A en B volgt dat Infrabel op grond van artikel 63, §3 van de Spoorcodex het verbod wordt opgelegd om het BOPR tarifaire beslissingen te laten nemen vanaf de datum van deze beslissing. Dit verbod omvat eveneens beslissingen over de voorstellen die op 10 maart 2022 (voorstel van financiële neutralisatie voor de prestatieregelingen 2022 en 2023) en op 27 januari 2023 (voorstel validatie nieuw PAS-document) in het BOPR gedaan werden;

D. De Netverklaring wordt in het licht van A tot en met C binnen de maand na de kennisgeving van deze beslissing aangepast om de spoorwegondernemingen hiervan te informeren;

E. Uit A en B volgt eveneens dat de volgende reeds genomen tariefbeslissingen van het BOPR op grond van artikel 63, §3 van de Spoorcodex met retroactieve werking vernietigd worden:

- Financiële neutralisatie van de prestatieregeling 2020
- Financiële neutralisatie van de prestatieregeling 2021;

En

Gelet op het feit dat artikel 8 van het KB Infraheffing zich verzet tegen een retroactieve neutralisatie van de prestatieregelingen 2020, 2021, 2022 en 2023 door Infrabel;

F. Infrabel past de prestatieregelingen 2020, 2021, 2022 en 2023 toe.”

De volledige non-confidentiële publicatie van deze beslissing kan teruggevonden worden op de website van de Dienst Regulering (<http://www.regul.be>).